



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

# RAPPORT ANNUEL

# 2019

1850

1900

1950

2000

Moyenne des températures annuelles au niveau mondial de 1850 à 2019.  
(Source : <https://showyourstripes.info>)

# RAPPORT ANNUEL

## 2019



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Vienne, 2020

## Rapport annuel de l'ONUDI 2019

© ONUDI 2020. Tous droits réservés.

La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ou à leur système économique et degré de développement. Les appellations « développé », « industrialisé » ou « en développement » sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou telle ou telle zone. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'ONUDI.

La présente édition du Rapport annuel répond aux exigences de l'Organisation en matière d'établissement de rapports au titre de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale relative à l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et du cadre de programmation à moyen terme de l'ONUDI pour 2018-2021, dont la Conférence générale a pris note dans sa résolution GC.17/Res.1.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis et quand une quantité est exprimée en « tonnes », il s'agit de tonnes métriques.

Photos © Adobe Stock, Marcel Crozet, ESA, Fonds pour l'environnement mondial, IFPRI/Svetlana Edmeades, Istock.com, Sergey Nivens, Reyoh Photography, TheNounProject.com, ONUDI, SINU, Service photographique de l'ONU/Manuel Elias, ONU-Femmes/Ryan Brown, ONU-Femmes/Joe Saad, Rod Waddington.

Illustration intérieure (<https://showyourstripes.info>) : Ed Hawkins, éminent scientifique du National Centre for Atmospheric Science, University of Reading. Sources des données : Berkeley Earth, NOAA, Met Office (Royaume-Uni), MétéoSuisse, DWD, Institute for Environmental Analytics.

Production éditoriale : Section des publications, de la bibliothèque et des services en anglais, Office des Nations Unies à Vienne.

Les pages intérieures de la présente publication sont imprimées sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (chaîne de traçabilité) et le Système de reconnaissance des certifications forestières (chaîne de traçabilité).

L'intégralité du présent Rapport et les appendices sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : [www.unido.org](http://www.unido.org).  
ISSN 1020-766X  
Distribution : GÉNÉRALE  
IDB.48/2-PBC.36/2 2020  
FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

**APPENDICES (disponibles en ligne à l'adresse : [www.unido.org](http://www.unido.org))**

Statistiques opérationnelles • Projets approuvés au titre des contributions volontaires • Assistance technique aux pays les moins avancés (PMA) • Fonds non réservés à des fins spécifiques • Programme de partenariat pays (PCP) • Nominations de personnel au titre de contrats de service individuels • Accords et autres arrangements conclus par l'ONUDI en 2019 • Présentations de pays/séminaires organisés par les Bureaux de promotion des investissements et de la technologie en 2019 • Représentation hors Siège • Vue d'ensemble du personnel de l'ONUDI • Statistiques industrielles



## TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos du Directeur général	iv
L'ONUDI en bref	vi
<b>ACTIVITÉS MENÉES À L'ÉCHELLE MONDIALE POUR PROMOUVOIR UN DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE</b>	<b>1</b>
Présentation de rapports au forum politique de haut niveau	2
Réforme du système des Nations Unies pour le développement	3
Conseils et recherche en matière de politique industrielle	3
Travaux statistiques	3
Participation de l'ONUDI au Mécanisme de facilitation des technologies	4
Coopération avec le G20	4
<b>RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES ET DES INSTITUTIONS</b>	<b>9</b>
Portée, réactions, connaissances et capacités	10
Susciter un changement de comportement pour permettre un développement industriel inclusif et durable et le transposer à une plus grande échelle	11
<b>CRÉATION D'UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE</b>	<b>15</b>
Agrobusiness et développement rural	16
Les femmes et les jeunes dans les activités productives	17
Sécurité humaine et relèvement après les crises	18
<b>RENFORCEMENT DE LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE</b>	<b>25</b>
Investissement, technologie et développement des PME	26
Capacités de renforcement de la compétitivité des échanges et responsabilité des entreprises	28
Développement de l'entrepreneuriat	30
<b>PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>35</b>
Production industrielle économe en ressources et à faible émission de carbone	36
Accès aux énergies propres à des fins productives	39
Mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement	43
<b>PERSPECTIVES RÉGIONALES</b>	<b>49</b>
Afrique	50
Pays arabes	52
Asie et Pacifique	54
Europe et Asie centrale	56
Amérique latine et Caraïbes	58
<b>PRIORITÉS TRANSVERSALES</b>	<b>61</b>
Égalité des sexes et autonomisation des femmes	62
Partenariats et coopération Sud-Sud	63
<b>GESTION DES SERVICES DE L'ONUDI</b>	<b>65</b>
Financement et contributions financières	66
Gestion des effectifs	68
Contrôle de la qualité et approbation des programmes	68
Évaluation et contrôle interne	69
Services juridiques	69
Services informatiques	70
Achats	70
Gestion des bâtiments	70
<b>ANNEXE. CADRE INTÉGRÉ DE RÉSULTATS ET DE PERFORMANCE</b>	<b>71</b>
Niveau 1. Contexte du développement industriel mondial	74
Niveau 2. Résultats des pays et résultats mondiaux obtenus avec le soutien de l'ONUDI	77
Niveau 3. Offre de programmes et efficacité de la gestion des programmes	79
Niveau 4. Ressources et efficacité de l'Organisation	83
Sigles et abréviations	86
Organigramme de l'ONUDI	88

---

## AVANT-PROPOS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

L'adoption de la Déclaration d'Abou Dhabi à la dix-huitième session de la Conférence générale de l'ONUDI, en novembre, a été un des faits saillants de 2019 et une étape décisive pour l'Organisation. En 2013, la Déclaration de Lima avait été l'occasion de renouveler le mandat de l'ONUDI, de définir un développement industriel inclusif et durable et de poser les bases de l'objectif de développement durable n° 9. La Déclaration d'Abou Dhabi réaffirme clairement le mandat de l'Organisation et indique la voie à suivre pour la dernière décennie du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les États Membres ont souligné le rôle de l'ONUDI, notamment pour la coopération du secteur privé et dans la quatrième révolution industrielle.

Il est plus évident que jamais que la protection du climat et le développement inclusif et durable sont les domaines dans lesquels il est le plus urgent d'agir aujourd'hui. Les années 2015 à 2019 ont été les cinq années les plus chaudes jamais enregistrées. La jeunesse dans la rue, les conditions météorologiques extrêmes et les catastrophes naturelles nous rappellent l'urgence de la crise climatique, qui touche surtout les plus pauvres. L'autre problème qui définit notre époque est celui de l'extrême pauvreté et des inégalités croissantes entre les pays et en leur sein.

Ces problèmes étant liés les uns aux autres, leurs solutions le sont aussi. Un développement industriel inclusif et durable fait, dans une large mesure, partie de la solution. Ses effets positifs sur la création d'emplois, la formation de revenu, la croissance économique et l'inclusion sociale ne sont plus à démontrer. Dans le même temps, l'industrie joue un rôle important dans la lutte contre la crise climatique en encourageant une exploitation plus viable des ressources ainsi que des solutions novatrices et durables susceptibles de déboucher sur la création d'emplois verts.



L'Organisation des Nations Unies (ONU) l'ayant chargée de régler les problèmes complexes de développement par un développement industriel inclusif et durable, l'ONUDI s'efforce sans relâche d'accroître l'efficacité de son action de réduction de la pauvreté et des inégalités, tout en protégeant l'environnement. Grâce au puissant soutien financier et politique de ses États Membres et de ses partenaires, l'ONUDI peut rester attachée aux valeurs d'efficacité, d'efficacité et de transparence, et à une gestion axée sur les résultats.

Le présent Rapport rend compte des progrès accomplis, en 2019, dans plusieurs domaines et dans la réalisation de l'objectif d'intégration et de transposition à une plus grande échelle en matière de gestion. Le Programme de partenariat pays (PCP) en est un exemple remarquable, car il coordonne différents flux de ressources dirigés vers l'accomplissement d'un développement industriel inclusif et durable et d'autres objectifs du Programme 2030. À mesure que

progressaient la programmation et la mise en œuvre des PCP pilotes, le portefeuille de PCP s'est agrandi, pour compter 10 pays en 2019, notamment la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Rwanda et la Zambie, dont il favorise la réalisation des objectifs d'industrialisation.

Pour l'ONUDI, l'institution pilote de la troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA III), 2019 a été une année importante. En cette année de septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) et de présidence japonaise du G20, où s'est poursuivie l'action menée pour le développement industriel de l'Afrique, l'ONUDI a œuvré en faveur d'une transformation structurelle et d'une industrialisation durable du continent africain. Parallèlement à l'action menée pour faire progresser la mise en œuvre du programme d'action de la DDIA III, la Stratégie de l'ONUDI à l'égard des petits États insulaires en développement pour 2019-2025 et son cadre stratégique pour l'établissement de partenariats avec les pays à revenu intermédiaire ont été adoptés en 2019.

Pour parler chiffres, j'ai le plaisir de vous informer que les services de coopération technique fournis par l'ONUDI en 2019 ont représenté une valeur de 190,3 millions de dollars, soit bien plus que la moyenne des cinq dernières années. Dans le même temps, nous

avons enregistré un montant de contributions volontaires destinées à la mise en œuvre des programmes de 154,7 millions de dollars, dont plus des deux tiers proviennent de donateurs publics et de l'Union européenne. Pour mieux illustrer la contribution de l'ONUDI aux progrès du développement qu'avec des données financières, la présente édition du Rapport annuel utilise les nouveaux indicateurs du cadre intégré de résultats et de performance.

Je remercie sincèrement nos États Membres et nos partenaires financiers de leur appui sans faille, ainsi que nos autres partenaires de la confiance qu'ils placent dans l'Organisation. J'ai eu la chance d'observer le vigoureux esprit de coopération et de soutien qui animait les participants de la dernière session de la Conférence générale, où ont été approuvés le programme et les budgets pour l'exercice biennal 2020-2021 et d'autres résolutions et décisions importantes.

Rétrospectivement, je trouve encourageants les nombreux progrès et accomplissements constructifs qui ont eu lieu l'année passée. Dans le même temps, je suis conscient qu'il reste beaucoup à faire pour atteindre les objectifs du Programme 2030 et faire de notre planète un lieu prospère et sain où chacun puisse mener une existence productive et trépidante et dont personne ne soit exclu.

**Le Directeur général de l'ONUDI, M. LI Yong**



# L'ONUDI en bref



## L'ONUDI,

créée en **1966**, est devenue une institution spécialisée des Nations Unies en 1985.



Au 31 décembre 2019, l'Organisation comptait **170 États Membres**.

[www.unido.org/member\\_states](http://www.unido.org/member_states)

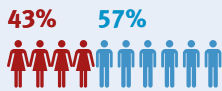
## Li Yong,

le Directeur général de l'ONUDI depuis juin 2013, a été nommé pour un second mandat de quatre ans par la Conférence générale en novembre 2017.



## Le budget ordinaire et opérationnel

(dépenses) de l'ONUDI s'est élevé à **84,1 millions d'euros** en 2019.



Au 31 décembre 2019, l'ONUDI employait

**671 fonctionnaires**, ainsi que 1 426 consultants, venus de 139 pays, liés par des contrats de services individuels.

Contribution de l'ONUDI au **système des coordonnateurs résidents** approuvée par les États Membres

pour 2019 : 789 817 dollars ; pour 2020 : 2 637 121 dollars.



En 2019, la valeur des **activités de coopération technique** a atteint **190,3 millions de dollars**.



La contribution de l'ONUDI a permis de **réduire les émissions de 49 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>** et de plus de 90 000 tonnes de **polluants** en 2019.



En 2019, **154,7 millions de dollars de contributions volontaires** nettes ont été consacrés à la mise en œuvre des projets, et la valeur totale du portefeuille de projets en cours s'est élevée à **586,6 millions de dollars**.



Projets mis en œuvre dans **125 pays** en 2019.



L'ONUDI participait à **81 équipes de pays des Nations Unies** en 2019.



Outre son Siège à **Vienne**, l'ONUDI a des bureaux de liaison à **Bruxelles, Genève et New York**.

Sa représentation hors Siège comprend **48 centres régionaux**, des bureaux régionaux et des bureaux de pays, qui desservent **156 pays**.

L'ONUDI a des **bureaux de promotion des investissements et de la technologie** dans **9 villes** (Beijing, Bonn, Lagos, Manama, Moscou, Rome, Séoul, Shanghai et Tokyo).

**Centres régionaux pour les énergies renouvelables** dans **8 villes** (Bridgetown, Kampala, Katmandou, Le Caire, Nuku'alofa, Praia, San Salvador et Windhoek). L'ONUDI est partenaire avec **65 centres nationaux** du réseau mondial de production propre et économe en ressources.



## Conférence générale

Composée de tous les États Membres  
Se réunit tous les deux ans  
**Prochaine session ordinaire**  
**29 novembre-3 décembre 2021**



## Conseil du développement industriel

Composé de 53 Membres  
Se réunit une fois par an  
**Prochaine session ordinaire**  
**23-25 novembre 2020**



## Comité des programmes et des budgets

Composé de 27 Membres  
Se réunit une fois par an  
**Prochaine session ordinaire**  
**15 et 16 juin 2020**

**QUELQUES  
OBSTACLES AU  
DÉVELOPPEMENT  
AUXQUELS LE  
MONDE FAIT FACE**

Plus de **736 millions** de personnes vivent dans l'**extrême pauvreté**, dont **413 millions** en Afrique subsaharienne.

Les **jeunes** ont **3 fois plus** de risques d'être au **chômage** que les adultes.

Le **taux de croissance annuel (2010-2017) du PIB réel** est de **4,8 %** dans les PMA, ce qui est inférieur à la cible de **7 %**.

**5 fois plus de ressources** sont **exploitées** dans les pays en développement par rapport aux pays industrialisés pour la même production économique.

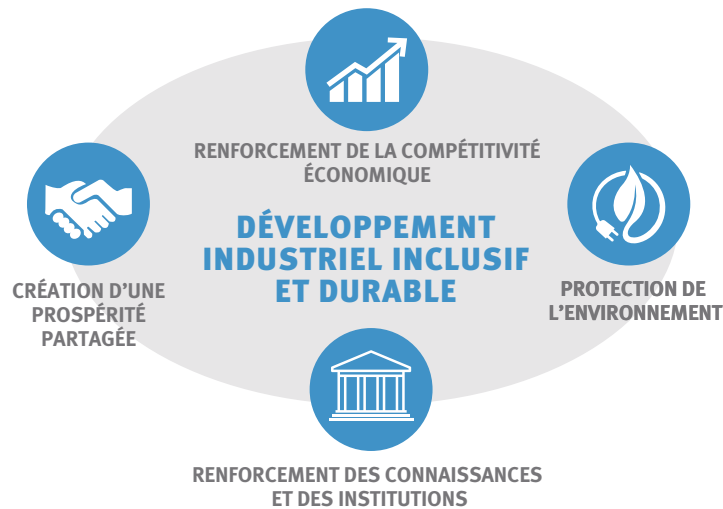
2019 a été la **deuxième année la plus chaude** enregistrée depuis 1850.

L'**industrialisation des PMA** est trop lente pour qu'ils puissent atteindre les cibles fixées à l'horizon 2030. Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier : **132 dollars** dans les PMA ; **5 469 dollars** dans les pays industrialisés.

**840 millions** de personnes vivent sans **électricité**, pour la majorité en Afrique subsaharienne.













 **OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

L'objectif primordial est de promouvoir un **DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE** dans les pays en développement et les économies en transition



- COOPÉRATION TECHNIQUE
- SERVICES D'ANALYSE ET DE CONSEIL STRATÉGIQUE
- ÉLABORATION DE NORMES ET MISE EN CONFORMITÉ AVEC DES CRITÈRES DE QUALITÉ ET D'AUTRES RÈGLES
- MOBILISATION POUR LE TRANSFERT DE CONNAISSANCES, LES PARTENARIATS ET LA CRÉATION DE RÉSEAUX

**PRINCIPAUX PARTENAIRES AYANT FINANCÉ LES PROGRAMMES ET PROJETS DE L'ONUDI EN 2019**  
(montants en millions de dollars des États-Unis)



										
Japon 16,8 millions de dollars	Suisse 9,2 millions de dollars	Italie 8,7 millions de dollars	Suède 7,6 millions de dollars	Chine 5,5 millions de dollars	Allemagne 4,1 millions de dollars	Norvège 3,0 millions de dollars	Autriche 1,9 million de dollars	Maroc 1,7 million de dollars	République de Corée 1,7 million de dollars	Union européenne 25,2 millions de dollars
										
										Fonds pour l'environnement mondial (FEM) 28,2 millions de dollars
										
										Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal 16,1 millions de dollars

 **PROGRAMME DE PARTENARIAT PAYS (PCP) :**

**PHASE DE MISE EN ŒUVRE**

-  ÉTHIOPIE
-  SÉNÉGAL
-  PÉROU
-  MAROC

**PHASE DE PROGRAMMATION**

-  CAMBODGE
-  KIRGHIZISTAN

**PHASE INITIALE DE PROGRAMMATION**

-  CÔTE D'IVOIRE
-  ÉGYPTÉ
-  RWANDA
-  ZAMBIE

1 PAS DE PAUVRETÉ



PROSPÉRITÉ PARTAGÉE • ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET EMPLOIS DÉCENTS • FORMATION DE REVENU • PAS DE LAISSÉS-POUR-COMPTÉ

2 FAIM «ZÉRO»



AJOUT DE VALEUR AUX PRODUITS AGRICOLES • UTILISATION RATIONNELLE DES RESSOURCES • RÉDUCTION DES PERTES APRÈS RÉCOLTE • SÉCURITÉ ALIMENTAIRE • SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



RÉDUCTION DE LA POLLUTION • SANTÉ ET SÉCURITÉ • PRODUCTION LOCALE DE MÉDICAMENTS ESSENTIELS

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE • CULTURE DE L'ENTREPRENEURIAT • CONNAISSANCES MISES AU SERVICE DE L'EMPLOI • EMPLOIS DÉCENTS POUR LES JEUNES

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



ÉGALITÉ DES SEXES • AUTONOMISATION DES FEMMES • FEMMES CHEFS D'ENTREPRISE • ACCÈS AUX RESSOURCES • ÉGALITÉ DES CHANCES ET DES REVENUS

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



TRANSFERT DE TECHNOLOGIE • PRATIQUES EXEMPLAIRES • GESTION RATIONNELLE DES RESSOURCES EN EAU • UTILISATION RATIONNELLE DES RESSOURCES • GESTION DES EAUX USÉES

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN CÔTÉ ABORDABLE



PROMOTION DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE • ACCÈS À DES ÉNERGIES RENOUVELABLES BON MARCHÉ • CROISSANCE À FAIBLE ÉMISSION DE CARBONE

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



TRANSFORMATION STRUCTURELLE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE • AJOUT DE VALEUR ET COMMERCE • DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE • CRÉATION D'EMPLOIS DÉCENTS

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE • INNOVATION • INFRASTRUCTURE • QUATRIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

10 INÉGALITÉS RÉDUITES



POSSIBILITÉS DE REVENUS • RÉDUCTION DES INÉGALITÉS • COHÉSION SOCIALE ET MOBILITÉ • INCLUSION • INITIATIVES EN FAVEUR DES PAUVRES

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



INDUSTRIES ET VILLES INTELLIGENTES • COMPÉTITIVITÉ ET ZONES INDUSTRIELLES URBAINES • MODERNISATION DES ENTREPRISES LOCALES

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



ÉCONOMIE CIRCULAIRE • PRODUCTION PROPRE • INDUSTRIES VERTES • UTILISATION RATIONNELLE DES RESSOURCES • CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE • TECHNIQUES ET PRATIQUES ÉCONOMES EN RESSOURCES • PRODUCTION PROPRE

14 VIE AQUATIQUE



GESTION RATIONNELLE DES RESSOURCES EN EAU • ÉCONOMIE DURABLE DES OCÉANS • PROTECTION DES ÉCOSYSTÈMES CÔTIERS ET MARINS

15 VIE TERRESTRE



AMÉLIORATION DES MOYENS D'EXISTENCE RURAUX • PRODUCTION AGRICOLE DURABLE • UTILISATION RATIONNELLE ET DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



PAIX ET DÉVELOPPEMENT • AUTONOMISATION ET STABILITÉ • RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS NATIONALES • SÉCURITÉ HUMAINE

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



COOPÉRATION INTERNATIONALE • PARTENARIATS • PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVÉ • PROMOTION DES INVESTISSEMENTS • COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE





## ACTIVITÉS MENÉES À L'ÉCHELLE MONDIALE POUR PROMOUVOIR UN DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 illustre clairement le rôle essentiel d'un développement industriel inclusif et durable et la contribution de l'ONUDI à la réalisation des objectifs de développement durable. Des manifestations de haut niveau, telles que le Sommet sur les objectifs de développement durable et le Sommet sur l'action pour le climat, ont été l'occasion de lancer un appel universel à lutter contre la pauvreté et contre la faim, tout en protégeant notre planète contre la dégradation de l'environnement. L'ONUDI diffuse ses connaissances et ses compétences lors de nombreuses manifestations importantes, en réunissant les parties concernées, à qui elle offre un espace d'échanges. L'Organisation continue à apporter une contribution à l'échelle mondiale en publiant des statistiques et d'autres produits axés sur le savoir destinés à promouvoir un développement industriel inclusif et durable. Elle travaille en étroite liaison avec ses partenaires pour surmonter les obstacles complexes du monde actuel.

## PRÉSENTATION DE RAPPORTS AU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

Répondant à l'invitation de la Présidente du Conseil économique et social, le Conseil du développement industriel a établi un document en vue du forum politique de haut niveau pour le développement durable de juillet 2019. Ce document, consacré au thème de l'édition 2019 du forum, « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité », décrivait les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 4, 8, 10 et 13 à l'aune du mandat de l'Organisation – accélérer l'action menée en faveur d'un développement industriel inclusif et durable et de la réalisation de l'objectif de développement durable n<sup>o</sup> 9. Dans ce document, le Conseil du développement industriel a souligné qu'un développement industriel inclusif et durable permettait à l'industrie d'adopter des pratiques propices à un développement résilient face aux changements climatiques et produisant peu d'émissions, de renforcer les capacités institutionnelles et de réduire les inégalités, de créer des emplois verts et d'améliorer l'accès aux énergies propres et à un enseignement de qualité. En septembre a eu lieu le Sommet sur les objectifs de développement durable (le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé



Réunion du Conseil des chefs de secrétariat (mai 2019)

sous les auspices de l'Assemblée générale), le premier sommet des Nations Unies sur la question depuis l'adoption du Programme 2030 en 2015.

Outre le Sommet sur les objectifs de développement durable et le débat général de l'Assemblée générale, les chefs d'État ont participé à une série de sommets et de réunions de haut niveau pour intensifier la lutte contre les changements climatiques et accélérer les progrès en matière de développement durable. Le Sommet des Nations Unies sur l'action pour le climat a suscité une attention particulière et montré que l'opinion publique était de plus en plus favorable à une accélération rapide de cette lutte.



22 septembre

Accélérer la diffusion de la technologie pour promouvoir une industrialisation produisant peu d'émissions

23 septembre

Forum du secteur privé : engagements pris pour limiter la hausse future des températures à 1,5 °C

23 septembre

Villes durables : pôles d'action pour le climat et d'innovation



23 septembre

DDIA III : un moyen de stimuler l'activité manufacturière à l'ère de la quatrième révolution industrielle



25 septembre

Sommet mondial sur l'industrie manufacturière et l'industrialisation : normes de numérisation pour des chaînes de valeur inclusives et durables



27 septembre

Mission : transformer la vie des îles ! Le réseau mondial de centres régionaux pour les énergies renouvelables dans les petits États insulaires en développement



## RÉFORME DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'ONUDI adhère au projet que porte le Programme 2030 et elle a à cœur de renforcer le système des Nations Unies pour le développement et d'intensifier l'action collective qu'il mène pour atteindre les objectifs de développement durable. Elle soutient la réforme engagée en application de la résolution 72/279 de l'Assemblée générale, cette transformation ambitieuse qui vise à établir une collaboration interinstitutions plus étroite et coordonnée.

En 2019, l'ONUDI a continué à contribuer à la mise en œuvre de la réforme dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour le développement durable et de ses quatre groupes chargés du suivi des résultats stratégiques et divers groupes de travail. Elle a participé à l'élaboration de documents essentiels, tels que le cadre de responsabilité mutuelle, le nouveau plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et le système des bilans communs de pays, et à l'examen des bureaux multipays. Elle a également apporté des contributions à un document d'orientation sur la transformation économique et elle contribue aux travaux du réseau d'économistes des Nations Unies créé par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

Des réunions d'information sur la réforme, notamment à l'intention du groupe de travail informel sur les questions relevant du Comité des programmes et des budgets, et plusieurs documents destinés aux organes directeurs de l'ONUDI ont permis aux États Membres de se tenir informés.

## CONSEILS ET RECHERCHE EN MATIÈRE DE POLITIQUE INDUSTRIELLE

Organisme mondial d'assistance, l'ONUDI informe et conseille ses États Membres sur les politiques et les stratégies à adopter pour parvenir à un développement industriel inclusif et durable, en leur fournissant les conclusions de travaux de recherche sur la question et en leur dispensant des conseils avisés. Sur ce point, on peut mettre en évidence quatre outils : le *Rapport sur le développement industriel*, la plateforme d'analyse de l'industrie (outil novateur qui présente des données sur des indicateurs précis relatifs au développement industriel), le diagnostic établi en vue de l'élaboration du PCP pour l'Égypte, ainsi que la mise à niveau de la boîte à outils du projet d'amélioration de la qualité des

politiques industrielles (EQUIP), composée de modules relatifs à l'atténuation des changements climatiques, à la quatrième révolution industrielle et à l'égalité des sexes.

En collaboration avec les organismes partenaires, l'ONUDI a contribué à des publications de recherche, telles que *Integrating Southeast Asian SMEs in global value chains*, coécrite avec l'OCDE, *Aid for Trade at a Glance 2019*, une publication conjointe de l'OCDE et de l'OMC, *Green Growth Index*, une publication de l'Institut mondial de la croissance verte, et *Promoting Development of Global Value Chains through the Belt and Road Initiative*.

L'ONUDI a aidé les Gouvernements du Cambodge, de Cuba, d'Éthiopie, du Koweït, d'Oman, de la République-Unie de Tanzanie, de la République bolivarienne du Venezuela et du Viet Nam à concevoir, réviser et appliquer des stratégies industrielles, des politiques publiques et des mesures de développement des chaînes de valeur. Des activités de développement des capacités ont été organisées pour les décideurs de pays d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est, des pays membres du Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale, ainsi que des pays suivants : Cambodge, Indonésie, Philippines et République démocratique populaire lao.

## TRAVAUX STATISTIQUES

En 2019, l'ONUDI a continué à produire et à diffuser des publications sur les statistiques industrielles mondiales, dont *International Yearbook of Industrial Statistics 2019*,



*Statistical Outlook on World Manufacturing 2019* et le rapport trimestriel *World Manufacturing Production*.

Chargée depuis longtemps de produire des statistiques sur l'industrie dans le monde entier et dotée d'une place unique dans le système international de statistiques, l'ONUUDI est l'organisme responsable de six indicateurs relatifs à l'industrie au titre de l'objectif de développement durable n° 9. En particulier, elle livre des statistiques sur la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier, l'emploi dans le secteur manufacturier, les petites entreprises industrielles, les émissions de CO<sub>2</sub>, le secteur des technologies intermédiaires et celui de la haute technologie. Elle alimente la base de données mondiale des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, et elle a publié, en 2019, un rapport biennal intitulé *Statistical Indicators of Inclusive and Sustainable Industrialization*.

L'ONUUDI a contribué, par des données et des messages, à l'établissement du *Rapport sur les objectifs de développement durable 2019* du Secrétaire général et du rapport du Secrétaire général intitulé *Édition spéciale : point sur les objectifs de développement durable*, ainsi que du tableau synthétique intitulé *Sustainable Development Goals Progress Chart 2019*.

L'ONUUDI a publié une nouvelle édition du *Competitive Industrial Performance (CIP) Report*, qui livre les indicateurs de résultats de 150 pays et classe ces pays selon la performance compétitive de leur industrie, ce classement étant complété, pour la première fois, par un indice prenant en compte les émissions de CO<sub>2</sub>.

En décembre, l'ONUUDI a accueilli un atelier destiné aux représentants d'organismes nationaux de statistique et portant sur les données et les statistiques à utiliser pour procéder à des examens nationaux volontaires étayés. Au cours de l'année, elle a également mis en œuvre des projets de coopération technique sur les statistiques industrielles en Arabie saoudite, au Cambodge, à Cuba, en Jordanie et à Oman.

## **PARTICIPATION DE L'ONUUDI AU MÉCANISME DE FACILITATION DES TECHNOLOGIES**

L'ONUUDI continue à contribuer au Mécanisme de facilitation des technologies et à son équipe spéciale interinstitutions s'occupant de science, de technologie et d'innovation. En marge du quatrième forum sur la science,

la technologie et l'innovation qui s'est tenu en mai 2019 dans le cadre du Mécanisme, l'ONUUDI a coorganisé, avec le Gouvernement marocain et le Centre commun de recherche de la Commission européenne, une manifestation sur la coopération établie avec des partenaires de développement pour lutter contre les obstacles qui existent dans les domaines de l'innovation, de l'enseignement et de l'environnement. Les participants y ont été informés des initiatives destinées à combler les manques de capacités, pour pouvoir adopter et transposer à une plus grande échelle des stratégies mettant la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable. Dans le cadre des travaux de l'équipe spéciale interinstitutions s'occupant de science, de technologie et d'innovation, l'ONUUDI a dispensé des conseils techniques à des décideurs d'Amérique latine lors d'un atelier organisé au Panama, et elle a contribué au guide pour l'élaboration de plans d'action en matière de science, de technologie et d'innovation, notamment à la sélection des pays où mettre en œuvre ces plans d'action à titre expérimental. Lors de la septième édition de CONCORDi, la conférence européenne sur la recherche-développement et l'innovation en entreprise, un représentant de l'ONUUDI a prononcé une allocution liminaire encourageant la mise en place de partenariats.

## **COOPÉRATION AVEC LE G20**

Sous la présidence du Japon, l'ONUUDI a continué à soutenir le Groupe de travail sur le développement du Groupe des Vingt (G20), contribuant aux délibérations sur le développement économique et industriel de l'Afrique. En 2019, elle a élaboré un rapport sur les progrès accomplis par le Groupe de travail dans la mise en œuvre de l'initiative de soutien à l'industrialisation en Afrique et dans les pays les moins avancés (PMA), lancée en 2016 par le G20. Se fondant sur des méthodes théoriques et appliquées, le rapport suit les progrès de l'industrialisation et recense les politiques à mettre en œuvre, les difficultés qui se posent et les perspectives que réserve l'avenir, notamment face à la quatrième révolution industrielle. Les conclusions de ce rapport sont aussi reproduites dans le rapport intitulé *Osaka Comprehensive Accountability Report on G20 Development Commitments*, qui recense les progrès accomplis depuis l'adoption, en 2016, du Plan d'action du G20 en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

## L'ONUDI À NEW YORK

Le Bureau de New York coordonne, pour l'ONUDI, les affaires relatives à l'ONU et défend le rôle du développement industriel dans l'élimination de la pauvreté et la réalisation des autres objectifs de développement durable. À cette fin, il agit en liaison avec les États Membres et en partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies et du secteur privé.

En 2019, le Bureau de New York a consulté les États Membres sur l'économie circulaire, l'autonomisation économique des femmes et les moyens à mettre en œuvre pour aider les PMA et les pays vulnérables à tirer parti des possibilités offertes par la quatrième révolution industrielle et à rendre leurs secteurs industriels compétitifs et productifs.

L'ONUDI a organisé et coorganisé, en marge de réunions de haut niveau, 27 manifestations destinées à promouvoir une grande variété d'approches et d'activités. Ces manifestations se sont tenues en marge de la session de la Commission de la condition de la femme, du Forum de la jeunesse du Conseil économique et social, du Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement et de la Foire de l'investissement en

faveur des objectifs de développement durable, du Forum sur la science, la technologie et l'innovation, de la Journée des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, de la Journée mondiale des villes et de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique.

Le Bureau de New York a également participé à l'organisation de quatre manifestations tenues en marge de la semaine de réunions de haut niveau de l'Assemblée générale : le Sommet sur l'action pour le climat, le Sommet sur les objectifs de développement durable, la Conférence de haut niveau sur le financement du développement et la Conférence d'examen à mi-parcours de haut niveau des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa). Ces activités mettent en évidence le travail accompli par l'ONUDI sur les villes durables, la DDIA III, le Sommet mondial sur l'industrie manufacturière et l'industrialisation et le réseau mondial de centres régionaux pour les énergies renouvelables dans les petits États insulaires en développement.



Manifestation de haut niveau dans le cadre de la DDIA III (septembre 2019)

# Programme de partenariat pays



## PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES



PRISE EN MAIN NATIONALE



PARTENARIAT MULTIPARTITE



SECTEURS ET DOMAINES D'ACTIVITÉ INDUSTRIELS PRIORITAIRES



FACILITATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS



CADRE ANALYTIQUE



RETOMBÉES À L'ÉCHELLE DES PROGRAMMES

Le Programme de partenariat pays (PCP) a été mis en place pour la première fois en 2014. Sa phase pilote a concerné les pays suivants : Cambodge, Éthiopie, Kirghizistan, Maroc, Pérou et Sénégal. En 2019, l'ONUDI a commencé à élaborer de nouveaux PCP pour les pays suivants : Côte d'Ivoire, Égypte, Rwanda et Zambie. À l'avenir, le programme sera étendu progressivement à d'autres pays.



## SITUATION EN 2019

### PHASE DE MISE EN ŒUVRE



ÉTHIOPIE

Début de la mise en œuvre : 2015

**Axes prioritaires :**  
Agro-alimentaire • Textile et habillement • Cuir et produits du cuir



SÉNÉGAL

Début de la mise en œuvre : 2015

**Axes prioritaires :**  
Élaboration d'une politique industrielle • Agropoles • Plateformes industrielles intégrées • Pôle régional d'industries extractives • Zones économiques spéciales et réforme des mesures d'incitation



PÉROU

Début de la mise en œuvre : 2018

**Axes prioritaires :**  
Qualité et innovation • Développement des chaînes de valeur et des entreprises • Parcs et zones industriels durables



MAROC

Début de la mise en œuvre : 2020

**Axes prioritaires :**  
Zones industrielles • Agro-industrie • Énergie • Économie circulaire • Industrie 4.0 • Commerce électronique

### PHASE DE PROGRAMMATION



CAMBODGE

Début de la programmation : 2017

**Axes prioritaires :**  
Tourisme durable • Chaînes de valeur de l'agro-industrie et de l'industrie de la création • Diversification industrielles, en particulier dans le cadre de zones économiques spéciales



KIRGHIZISTAN

Début de la programmation : 2017

**Axes prioritaires :**  
Énergie • Agro-industrie • Matériaux de construction • Textile et habillement • Tourisme

### PHASE INITIALE DE PROGRAMMATION



CÔTE D'IVOIRE



ÉGYPTE



RWANDA



ZAMBIE



Les PCP ont continué à donner lieu à une prise en main active de la part des pays et à une intégration efficace des services de l'ONUDI – assistance technique, services d'analyse et de conseil et mobilisation. La collaboration avec les partenaires de développement s'est consolidée, ce qui a facilité la levée de fonds auprès de sources publiques et privées, en particulier pour financer des projets phares de grande ampleur.

Dans les quatre pays où la programmation du PCP débute, les domaines d'activité prioritaires sont définis en fonction des plans nationaux de développement, sous la direction du Gouvernement et en concertation avec les partenaires de développement. La Côte d'Ivoire et l'Égypte ont également investi des ressources nationales dans la phase de programmation. En Égypte, l'organe national de coordination est déjà opérationnel, le diagnostic sur le pays est achevé et l'élaboration d'un descriptif de programme complet est en cours.

La mise en œuvre et la programmation des six PCP en phase pilote ont progressé. En particulier, de grands progrès ont été faits en matière de partenariats et de mobilisation de ressources pour les quatre parcs agro-industriels intégrés prévus par le PCP pour l'Éthiopie. En ce qui concerne le PCP pour le Sénégal, la création de trois agropoles progresse : une étude de faisabilité est sur le point d'être achevée et le financement des études de faisabilité des deux autres agropoles finit d'être examiné. Suivant les conseils pratiques relatifs au PCP pour le Pérou, le Gouvernement a élaboré une stratégie nationale sur les parcs industriels, qui est à présent intégrée au nouveau programme national de développement du pays pour 2019-2023. Le descriptif de programme du PCP pour le Maroc a été signé en mars 2019, une contribution financière nationale a été reçue pour la programmation et de nouveaux projets techniques ont été élaborés dans les domaines d'activité prioritaires qui avaient été définis. Au Kirghizistan, le Gouvernement a approuvé la Stratégie nationale pour un développement industriel durable pour 2019-2023 et son plan d'action, tous deux élaborés avec le concours de l'ONUDI. Le descriptif de programme et les domaines d'activité prioritaires du PCP ont été révisés compte tenu de cette nouvelle stratégie, ce qui ouvre la voie à la mise en œuvre du programme en 2020. Au Cambodge, plusieurs projets sont en cours dans les domaines d'activité prioritaires et transversaux du PCP, et de nouveaux projets sont en cours d'élaboration. Parmi



les initiatives les plus importantes, on peut citer les conseils en matière de politique industrielle, le lancement d'un projet de grande ampleur sur la pêche et l'élaboration d'un plan directeur pour la création d'une zone économique spéciale polyvalente à Sihanoukville.



Site Web  
des PCP de  
l'ONUDI





## 2

### RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES ET DES INSTITUTIONS

Le cadre de programmation à moyen terme 2018-2021 appelle au renforcement des connaissances et des institutions pour faciliter l'intégration de l'ensemble des services de l'ONUDI aux fonctions et domaines d'activité et obtenir pour les États Membres des résultats à long terme en matière de développement. Le cadre de résultats de l'ONUDI repose sur un modèle de changement de comportement des acteurs concernés qui contribue à structurer l'évolution de la performance de l'Organisation. Les connaissances et les capacités institutionnelles sont d'importants éléments activateurs du cadre logique de l'ONUDI. Ce cadre de résultats explique comment les connaissances et les capacités résultant des interventions de l'Organisation et de sa coopération avec les parties prenantes permettent de conduire à des changements de comportement et, en fin de compte, contribuent à un développement industriel inclusif et durable et à la réalisation des objectifs de développement durable. Les connaissances constituent une ressource stratégique pour l'ONUDI et une contribution essentielle pour ses partenaires de développement.

## PORTÉE, RÉACTIONS, CONNAISSANCES ET CAPACITÉS

L'engagement de « ne laisser personne de côté » est au cœur du Programme 2030. Pour l'ONUDI, cela signifie qu'un développement industriel inclusif et durable doit bénéficier à tous les pays et à tous les peuples, donner l'égalité des chances à toutes les parties prenantes et assurer entre elles une répartition équitable des fruits de l'industrialisation. L'ONUDI est convaincue qu'une collaboration étroite avec ses principaux partenaires ne permettra pas seulement d'obtenir des résultats en matière de développement qui leur bénéficieront, mais aussi d'étendre, de reproduire, d'adapter et de pérenniser ces résultats positifs pour en faire profiter d'autres groupes que les bénéficiaires directs.

En 2019, l'Organisation a continué à coopérer avec les parties prenantes à tous les niveaux, y compris avec les pouvoirs publics, le secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME) et les auto-entrepreneurs, les milieux universitaires et les groupes de population importants, comme les femmes et les jeunes. Les pouvoirs publics et les décideurs jouent un rôle essentiel dans la prise en main et la direction des projets, qui constituent des facteurs importants du succès de leur transposition à une plus grande échelle. Ainsi, le Gouvernement indonésien, convaincu de l'importance de la quatrième révolution industrielle, a consacré à ce thème la première Conférence régionale sur le développement industriel qu'il a organisée avec l'ONUDI. De même, le Gouvernement cubain a demandé à l'ONUDI de l'aider à élaborer un rapport sur la compétitivité industrielle et à créer un groupe pluridisciplinaire de renseignement sur cette question.

Le renforcement des capacités est au cœur des interventions de l'ONUDI. Bien conçues, les mesures de renforcement des capacités de l'ONUDI ont aussi montré qu'elles pouvaient entraîner des changements d'ordre social, par exemple dans les situations de sortie de crise. En Somalie, l'ONUDI a créé des centres de formation professionnelle et dispensé aux jeunes une formation technique qui les a aidés à se doter de compétences psychosociales, à améliorer leurs perspectives d'emploi et leurs sources de revenu, renforçant ainsi la cohésion sociale. En outre, les

mesures de renforcement des capacités ont montré qu'elles pouvaient contribuer à pérenniser et transposer à une plus grande échelle les projets d'innovation technologique. Le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Tokyo a réussi à promouvoir le transfert de près de 300 techniques en mettant l'accent sur la formation et le renforcement des capacités et en consolidant les partenariats entre les pays bénéficiaires et les donateurs.

Les bénéfices possibles d'une transposition à plus grande échelle augmentent lorsque les intervenants de différents niveaux coopèrent de manière intégrée. L'initiative SMART-Fish menée par l'ONUDI en Indonésie (décrite au chapitre 3) a associé des parties prenantes intervenant à grande, moyenne et petite échelle, ce qui s'est traduit par des progrès considérables en matière de développement. On estime que 66 % des interventions menées au titre du programme ont été reproduites et transposées à plus grande échelle dans le cadre de mesures telles que la mobilisation d'experts en partenariat avec les organismes de recherche locaux, et l'expérimentation, le suivi et l'évaluation des bonnes pratiques en vue de recenser les facteurs de succès avant adoption et transposition à plus grande échelle.

Les réseaux et communautés d'appui nés de cette coopération de l'ONUDI avec les parties prenantes peuvent être reproduits. Dans le cadre d'un projet mené en République de Moldova et financé par le Gouvernement autrichien, la création de « défenseurs de l'industrie » qui s'est faite parallèlement à l'implication des populations régionales et à la mise en commun de l'information, a pu être reproduite. Des plateformes mises en place pour gérer collectivement les chances à saisir et les obstacles à surmonter ont aussi joué un rôle en aidant à reproduire les expériences. Ainsi, des centres de production propre et économe en ressources ont favorisé la prise en compte progressive de ce concept dans les moyens d'action et produit le déclic. La reproduction et la transposition à une plus grande échelle sont également survenues lorsque l'ONUDI a eu recours, dans ses interventions, à des mesures incitatives destinées à mobiliser des fonds.



## SUSCITER UN CHANGEMENT DE COMPORTEMENT POUR PERMETTRE UN DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE ET LE TRANSPOSER À UNE PLUS GRANDE ÉCHELLE

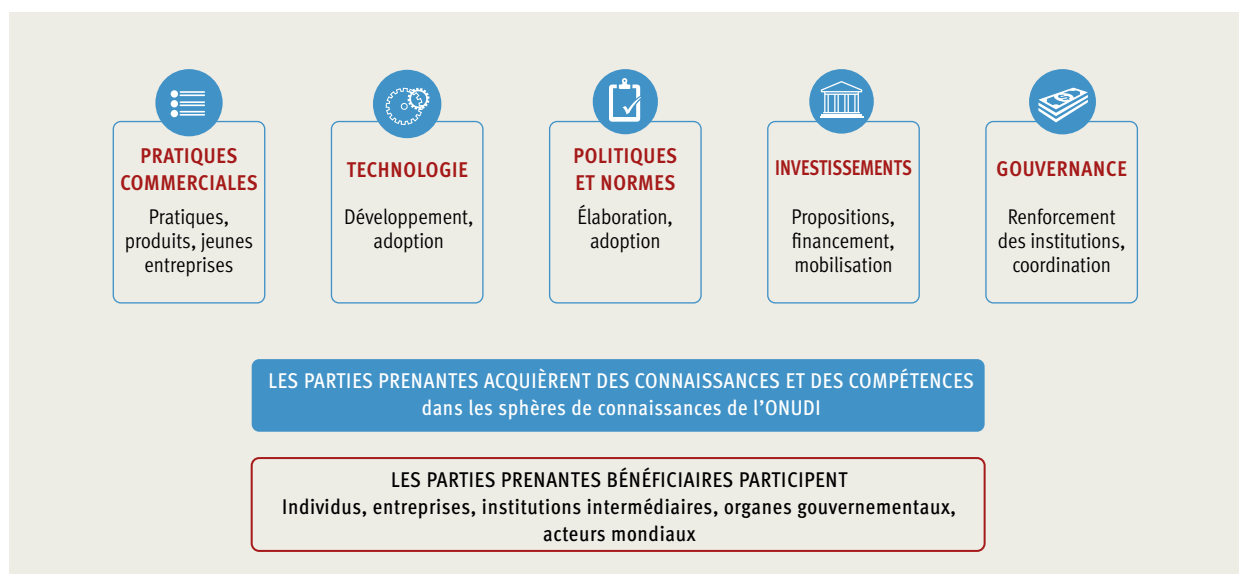
La version actualisée du cadre intégré de résultats et de performance définit cinq grands domaines dans lesquels le renforcement des connaissances et des institutions suscite un changement de comportement, comme l'illustre la figure ci-dessous.

Fondée sur une utilisation inédite de l'approche du cadre intégré de résultats et de performance, la synthèse des évaluations indépendantes menées par l'ONUDI entre 2015 et 2018 montre qu'une fois terminés, les projets peuvent susciter chez des particuliers ou des groupes des changements sur le plan des connaissances, des attitudes, des compétences et des aspirations, et contribuer ainsi à des changements de comportement. Plusieurs exemples confirment qu'une condition préalable de la reproduction d'une expérience et de sa transposition à une plus grande échelle est la combinaison systématique de ces résultats. Ainsi, les PCP pour l'Éthiopie et pour le Sénégal montrent que la conjonction de l'assistance technique de l'ONUDI, de ses conseils pratiques et de partenariats renforcés permet de mobiliser des ressources pour obtenir les résultats escomptés. En Éthiopie, le mécanisme

interministériel établi sous la direction du Gouvernement en collaboration avec plus de 20 partenaires aide à mobiliser de plus en plus de ressources financières et techniques, notamment plus de 500 millions de dollars alloués par le Gouvernement, pour financer la création de parcs agro-industriels, conformément aux objectifs du PCP et aux priorités de développement industriel du Gouvernement.

Dans le modèle de changement de comportement axé sur les acteurs que propose l'ONUDI, il est possible de déterminer quels facteurs s'assemblent et, dans une certaine mesure, dans quel ordre ils s'assemblent pour avoir des retombées sur le développement. En contribuant à renforcer les connaissances, les compétences et les capacités, le programme de l'ONUDI relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie industrielle a amené des entreprises industrielles à changer de pratiques, ce qui a entraîné des économies sensibles sur les plans énergétique et financier et une réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce programme a aussi encouragé, en amont, les mesures en faveur d'une utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie, notamment une augmentation des investissements, l'adoption de normes internationales et l'élaboration de politiques publiques et de réglementations.

En développant les partenariats, en particulier avec le secteur privé, l'ONUDI fait progressivement advenir les retombées escomptées sur le développement. C'est par exemple le cas avec le projet de technologies



propres qu'elle mène au Pakistan, où 249 jeunes entreprises ont été formées, puis mises en relation avec des investisseurs, et près de 20 millions de dollars ont été investis dans des innovations. La participation du secteur privé devrait s'accroître, car des acteurs nationaux, tels que la Chambre de commerce et d'industrie d'Islamabad, poursuivent des initiatives. Les fonds nationaux consacrés à la technologie seront investis dans des projets d'innovation par les technologies propres, ce qui donnera à l'ONUDI la possibilité de susciter des changements dans l'élaboration de modèles d'activité et la levée de fonds en vue d'une reproduction des résultats de ces projets et de leur transposition à une plus grande échelle.

Deux ans après avoir défini sa priorité d'intégration et de transposition à une plus grande échelle en matière de gestion, l'ONUDI progresse vers une adoption plus large des résultats. La synthèse, établie en 2019, des évaluations indépendantes menées par l'ONUDI montre que, dans 38 % des cas, les résultats des projets ont été partiellement intégrés, pérennisés, reproduits et transposés à une plus grande échelle. Dans 26 % des cas, les projets prévoient des plans d'action

en vue d'une plus large adoption des résultats, surtout par l'intégration, à savoir que les parties prenantes incorporeraient les informations, les connaissances ou certains résultats des projets dans la législation, les politiques publiques, les réglementations et les programmes. En Fédération de Russie, une loi fédérale modifiée relative aux déchets et ses règlements d'application ont été adoptés après une intervention de l'ONUDI sur la gestion des déchets électroniques. De même, les Gouvernements équatorien et péruvien ont approuvé des objectifs de réduction de l'utilisation du mercure après avoir reçu une assistance technique et politique de l'ONUDI, le Pérou ayant aussi interdit l'utilisation du mercure dans les industries extractives.

Un contrôle systématique des résultats permet des projets mieux conçus, qui donnent lieu à une reproduction et à une transposition à plus grande échelle de leurs résultats et, au bout du compte, à des changements systémiques. À cet égard, l'application du cadre intégré de résultats et de performance et le respect sans faille des principes d'une gestion axée sur les résultats contribueront activement à une adoption plus large des résultats en matière de développement.



Atelier sur les chaînes de valeur mondiales et le développement économique en Afrique subsaharienne, fondé sur l'utilisation de la plateforme d'analyse de l'industrie



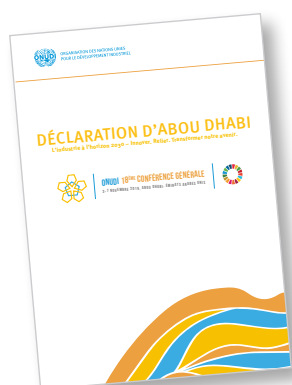
# 18<sup>e</sup> CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ONU DI

L'INDUSTRIE À L'HORIZON 2030 – INNOVER. RELIER. TRANSFORMER NOTRE AVENIR.  
3-7 NOVEMBRE 2019, ABU DHABI (ÉMIRATS ARABES UNIS)



Plus de 1 700 personnes se sont retrouvées en novembre à la dix-huitième session de la Conférence générale de l'ONU DI, à Abu Dhabi (Émirats arabes unis). L'ONU DI a accueilli les Chefs d'État de Madagascar et du Niger, les Vice-Premiers Ministres des Émirats arabes unis et de Vanuatu, ainsi qu'une vingtaine de ministres et plus de 15 vice-ministres.

La Déclaration de Lima adoptée en 2013 a été l'occasion de renouveler le mandat de l'ONU DI en faveur d'un développement industriel inclusif et durable et de poser les bases d'un objectif de développement durable consacré à l'industrie, l'objectif 9. En adoptant la Déclaration d'Abou Dhabi, les États Membres ont réaffirmé le mandat de l'ONU DI et leur soutien à l'Organisation, et rappelé qu'il était urgent d'intensifier la coopération internationale pour mener à bien le Programme 2030 et lutter contre la pauvreté et les changements climatiques.



## GRANDES MANIFESTATIONS

- Septième Forum pour un développement industriel inclusif et durable
- Coup d'envoi du World Entrepreneurs Investment Forum (WEIF) (forum mondial de l'investissement des entrepreneurs)
- Plateforme SIIP (plateforme pour un investissement à impact social et environnemental axé sur les objectifs de développement durable) et économie circulaire
- Manifestation parallèle sur la problématique femmes-hommes accompagnée du coup d'envoi de la Stratégie concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour 2020-2023, et débat sur l'avenir de l'industrie inclusive
- Présentation du *Rapport sur le développement industriel 2020*
- Présentation de la plateforme d'analyse de l'industrie
- Les technologies propres, agents catalyseurs dans la lutte contre les changements climatiques et la transition vers des énergies propres
- Stimuler l'innovation et la connectivité pour une transition fluide vers l'industrie 4.0
- Les jeunes entrepreneurs, moteurs d'innovation et de création d'emplois dans des économies compétitives et résilientes
- Promouvoir les parcs industriels durables et un développement urbain et industriel à faible émission de carbone pour une industrialisation inclusive et durable

[www.unido.org/unido-18th-general-conference](http://www.unido.org/unido-18th-general-conference)

## EXPOSITION SUR SITE ET VIRTUELLE CONSTITUÉE DE SEPT PÔLES :

Problématique femmes-hommes • Les jeunes et l'esprit d'entreprise • Industrie 4.0 • Parcs industriels • Économie circulaire • Énergie durable • Partenariats

Exposition virtuelle







3

## CRÉATION D'UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE

La majorité des pauvres dans le monde dépendent fortement de l'agriculture pour leur subsistance. Sans infrastructure et sans ressources pour l'industrialisation, les revenus restent faibles. Les groupes vulnérables, tels que les femmes et les jeunes, ont souvent moins de perspectives d'emploi et sont plus souvent mal rémunérés. La pauvreté réduit également la résilience aux conflits et aux catastrophes. L'ONUDI met à profit son expertise de longue date dans le domaine de la transformation postagricole et de l'industrie légère pour aider les PME à créer des emplois et à accroître leur productivité et leurs revenus, en mettant particulièrement l'accent sur les plus vulnérables. En permettant un partage plus équitable des bénéfices de la prospérité, elle favorise une croissance inclusive et durable. En complétant ces activités par des programmes après les crises et des programmes de sécurité humaine, elle contribue aux efforts de relèvement en réparant et en reconstruisant les capacités de production.

## AGROBUSINESS ET DÉVELOPPEMENT RURAL



PRINCIPAUX PARTENAIRES D'EXÉCUTION DES NATIONS UNIES :



D'ici à 2050, les réserves alimentaires devront doubler pour nourrir une population mondiale en pleine explosion, alors que les terres agricoles, l'eau et les ressources forestières sont déjà soumises à une pression croissante.

L'ONU propose des formations aux agriculteurs et aux agro-industries afin qu'ils créent des produits de meilleure qualité à plus faible coût en générant moins de déchets. Des technologies propres sont introduites pour leur permettre de se conformer aux pratiques de contrôle de la qualité et de sécurité alimentaire nécessaires pour accéder à des marchés plus vastes et accroître leurs revenus.

L'ONU aide également à développer des parcs agro-industriels afin de rassembler les entreprises pour qu'elles partagent des services et réduisent encore les coûts. Quatre parcs ont été créés dans le cadre du PCP pour l'Éthiopie, et un est en cours de développement en République démocratique du Congo. Au Sénégal, l'ONU a mobilisé les partenaires pour réaliser des études de faisabilité complètes en vue de la création de trois agropoles régionales.

L'agro-industrie non alimentaire est également potentiellement lucrative. Avec l'initiative « Better Cotton » dans le cadre d'un projet financé par l'Italie, l'ONU aide les entreprises égyptiennes à obtenir une certification pour accéder aux marchés internationaux. Fin 2019, 20 entreprises et plus de 1 200 producteurs de coton s'étaient engagés à obtenir la certification, alors qu'une seule entreprise et 335 producteurs de coton soutenaient la certification au début du projet.

### L'amélioration de la sécurité alimentaire stimule les échanges commerciaux

Dans les pays arabes, les normes de sécurité sanitaire des aliments et de sécurité agricole représentaient plus de la moitié des barrières non tarifaires au commerce



intrarégional. L'ONU collabore avec la Ligue des États arabes pour ouvrir ce marché dans le cadre de l'initiative « SAFE », financée par la Suède. Des normes et des cadres réglementaires communs ont été élaborés et une formation a été dispensée pour améliorer la surveillance et satisfaire aux normes des marchés d'exportation.

Fin 2019, de nombreuses améliorations avaient été apportées, notamment l'évaluation comparative des systèmes d'inspection et de certification dans trois pays, l'évaluation des besoins du système national de contrôle des aliments au Soudan et en Tunisie, six directives du *Codex Alimentarius* sur les normes alimentaires internationales, les directives du système arabe d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux, et 14 évaluateurs de risques certifiés dans 10 pays arabes. Le programme a également fourni une éducation aux effets néfastes des changements climatiques afin d'assurer le plein soutien des membres et des dirigeants de la communauté.

### Les pratiques de production de bananes en Ouganda réduisent la déforestation et augmentent les revenus

L'Ouganda est l'un des principaux pays producteurs de bananes, mais les températures et les précipitations imprévisibles dues aux changements climatiques, ainsi que les parasites et les maladies menacent cette culture.

Grâce au financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'ONU aide les communautés agricoles vulnérables à s'adapter aux changements climatiques, à réduire la déforestation et à augmenter leurs revenus. Des biodigesteurs installés dans huit districts produisent désormais du biogaz à partir de bouses de vache pour





l'éclairage et la cuisine. Le fumier décomposé fertilise également les champs de bananes, apportant ainsi un double avantage.

Grâce à cette nouvelle énergie propre, les femmes et les enfants n'ont plus besoin de passer des heures chaque jour à chercher du bois de chauffage et à faire du charbon de bois. Les enfants ont ainsi plus de temps pour leurs travaux scolaires et les femmes gagnent de l'argent dans les nouvelles usines de traitement construites par l'ONUDI, qui satisfont aux directives internationales. Les bananes qui auraient mûri avant d'arriver sur le marché sont séchées pour en faire des chips ou du jus, fournissant des revenus qui auraient autrement été perdus.

## LES FEMMES ET LES JEUNES DANS LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES



PRINCIPAUX PARTENAIRES D'EXÉCUTION DES NATIONS UNIES :



Dans de nombreux pays en développement, la faiblesse des industries de transformation agricole rurales, qui fournissent peu d'emplois, pousse les jeunes femmes et hommes à migrer vers les zones urbaines et au-delà des frontières à la recherche de perspectives.

En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'ONUDI exécute un programme visant à accroître l'emploi des jeunes dans l'agriculture à Cabo Verde, au Ghana, au Kenya, en République démocratique du Congo, en Tunisie et en Zambie. Le programme, lancé lors de la septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) en 2018, a renforcé les politiques et les cadres gouvernementaux et a formé des jeunes à la création de PME et d'emplois dans les chaînes de valeur agricoles et les systèmes alimentaires.

Avec la FAO et ONU-Femmes, l'ONUDI a également lancé la deuxième phase d'un projet financé par le Gouvernement italien pour accroître le nombre de micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) dirigées par des femmes en Algérie, en Égypte, dans l'État de Palestine, en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Tunisie.

## Accroître la sécurité alimentaire et la sécurité de l'emploi en Arménie

Les femmes et les jeunes migrants sont généralement les plus exposés au risque de trafic et d'exploitation par le travail, à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté. Dans le cadre d'un projet financé par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, le Gouvernement arménien travaille avec un consortium d'entités des Nations Unies pour traiter cette question. L'ONUDI est chargée de créer des perspectives économiques pour les plus vulnérables et de renforcer la capacité à maintenir ces revenus.

En 2019, des regroupements et des entreprises à fort potentiel de croissance ont été identifiés dans quatre communautés. Des groupes de producteurs ont été sélectionnés et leurs besoins en matière d'appui technique et financier ont été recensés. Une attention particulière a été prêtée aux femmes, car elles sont plus exposées au risque de pauvreté, notamment lorsqu'elles sont chefs de famille. L'ONUDI dispense maintenant aux participants une formation sur les pratiques respectueuses de l'environnement et leur apprend à élaborer des plans d'affaires pouvant bénéficier de concours bancaires et des demandes de financement.

Trois communautés vulnérables des régions de Shirak, de Tavush et de Lori se concentrent sur le développement de nouveaux modèles commerciaux pour les produits laitiers, les fruits et baies, les fruits et herbes séchés et les cultures de grande valeur, en utilisant des

technologies renouvelables telles que les chauffages solaires et les petites unités de biogaz pour la transformation agricole et l'exploitation des serres. Un projet dans le district de Tumanyan met en place une gestion durable des déchets par la collecte séparée et le recyclage des déchets plastiques afin de réduire le risque environnemental pour leur industrie agroalimentaire.

Ces nouvelles perspectives de revenus permettent aux femmes et aux jeunes de prendre le contrôle de leurs moyens de subsistance et de leur environnement, et ainsi réduisent le risque d'exploitation et contribuent à stimuler la croissance économique de leurs communautés.

### Promouvoir l'emploi des jeunes au Libéria

L'ONUDI exécute un programme à grande échelle afin de redynamiser le secteur de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels au Libéria, en mettant particulièrement l'accent sur les compétences industrielles utiles aux secteurs à forte croissance économique. Plus précisément, le programme vise à promouvoir l'emploi des jeunes dans des métiers techniques liés aux secteurs des mines, de l'agriculture, de l'agroforesterie et de la construction. En créant des emplois pour les jeunes, il contribue également à la sécurité et à la stabilité globales du Libéria. Le programme comprend plusieurs projets, financés par l'Union européenne et les Gouvernements japonais et suédois, pour un montant total de près de 40 millions de dollars. Il s'appuie sur l'expérience réussie de l'ONUDI en matière d'appui aux programmes de formation axés sur le marché du travail dans le pays, en particulier pour les carrières dans le domaine de la mécanique industrielle, comme le prouve le taux d'emploi élevé des diplômés de la formation.

### Réduire la radicalisation des jeunes en s'attaquant à la dégradation de l'environnement

Le manque de nourriture ou de revenus déclenche souvent des conflits. La dégradation de l'environnement réduit considérablement les terres disponibles pour les pâturages et les cultures qui assurent l'alimentation et les moyens de subsistance d'une communauté. Le chômage et les moyens de subsistance menacés créent des conditions propices à la frustration et à la radicalisation des jeunes.

En Guinée, l'ONUDI a lancé un programme visant à réduire cette vulnérabilité et à accroître les perspectives des jeunes femmes et hommes les plus exposés au risque de radicalisation. Grâce au financement du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, l'ONUDI travaille avec quatre organisations non gouvernementales locales pour identifier les zones les plus vulnérables et les améliorer grâce à de nouvelles pratiques écologiques.

Soixante-cinq villages ont été sélectionnés pour former 650 jeunes femmes et hommes afin qu'ils acquièrent des compétences entrepreneuriales et apprennent comment protéger leur environnement et gagner un revenu grâce à des pratiques plus écologiques. Le programme comprend une combinaison d'interventions interdépendantes visant à atténuer l'effet des changements climatiques tout en établissant une économie plus saine qui réduit les conflits et la radicalisation.

## SÉCURITÉ HUMAINE ET RELÈVEMENT APRÈS LES CRISES



PRINCIPAUX PARTENAIRES D'EXÉCUTION DES NATIONS UNIES :



Des millions de personnes ont quitté leur foyer ces dernières années pour échapper aux conflits, à la violence extrême, à la grave instabilité économique et politique et à l'impact des risques liés à l'environnement et aux changements climatiques.

L'ONUDI renforce la résilience aux crises et appuie les efforts de redressement dans les communautés les plus vulnérables par la formation et l'éducation, les chaînes de valeur, le transfert de technologie et le renforcement des capacités institutionnelles. Grâce à ces initiatives, elle contribue à créer de nouvelles perspectives d'emploi et à accroître l'employabilité, améliorant la cohésion sociale entre les déplacés et les communautés hôtes.

Elle travaille avec d'autres entités des Nations Unies dans ces efforts. En 2019, l'ONUDI est devenue membre du Réseau des Nations Unies sur les migrations et a signé un accord pour le Fonds de démarrage pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, un mécanisme de financement nouvellement établi qui facilite la collaboration interinstitutions dans ce domaine.



### Former les entrepreneurs dans les zones accueillant des réfugiés irakiens afin de réduire les risques pour l'économie et la sécurité

Près de 1,5 million de réfugiés et de déplacés irakiens vivent dans la région du Kurdistan. Plus de la moitié ont moins de 20 ans, avec un taux de chômage de 24 % pour les hommes et de 69 % pour les femmes.

L'ONUDI a introduit le « Programme de développement de l'esprit d'entreprise » pour les réfugiés et les communautés d'accueil dans la province d'Erbil afin de réduire les risques économiques et d'améliorer leur sécurité. Grâce à un financement du Japon, l'ONUDI a formé le personnel universitaire local à devenir des formateurs du Programme pour les enseignants des établissements professionnels secondaires.

Ces enseignants ont appris à près de 300 diplômés sans emploi et jeunes non scolarisés les concepts de l'entrepreneuriat et la façon d'élaborer des plans d'entreprise. Dans les établissements professionnels, les étudiants pouvaient choisir entre des cours dans le secteur des services, de la transformation agroalimentaire, des arts graphiques, de la réparation de téléphones portables, de l'entretien automobile, de la couture et des arts textiles. Les étudiants ayant remporté les meilleurs prix pour leur plan d'entreprise ont reçu des équipements tels que des ordinateurs portables, des boîtes à outils et des logiciels, ainsi que des stages rémunérés pour leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle. L'ONUDI a veillé à ce que les femmes, qui sont souvent exclues du marché du travail, représentent près de la moitié du groupe.

Près de 200 réfugiés du camp de Gawilan, à Duhok, qui n'avaient aucun moyen de subsistance avant le Programme, ont appris à élever des poulets et des chèvres, à cultiver de la luzerne et à transformer des produits laitiers. Ils ont maintenant des œufs et du lait pour nourrir leur famille et de l'argent provenant de la vente de leurs produits. Des étudiants d'autres communautés ont créé des entreprises de conception graphique et de technologie.

Le Ministère de l'éducation a commencé à mettre en place le Programme de développement de l'esprit d'entreprise dans d'autres provinces et a traduit le matériel de formation dans la langue locale. Des chercheurs indépendants ont étudié l'effet du programme sur la migration. Leur article aide à la planification et à la prise de décisions dans les communautés irakiennes sujettes au déplacement et à la migration.



### Des jeunes Somaliens apprennent la construction pour rebâtir leur ville

En mars 2019, une attaque terroriste à Mogadiscio a considérablement endommagé un bâtiment gouvernemental et tué plusieurs salariés du Ministère du travail et des affaires sociales. Les attentats à la voiture piégée sont monnaie courante en Somalie, et cet incident a été une puissante démonstration de l'insécurité à laquelle la ville est confrontée.

Grâce à un projet d'emploi des jeunes qui fait partie d'un programme conjoint des Nations Unies, l'ONUDI aide la Somalie à améliorer l'accès à des perspectives d'emploi durables dans des secteurs clés à fort potentiel de croissance.

Afin de fournir aux jeunes les compétences requises pour entrer sur le marché du travail et de les rendre moins vulnérables à la radicalisation, l'ONUDI renforce les compétences professionnelles et techniques par une formation en cours d'emploi consacrée aux infrastructures urbaines essentielles. Femmes et hommes ont appris à plâtrer, à peindre et à installer des portes, des fenêtres et des carreaux. Les femmes représentaient 35 % des stagiaires. Dans le cadre du projet de restauration des biens publics, le bâtiment du Ministère bombardé a été choisi pour la formation et remis en état d'usage.

## AIDER À FAIRE DE L'ÉTHIOPIE UN PAYS À REVENU MOYEN

Deuxième pays d'Afrique en population, l'Éthiopie possède l'une des économies les plus dynamiques du continent. Le Gouvernement met en œuvre un plan ambitieux visant à transformer l'économie afin qu'elle puisse être compétitive sur le marché mondial et que l'Éthiopie devienne un pays à revenu moyen d'ici à 2025.

L'ONUDI œuvre activement en Éthiopie depuis 1968. Par le biais du PCP, elle a rassemblé les partenaires de développement, les entités des Nations Unies, les institutions financières et le secteur des affaires, sous la direction du Gouvernement national, pour l'aider à atteindre ses objectifs.

L'agriculture reste au cœur de l'économie du pays, avec une contribution de 44 % du produit intérieur brut (PIB). Les petits exploitants agricoles sont les principaux producteurs, mais leurs parcelles dispersées sont très fragmentées, peu irriguées et peu mécanisées, ce qui réduit l'efficacité et augmente les pertes après récolte. Le PCP aide le Gouvernement à améliorer l'efficacité de son agro-industrie en dispensant des formations sur les moyens de conserver les ressources naturelles, d'améliorer les systèmes d'irrigation et de planter des produits de plus grande valeur.

L'autre possibilité de croissance dans le pays réside dans l'industrie, en particulier dans le secteur manufacturier, qui ne contribue que pour 4 % au PIB. Le PCP est axé sur trois secteurs de l'industrie légère : la transformation agro-alimentaire, le textile et l'habillement, et le cuir et les produits du cuir.

### Les agro-industries relient les agriculteurs aux marchés

Les agro-industries apportent une valeur ajoutée par le biais de la transformation, en allongeant la durée de conservation des produits et en réduisant les déchets. Installer ces industries dans des parcs industriels situés dans des zones rurales plus proches des agriculteurs peut conduire à une plus grande efficacité et à la création d'emplois ruraux hors exploitation. L'ONUDI travaille donc avec le Gouvernement éthiopien pour créer quatre parcs agro-industriels intégrés. Ils fournissent aux grandes et moyennes entreprises des terrains industriels aménagés, un accès aux infrastructures, aux services publics et aux services aux entreprises. Les centres de transformation ruraux mis en place autour de chaque parc agro-industriel intégré fournissent

des entrepôts et des installations de marché modernes. Ils servent de points d'agrégation où les investisseurs peuvent promouvoir les principaux marchés et où les agriculteurs vendent leurs produits.

L'ONUDI a aidé à concevoir les complexes en appliquant des normes environnementales supérieures qui améliorent la gestion des déchets, de l'eau, de l'énergie, des émissions et des produits chimiques dangereux. En Éthiopie, on estime que 300 000 tonnes de sous-produits animaux sont déversés chaque année à ciel ouvert. Outre un problème environnemental, cette pratique constitue également un gaspillage d'une ressource économique précieuse. Les centres de transformation ruraux utilisent ces sous-produits comme source de production d'énergie renouvelable efficace s'ajoutant aux petites centrales hydroélectriques.

Une attention particulière a été accordée à la garantie d'un approvisionnement régulier et suffisant en matières premières pour les entreprises des parcs agro-industriels intégrés. À cette fin, une analyse stratégique des principales chaînes de valeur, notamment les produits laitiers, le bétail, les pommes de terre et les légumes frais, a été réalisée avec, entre autres, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence de transformation agricole, l'Institut éthiopien de recherche agricole et l'Agence fédérale des coopératives.

### Le cuir et les produits du cuir

L'Éthiopie possède l'un des plus grands cheptels d'Afrique et un secteur du cuir et des produits du cuir très développé. Toutefois, l'industrie reste limitée par une pénurie de cuirs et de peaux, des équipements obsolètes, une main-d'œuvre insuffisamment qualifiée, une faible utilisation des capacités installées et l'absence d'incitations tarifaires pour les produits de qualité supérieure.

Dans le cadre d'un projet financé par le Gouvernement italien, une unité commune de production de chaussures inaugurée en avril permettra au groupement d'entreprises EIFCCOS (Ethio-International Footwear Cluster Cooperative Society) d'augmenter et de diversifier sa production. En 2019, les cinq regroupements soutenus par l'ONUDI employaient plus de 4 850 travailleurs, soit 33 % de plus que le niveau de référence



de 2014, dont 48 % de femmes et 90 % de personnes âgées de 24 ans ou moins. La mise à niveau technologique a directement bénéficié à 273 PME participant au regroupement. Les marges bénéficiaires ont augmenté de 12,5 % en moyenne et les volumes d'exportation de 8 %.

### Le textile et l'habillement

L'Éthiopie cultive un des meilleurs cotons au monde et possède une riche histoire de filature et de tissage. Comme dans le secteur de la transformation agroalimentaire, la pénurie de matières premières constitue un défi. La faiblesse des industries de filature et d'égrenage, le manque de compétences, les faibles capacités des institutions d'appui à la chaîne de valeur du textile et de l'habillement et, surtout, la faiblesse de la logistique commerciale sont autant d'obstacles importants au développement de ce secteur.

En collaboration avec ses partenaires, l'ONUDI aide le Gouvernement éthiopien et le secteur privé à promouvoir les investissements, à accroître l'approvisionnement en matières premières de qualité, à améliorer les compétences de la main-d'œuvre, à renforcer les capacités des institutions d'appui et à améliorer sensiblement la logistique commerciale.

Des perspectives d'emploi ont été créées pour 369 jeunes diplômés, recrutés dans le parc industriel de Mekelle depuis janvier 2019 en synergie avec le programme SINCE financé par l'Union européenne. En septembre, le centre d'excellence de l'école supérieure de confection de Mekelle a été inauguré dans le but de former et de diplômer environ 200 personnes par mois, et de créer un modèle potentiellement transposable au reste du pays.

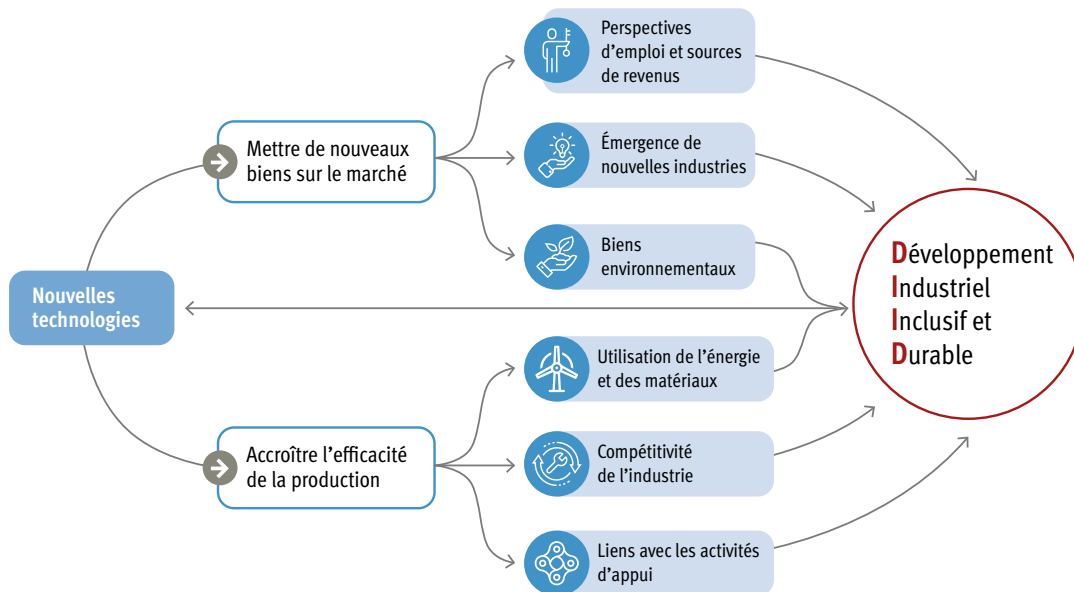


# La quatrième révolution industrielle

La quatrième révolution industrielle est tirée par les progrès rapides des technologies numériques, notamment l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique, la robotique, la fabrication additive (impression 3D), l'Internet des objets, la technologie des registres distribués (y compris les chaînes de blocs) et les ordinateurs quantiques, et leur intégration avec la biotechnologie, la nanotechnologie et les sciences cognitives, sociales et humanitaires (connues sous le nom de technologies convergentes et proches de la nature). Ces technologies d'avant-garde sont innovantes, à croissance rapide, profondément interconnectées et interdépendantes, et sont au cœur du succès d'un développement industriel inclusif et durable.

## Rapport sur le développement industriel 2020

Le *Rapport sur le développement industriel 2020* sous-titré « L'industrialisation à l'ère numérique » est paru en novembre 2019. Cette publication phare de l'ONUDI présente des preuves analytiques et empiriques sur l'avenir de l'industrialisation dans le contexte du changement de paradigme technologique actuel. Il examine de manière empirique les préoccupations connexes, notamment l'impact des robots sur le déplacement de la main-d'œuvre, le potentiel de rapatriement de la production précédemment externalisée par les économies avancées, et les craintes que des compétences et des capacités inadéquates excluent la plupart des pays de la prochaine phase de production manufacturière. Le rapport réaffirme que l'industrialisation reste la principale voie pour un développement réussi, et souligne également les liens essentiels entre les nouvelles technologies et le développement industriel inclusif et durable.





## EQuIP

Consciente de l'importance de la quatrième révolution industrielle pour la politique industrielle, l'ONUDI a actualisé en 2019 son outil d'amélioration de la qualité des politiques industrielles (EQuIP), développé conjointement avec l'Agence allemande de coopération internationale, afin d'intégrer l'étude de l'adoption des technologies d'avant-garde et de leurs retombées possibles dans les pays en développement.



## Sommet mondial sur l'industrie manufacturière et l'industrialisation

En juillet, l'ONUDI a coorganisé l'édition 2019 du Sommet mondial sur l'industrie manufacturière et l'industrialisation à Ekaterinbourg (Fédération de Russie). La manifestation a été marquée par le discours d'ouverture de Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie, ainsi que par quatre tables rondes de haut niveau sur les implications et les défis de la quatrième révolution industrielle pour l'économie circulaire, l'autonomisation des femmes, la politique industrielle et la promotion des investissements et de la technologie. Le Sommet 2019 a attiré plus de 3 500 décideurs politiques et représentants du secteur privé, du milieu universitaire et de la société civile. Afin de créer un élan en amont et de cerner les contextes locaux et régionaux, des tournées de présentation du Sommet, intitulées « GMIS Connect », ont été organisées en Chine, en Égypte, en Inde, au Mexique, à Singapour et à la Foire de Hanovre (Hannover Messe), en Allemagne. Une tournée GMIS Connect a également eu lieu lors de la semaine de réunions de haut niveau de l'Assemblée générale



Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie, prenant la parole au Sommet mondial de 2019 sur l'industrie manufacturière et l'industrialisation



à New York. Fin 2019, deux ateliers régionaux en Afrique du Sud et en République-Unie de Tanzanie ont réuni 16 pays d'Afrique australe et six pays d'Afrique de l'Est.

## Principes pour le développement numérique

En juin 2019, l'ONUDI a approuvé les Principes pour le développement numérique qui établissent que la technologie et l'innovation sont importantes pour le mandat et le travail de l'Organisation. Les Principes énoncent neuf lignes directrices évolutives destinées à aider les professionnels du développement à appliquer les technologies numériques à leurs programmes. Ils s'inscrivent dans un effort permanent des professionnels du développement pour partager les connaissances et soutenir l'apprentissage continu.



Site Web

## Première formation intensive interinstitutions sur l'innovation

L'ONUDI a été sélectionnée pour participer à la première formation intensive interinstitutions sur l'innovation (Interagency Innovation Bootcamp), organisée en mai par le Réseau d'innovation des Nations Unies, une communauté collaborative d'innovateurs des Nations Unies. Ce programme de formation intensive sur une semaine visait à créer des conditions propices à la conception de nouveaux projets d'innovation dans l'ensemble du système des Nations Unies. L'ONUDI a testé la plateforme SIIP (plateforme pour un investissement à impact social et environnemental axé sur les objectifs de développement durable), qui a ensuite été présentée à la Conférence générale.





# 4

## RENFORCEMENT DE LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE

Les inégalités, les incertitudes géopolitiques et commerciales, ainsi que les changements technologiques rapides menacent la stabilité économique mondiale. Le renforcement de l'innovation et des capacités à être compétitif dans le commerce international permet de contrer ces risques et de répartir les bénéfices du développement durable. L'ONUDI aide les pays en développement à réaliser ces transformations en dotant les populations des connaissances et des compétences nécessaires et en mettant en place des mécanismes régionaux de partage des ressources. Elle aide à renforcer les capacités commerciales dans le cadre de programmes qui concourent à augmenter la productivité des PME, à faciliter le transfert de technologie et à améliorer l'accès aux marchés mondiaux. L'ONUDI propose également aux gouvernements et aux institutions des services de conseil stratégique sur l'établissement de cadres réglementaires favorables aux entreprises et aux entrepreneurs, et qui attirent les investisseurs.



## INVESTISSEMENT, TECHNOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DES PME



PRINCIPAUX PARTENAIRES D'EXÉCUTION DES NATIONS UNIES :



La mondialisation a considérablement élargi les perspectives économiques. La capacité des MPME du secteur manufacturier à en tirer profit est souvent limitée par un manque de compétitivité, une main-d'œuvre insuffisamment qualifiée et un faible niveau de technologie. Leur succès dépend en outre de leur capacité à innover et à investir, ce qu'un cadre réglementaire défavorable peut compromettre.

Les programmes de l'ONUDI aident les MPME et les PME à apprendre à innover, à se développer et à tirer parti des débouchés qui s'ouvrent sur les marchés nationaux et internationaux, renforçant ainsi leur position concurrentielle. Les systèmes de fabrication intelligente permettent d'accroître la productivité, de réduire les coûts et d'améliorer les biens existants, mais ils peuvent être extrêmement complexes et coûteux à mettre en œuvre, et de nombreuses PME ont rencontré des problèmes en les mettant en place. L'ONUDI a créé le Centre international de promotion de la fabrication intelligente de Shanghai pour former les industries et les associations professionnelles à la fabrication intelligente et aux technologies de l'information et de la communication, afin qu'elles forment à leur tour les PME dans leurs secteurs industriels respectifs.

Les PME peuvent également devenir plus compétitives en valorisant la marque. L'ONUDI a mis au point deux nouveaux modules de services techniques sur le sujet en 2019, et organisé, conjointement avec European Brand Institute, le sommet mondial de la marque, IconVienna. Des projets globaux pluriannuels de l'ONUDI dans deux pays démontrent le potentiel de la valorisation de la marque pour accroître la compétitivité et les perspectives des femmes. Au Tadjikistan, une marque « LA'AL Textiles » a été créée, qui a permis de développer les exportations de produits tadjiks et de créer de nouveaux emplois. Les producteurs de vêtements



arméniens ont lancé la nouvelle marque « 5900BC » qui a presque triplé les exportations et doublé l'emploi. La majorité des salariés sont des femmes, et plusieurs entreprises sont détenues ou dirigées par des femmes.

Pour accélérer le développement de nouvelles technologies, de nouveaux produits, de nouvelles industries et de nouveaux modèles d'activité pour l'entreprise, l'ONUDI a créé le Centre pour l'innovation scientifique et technologique mondiale de Shanghai, qui dispense des formations dans les domaines de la conception industrielle, de la fabrication additive, de la finance, de la propriété intellectuelle, du traitement des déchets solides et de la nanotechnologie. En 2019, 13 nouveaux produits et 11 modèles commerciaux ont été ajoutés à la plateforme, dont un cours sur l'investissement à impact pour soutenir le nouveau Conseil de l'innovation scientifique et technologique de la Bourse de Shanghai (STAR Market). Cette plateforme a créé 90 nouveaux emplois et plus de 10 partenariats de coopération internationale sont en cours d'établissement. En outre, le Centre a facilité la signature en 2019 de nouveaux projets de coopération bilatérale entre la Chine et l'Arabie saoudite, le Canada, la Norvège, la République de Corée et Singapour, qui transfèrent des technologies matures à des pays en développement d'autres régions.

L'ONUDI fait également participer des représentants de pays émergents à de grandes manifestations qui offrent la possibilité de présenter des projets de développement et d'attirer des investisseurs internationaux, tels que la Foire



de Hanovre, salon annuel de la technologie industrielle qui se tient en Allemagne, et la première « Industrial Transformation Mexico », version latino-américaine de la Foire de Hanovre. Près de 200 relations d'affaires entre entrepreneurs et investisseurs ont été favorisées lors de ces deux événements en 2019.

### L'appui bilatéral et régional accroît les perspectives

La coopération régionale peut élargir les perspectives, et l'ONUDI gère plusieurs programmes qui soutiennent la formation interdisciplinaire et le partage des technologies au-delà des frontières. Le réseau des bureaux de promotion des investissements et de la technologie couvre huit pays, à savoir l'Allemagne, le Bahreïn, la Chine, la Fédération de Russie, l'Italie, le Japon, le Nigéria et la République de Corée, avec des bureaux qui partagent des ressources et des connaissances uniques.

En 2019, le Bureau de la Corée a publié la première base de données d'une sélection de technologies disponibles dans de nombreux pays et susceptibles d'être transférées. Le Bureau de Tokyo a enregistré 40 nouvelles technologies japonaises adaptées à une utilisation dans les pays en développement et émergents dans sa plateforme de promotion des technologies durables (STePP), et a mis en relation des conseillers en investissement africains et des entreprises japonaises intéressées à investir sur le continent. Le Bureau de l'Allemagne a identifié plus de 40 technologies pertinentes pour l'Afrique.

### Accroître les débouchés pour permettre à l'industrie indienne du vélo d'être compétitive au niveau international

L'industrie du vélo est importante en Inde, puisqu'elle fournit de l'emploi à près d'un million de personnes. Cependant, les PME indiennes perdent des parts de marché et leur compétitivité internationale, tant en termes de prix que de qualité. Alors que le nombre de vélos et de pièces détachées importés augmente de 25 % par an, leurs exportations ne progressent que de 10 %.

Un projet de l'ONUDI financé par le Gouvernement indien a permis d'accroître la compétitivité mondiale de l'industrie du vélo du pays. Il a tout d'abord renforcé le Research and Development Centre for Bicycle and Sewing Machine (RDCBSM) et deux associations industrielles.



Des visites et des enquêtes approfondies sur le terrain ont permis d'identifier les faiblesses, qui ont ensuite été corrigées par de nouveaux plans d'action en matière de gestion, des formations dispensées par des experts internationaux hautement qualifiés, des voyages d'étude internationaux et des bourses.

Ainsi, il existe désormais des instructeurs et des techniciens certifiés pour les vélos électriques de plus grande valeur. Le RDCBSM a élargi ses services et a signé des déclarations conjointes avec plusieurs associations pour engager une collaboration continue avec des organisations internationales homologues en Allemagne, en Belgique, en Chine, aux États-Unis et au Portugal, et s'assurer leur appui.

## UN PÔLE DE CONNAISSANCES AIDE LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT À ACCROÎTRE LEUR COMPÉTITIVITÉ

Le Centre de connaissances sur le commerce, l'investissement et l'innovation est un guichet unique destiné à aider les entreprises des pays en développement à accroître leur compétitivité économique. La plateforme interactive en ligne héberge un contenu technique gratuit, des outils pertinents et une formation en ligne que l'utilisateur peut suivre à son propre rythme, développés et certifiés par le centre de formation de l'ONUDI sur le commerce, l'investissement et l'innovation (UNIDO TII Training Academy). En 2019, plus de 600 utilisateurs actifs de plus de 100 pays se sont servis de ces ressources et, pour la première fois, un cours sur l'investissement à impact a été mis à disposition en chinois et en français.



### COMMERCE



- Infrastructure de contrôle de la qualité et commerce
- Politique de contrôle de la qualité : soutien à l'élaboration d'une politique de contrôle de la qualité

### INNOVATION



- Commerce électronique : guide d'aide aux PME
- Industrie 4.0 : introduction

### INVESTISSEMENT



- Investissement à impact : mobilisation de l'investissement responsable et des technologies durables
- Alliances commerciales internationales : mobilisation des investissements pour des chaînes de valeur mondiales durables

## CAPACITÉS DE RENFORCEMENT DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ÉCHANGES ET RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES



PRINCIPAUX PARTENAIRES D'EXÉCUTION DES NATIONS UNIES :



Le Programme 2030 considère le commerce international comme un moteur du développement économique et de la réduction de la pauvreté. Le commerce exige une infrastructure de contrôle de la qualité solide et efficace qui améliore les performances économiques et industrielles tout en tenant compte des aspects sociaux et environnementaux sans créer d'obstacles inutiles. L'ONUDI appuie l'utilisation de normes internationales, de normes volontaires de durabilité ainsi que le renforcement des capacités de mesure et de conformité.

L'ONUDI et le Réseau international de l'infrastructure de contrôle de la qualité ont élaboré, avec le soutien financier du Gouvernement finlandais, des principes directeurs régissant la politique de contrôle de la qualité pour permettre aux pays en développement d'éviter que

les activités des organismes chargés du contrôle de la qualité ne se chevauchent ou ne se répètent. En outre, grâce à un financement du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, un outil de l'ONUDI aide à recenser les lacunes techniques en matière d'essais et d'inspections qui compromettent les accords de facilitation du commerce. En Afrique du Sud, au Malawi et en République-Unie de Tanzanie, l'outil a été utilisé avec succès dans les secteurs de l'agroalimentaire, des huiles essentielles et des huiles de palme et de tournesol pour élaborer des mesures correctives consensuelles visant à réduire les obstacles au commerce. L'ONUDI a également contribué à la mise en place d'une infrastructure nationale de contrôle de la qualité dans 26 pays et 3 régions, réduisant le coût de leurs services d'évaluation de la conformité de 40 % à 60 % au cours des cinq dernières années. Au cours des 20 dernières années, plus de 1 000 organismes d'évaluation de la conformité dans 58 pays ont bénéficié de l'appui de l'ONUDI.

Préparant l'avenir, l'ONUDI a présenté les investissements à grande échelle et le transfert de connaissances et de technologies nécessaires pour adapter l'infrastructure de contrôle de la qualité à la quatrième révolution industrielle dans la publication intitulée *Rebooting Quality Infrastructure for a Sustainable Future*. Cette publication appelle à inclure l'intelligence

artificielle, la fabrication intelligente, l'énergie intelligente, l'agriculture intelligente et l'économie circulaire dans les plans d'infrastructure de contrôle de la qualité. Pour renforcer les capacités des PME africaines concernant l'infrastructure de contrôle de la qualité et appuyer la mise en œuvre de l'accord de libre-échange continental africain, l'ONUDI a organisé, en coopération avec l'Union africaine, le premier Forum international sur l'infrastructure de contrôle de la qualité pour l'Afrique.

### Les consortiums aident les entreprises à conquérir de nouveaux marchés d'exportation

Les MPME des secteurs de l'agrobusiness et des cosmétiques de la région du Valle del Cauca en Colombie avaient peu d'expérience du commerce international et produisaient des quantités insuffisantes de produits pour l'exportation qui, souvent, ne répondaient pas non plus aux exigences des marchés cibles. Grâce au financement de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), l'ONUDI a développé des consortiums d'exportation et a aidé les propriétaires d'entreprises à s'engager dans le commerce, en se conformant aux normes de qualité et aux exigences du marché. Au cours des trois années du projet, 21 PME ont pénétré 10 nouveaux marchés, notamment aux États-Unis et en Europe. L'emploi à durée déterminée parmi les membres des consortiums a augmenté de 14 % entre 2016 et 2019, et 37 % des entreprises étaient dirigées par des femmes. Dans trois consortiums, qui n'ont bénéficié qu'indirectement d'un transfert de méthodologies, une progression de l'emploi de 28 % a été enregistrée depuis 2017.



### Accroître la compétitivité commerciale des PME sur les marchés régionaux et européens

L'ONUDI accroît la compétitivité des PME sri-lankaises qui visent les marchés régionaux et européens en améliorant les capacités de conformité dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la qualité, de l'emballage et de l'étiquetage en vue de la certification des systèmes de contrôle de la qualité. Centré sur les secteurs des épices, de l'alimentation, des technologies de l'information et de l'externalisation des processus d'entreprise, ce projet financé par l'Union européenne a aidé le Gouvernement à renforcer les cadres réglementaires, à améliorer l'accès à des services d'infrastructure de contrôle de la qualité et d'évaluation de la conformité reconnus au niveau international, à développer de nouvelles compétences et à adopter des technologies permettant de satisfaire aux normes et réglementations actualisées.

La formation de l'ONUDI à l'intention des institutions nationales d'infrastructure de contrôle de la qualité a facilité l'établissement d'une stratégie nationale d'infrastructure de contrôle de la qualité. La formation supplémentaire de milliers de personnes aux meilleures pratiques en matière de sécurité sanitaire des aliments et d'assurance qualité, aux normes de l'Organisation internationale de normalisation, à l'agrément et à l'évaluation de la conformité pour les laboratoires gouvernementaux et privés a renforcé la durabilité du système.

Ces compétences accrues élargissent le marché : des demandes d'agrément ont été soumises par l'Institut de normalisation de Sri Lanka pour la certification de produits de biscuits, de bouteilles en PET et d'eau potable en bouteille. L'Institut de recherche médicale, un laboratoire d'essai relevant du Ministère de la santé, a obtenu pour la toute première fois un agrément à une norme internationale.

En outre, l'ONUDI a fourni de nouveaux équipements pour le centre d'essai des emballages désigné au niveau national, l'Institut de technologie industrielle, ainsi qu'une formation sur la manière d'utiliser ces équipements. L'Institut est actuellement en cours d'agrément, ce qui permettra aux exportateurs sri-lankais d'accéder à des services d'essais d'emballages financièrement avantageux dans leur pays, au lieu de dépendre de services plus onéreux à l'étranger.



Avec l'appui de l'ONUDI, la Cinnamon Training Academy a amélioré les normes de compétence nationales et un programme d'études pour les techniciens de la cannelle. Elle est maintenant agréée par la Commission de l'enseignement tertiaire et professionnel pour délivrer une certification professionnelle reconnue au niveau international. Cet agrément permet d'attirer de nouveaux arrivants dans le secteur, de créer des conditions de travail plus favorables et d'améliorer les salaires des producteurs de cannelle en amont. Ceylon Cinnamon a déposé auprès de la

Commission européenne la toute première demande de protection d'une indication géographique à Sri Lanka, protégeant le nom donné à des produits étroitement associés à un lieu particulier.

## DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT



PRINCIPAUX PARTENAIRES D'EXÉCUTION DES NATIONS UNIES :



L'entrepreneuriat est un moteur essentiel de l'emploi et de la croissance, offrant de nouvelles approches et perspectives qui diversifient l'économie et accroissent sa résistance et sa durabilité. À une plus grande échelle, il peut aider les groupes défavorisés, tels que les femmes et les jeunes, à accéder à un emploi productif. Mais, dans de nombreux pays, la faiblesse des compétences professionnelles et éducatives, le manque d'accès aux ressources et le climat d'affaires restrictif empêchent de nombreux entrepreneurs de réaliser leur potentiel.

L'ONUDI favorise les conditions dont les entrepreneurs ont besoin pour réussir, en particulier pour les groupes défavorisés. Elle travaille avec les gouvernements pour améliorer les environnements juridiques et réglementaires permettant aux entrepreneurs de prospérer, et pour aligner le développement des compétences industrielles sur ce dont les industries modernes ont besoin. Cette action est particulièrement importante dans les pays les moins avancés, où nombre de jeunes n'ont pas accès à un enseignement moderne sur le développement des entreprises et sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.

Le Programme de promotion de l'esprit d'entreprise de l'ONUDI est un investissement rentable dans le développement de la capacité entrepreneuriale des jeunes pendant leurs études secondaires, afin qu'ils puissent construire un avenir prospère. Les jeunes acquièrent des qualités personnelles telles que la confiance en soi, la créativité, la capacité à prendre des initiatives et des risques calculés, et à collaborer.



Le Programme est orienté vers l'action : il est consacré à plus de 50 % à des activités pratiques visant à identifier les possibilités de création de valeur — qu'elles soient économiques, sociales ou personnelles —, à évaluer les ressources nécessaires et à tirer des enseignements des entrepreneurs et des modèles communautaires qui ont réussi. En 2019, il a été exécuté en Afghanistan, en Égypte et au Nigéria, touchant 19 établissements, 149 enseignants et quelque 10 000 étudiants.

### Un forum de l'investissement offre des perspectives aux femmes et aux jeunes

L'ONUDI organise tous les deux ans le Forum mondial de l'investissement pour les entrepreneurs afin de fournir une plateforme unique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord pour mettre en relation les investisseurs locaux, régionaux et mondiaux avec les jeunes entrepreneurs et les jeunes pousses. L'objectif est de mettre en place des investissements conjoints entre les entrepreneurs et d'échanger des connaissances, de partager les meilleures pratiques innovantes en matière d'entrepreneuriat et d'innovation, de tirer parti de l'investissement intérieur et de l'investissement direct étranger et de nouer de nouveaux partenariats.

Lors de la réunion de 2019 qui s'est tenue à Manama, 40 % des participants étaient des femmes, signe encourageant des efforts déployés par l'ONUDI pour



favoriser la croissance des femmes entrepreneurs et parvenir à un meilleur équilibre entre les sexes dans ce domaine.

Des étudiants de pays arabes ont concouru pour remporter des prix et avoir la possibilité d'entrer en contact avec des investisseurs et d'autres partenaires commerciaux potentiels. Les 18 équipes présélectionnées ont bénéficié d'une formation intensive de trois jours pour affiner leurs compétences de présentation et leurs plans d'affaires. Les équipes gagnantes ont reçu un prix de 100 000 dollars et près d'un quart de million de dollars provenant d'investisseurs arabes. Au total, 106 lettres d'intention ont été signées lors du sommet, pour un investissement estimé à 22 millions de dollars.

## L'ONUDI À GENÈVE

Le Bureau de l'ONUDI à Genève joue un rôle crucial dans le renforcement du positionnement stratégique de l'Organisation dans la ville, qui accueille de nombreuses entités des Nations Unies et d'autres organisations internationales, et est un haut lieu de réunions intergouvernementales et un centre opérationnel des Nations Unies pour la mise en œuvre du Programme 2030. Le Bureau entretient également des contacts étroits avec les missions permanentes auprès de l'ONUDI qui y sont basées et encourage la coopération avec d'autres organisations internationales basées à Genève.

En 2019, l'ONUDI a participé aux grandes conférences et réunions intergouvernementales suivantes : le Forum de Davos sur l'initiative « Une Ceinture et une Route », l'examen mondial

de l'initiative Aide pour le commerce, la Semaine du commerce électronique, le Sommet mondial sur la société de l'information, la Conférence internationale du Travail, la Journée mondiale du coton, le Sommet mondial sur les zones franches et les zones économiques spéciales et le Forum mondial sur les réfugiés. Plusieurs manifestations parallèles et discussions de groupe ont également été organisées, notamment lors de l'examen mondial de l'initiative Aide pour le commerce, qui a mis l'accent sur l'industrialisation.

Le Bureau de l'ONUDI a également continué à promouvoir la DDIA III en 2019, en renforçant les partenariats avec des organismes apparentés basés à Genève et en travaillant étroitement avec les missions permanentes des pays africains à Genève.

## UN PROGRAMME SUR LA PÊCHE POUR ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ ET LES BÉNÉFICES DURABLES

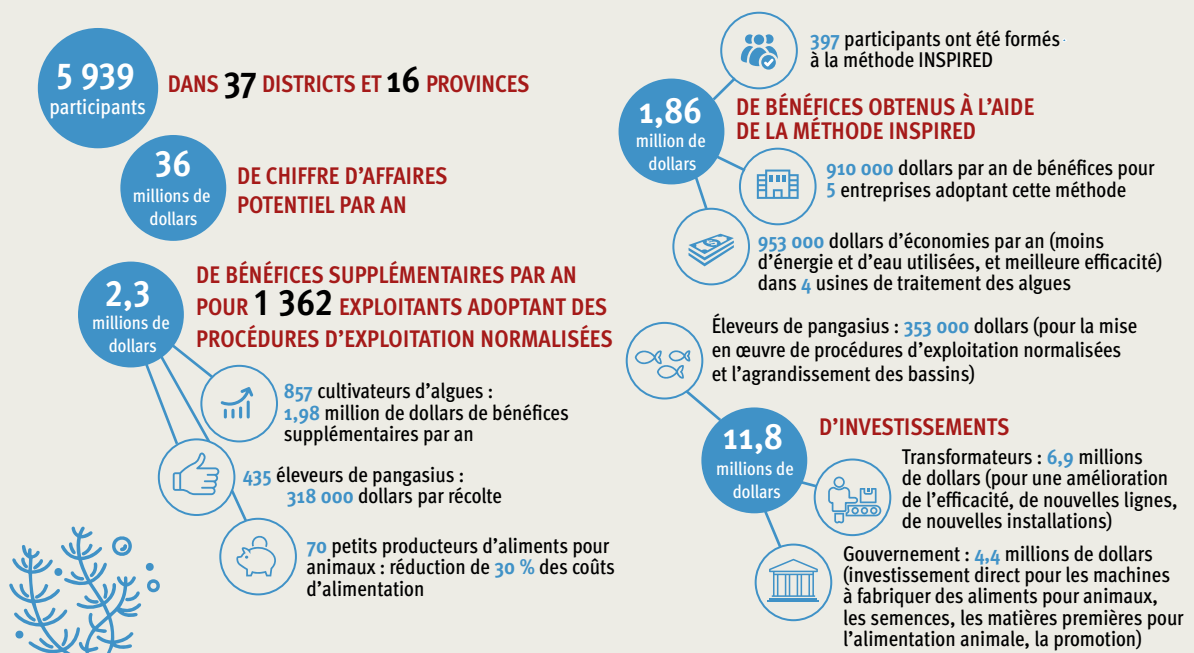
L'Indonésie veut être le plus grand producteur et exportateur de fruits de mer de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Le programme d'accès durable au marché par le commerce responsable du poisson (SMART-Fish) vise à transformer le secteur de la pêche pour réaliser les objectifs de développement durable en améliorant la compétitivité, la durabilité et les moyens de subsistance dans les chaînes de valeur des algues, du pangasius d'élevage et du thon sauvage de ligne. Le programme est financé par le Gouvernement suisse et exécuté conjointement par le Ministère des affaires maritimes et de la pêche et l'ONU.

En commençant par sept fermes de démonstration d'algues gérées par des groupes d'exploitants locaux, et en utilisant des applications de téléphonie mobile, plus de 850 exploitants ont introduit de nouvelles pratiques pour améliorer la culture, la récolte et la transformation, favorisant une augmentation des rendements et de la qualité des produits. Le programme a également permis d'enseigner et de diffuser de nouvelles méthodes et pratiques de séchage pour améliorer la qualité des algues, ce qui a permis de réduire considérablement les coûts. Les agriculteurs ont ainsi enregistré une amélioration de leur productivité de 41 % en moyenne et une progression de leurs bénéfices allant jusqu'à 50 %.

Dans seulement quatre usines de traitement des algues, la méthode INSPIRED, axée sur l'efficacité énergétique et hydrique, la productivité et la qualité, a permis d'économiser 953 000 dollars par an. Selon Abu Harto, un cultivateur d'algues de Sumene : « Avant, je produisais 800 kilos par récolte et maintenant je peux récolter une tonne d'algues, de bien meilleure qualité et à un meilleur prix ».

Globalement, les PME du secteur des algues, principalement exploitées par des femmes, ont développé plus de 18 produits à valeur ajoutée et ont augmenté leur productivité de 40 %, ce qui représente une valeur de vente annuelle de 1,5 million de dollars.

Dans les fermes de démonstration du pangasius, le programme a introduit des moyens de produire des aliments pour animaux de meilleure qualité et moins chers, en utilisant des matières premières disponibles localement. Il a également appris aux exploitants à mesurer régulièrement les niveaux d'ammoniac et d'oxygène dans les bassins afin de produire un poisson de meilleure qualité. L'utilisation de probiotiques a permis d'obtenir des poissons plus sains qui grandissent plus rapidement, et de réduire de moitié la consommation d'eau. Selon Azam Bahur, Secrétaire général de l'Association indonésienne de l'industrie du poisson-chat : « Les éleveurs de pangasius ont vu leurs coûts



de production réduits et la qualité améliorée, ce qui a renforcé la compétitivité du secteur ». L'Indonésie a maintenant pour la première fois exporté des steaks de pangasius vers l'Arabie saoudite et les pays du Golfe, tandis que les partenaires du programme ont également augmenté leur chiffre d'affaires de 8 millions de dollars par an grâce à des contrats entre les éleveurs de pangasius et les transformateurs de filets, les détaillants et les chaînes de restaurants.

Pour la pêche au thon de ligne, les pêcheurs locaux opèrent généralement à partir de petites embarcations. Ils doivent faire face à des coûts élevés et à une disponibilité irrégulière d'appâts sauvages, ce qui affecte l'industrie de transformation lorsque les approvisionnements deviennent peu fiables. Pour remédier à ce problème, du poisson-lait d'élevage a été expérimenté dans deux régions de Bitung et Maumere comme appât de substitution, ce qui améliore le taux de capture, ainsi que la durabilité des approvisionnements et de la pêche de poisson-appât.

Pour se conformer aux exigences de sécurité sanitaire et de durabilité des produits de la mer, il faut établir une traçabilité de la ferme à la fourchette. Le programme a introduit des applications logicielles qui aident les éleveurs à effectuer ce suivi, à améliorer l'utilisation rationnelle des ressources pendant l'exploitation et la transformation et à établir des liens avec les acheteurs des chaînes d'approvisionnement locales. Trois marques ont été créées pour les algues et les poissons du pays et constituent un puissant outil

commercial pour promouvoir le caractère unique des produits de la pêche indonésiens. Ils ont également stimulé l'unité entre les producteurs pour pénétrer les marchés étrangers.

Le programme a permis de mobiliser 11,8 millions de dollars d'investissements supplémentaires de la part des groupes d'exploitants, des transformateurs et du Gouvernement local, de générer des gains d'efficacité de plus de 13 millions de dollars et de conclure de nouveaux contrats entre 1 300 exploitants et leurs acheteurs dans l'industrie de transformation du pangasius et des algues.

La coopération innovante avec le Ministère des affaires maritimes et de la pêche et le secteur privé a permis de mettre en place un programme durable qui peut se poursuivre au-delà du projet. Près de 6 000 personnes ont été formées, 22 plateformes numériques fournissent désormais des normes de bonnes pratiques et 1 400 entreprises ont adopté de meilleures pratiques commerciales. Le programme amélioré de l'Université des pêches de Jakarta fournit à la prochaine génération les connaissances et les compétences nécessaires à un secteur de la pêche durable, tandis que l'institut iPride4Fish de l'Université est devenu un centre d'excellence qui comble le fossé entre le milieu universitaire et l'industrie. Les liens entre l'Université et l'industrie ont déjà généré des bénéfices de 9,5 millions de dollars grâce à des solutions commerciales développées dans le cadre d'un programme de stages thématiques.









# 5

## PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les changements climatiques, l'épuisement de ressources déjà limitées et les phénomènes extrêmes tels que les ouragans, les inondations et les incendies constituent une menace croissante pour l'humanité. Si l'industrie est l'une des plus grandes sources d'émissions de gaz à effet de serre, elle est également un fournisseur de premier plan de solutions technologiques climatiques et d'emplois verts et inclusifs. L'ONUDI est à la pointe des efforts visant à construire une économie plus résiliente, plus verte et circulaire pour une croissance et une prospérité durables. Elle y parvient en aidant les gouvernements, les institutions et l'industrie à adopter des technologies industrielles innovantes et des solutions énergétiques durables qui réduisent les effets néfastes de l'industrialisation sur l'environnement, tout en créant des avantages économiques et sociaux.



## PRODUCTION INDUSTRIELLE ÉCONOME EN RESSOURCES ET À FAIBLE ÉMISSION DE CARBONE



PRINCIPAUX PARTENAIRES D'EXÉCUTION DES NATIONS UNIES :



Entre 1970 et 2017, le PIB a été multiplié par quatre tandis que l'extraction mondiale de matériaux est passée de 27 milliards de tonnes à 92 milliards de tonnes, et l'utilisation de matériaux devrait atteindre 167 milliards de tonnes d'ici à 2060. Aujourd'hui, le secteur manufacturier prend les matériaux de la chaîne d'approvisionnement et les transforme en produits. La plupart de ces produits sont utilisés une fois, puis jetés. Ce modèle « prendre-fabriquer-utiliser-jeter », connu sous le nom d'économie linéaire, est très inefficace. Il épuise les ressources limitées de la planète et génère une multitude de problèmes de déchets, de pollution et de santé. L'extraction et la transformation des ressources naturelles sont également responsables d'environ 50 % des émissions de gaz à effet de serre et d'environ 90 % des impacts liés aux ressources sur le stress hydrique et la perte de biodiversité.

L'ONUDI aide ses États Membres à améliorer l'utilisation rationnelle des ressources en créant des boucles fermées grâce aux pratiques d'économie circulaire pour atteindre les objectifs liés aux changements climatiques, à la biodiversité et à l'eau et d'autres objectifs environnementaux de l'Accord de Paris et des objectifs de développement durable.

Le Programme de production propre et économe en ressources de l'ONUDI aide les entreprises à améliorer la productivité et l'utilisation rationnelle des ressources, ce qui permet de réduire les coûts et de prévenir la pollution. Il introduit également des pratiques d'économie circulaire et conseille les gouvernements sur les politiques qui créent un environnement favorable pour permettre aux entreprises de mettre en œuvre ces pratiques. Les entreprises qui adhèrent au Programme de transfert d'écotechnologies (TEST) reçoivent une aide

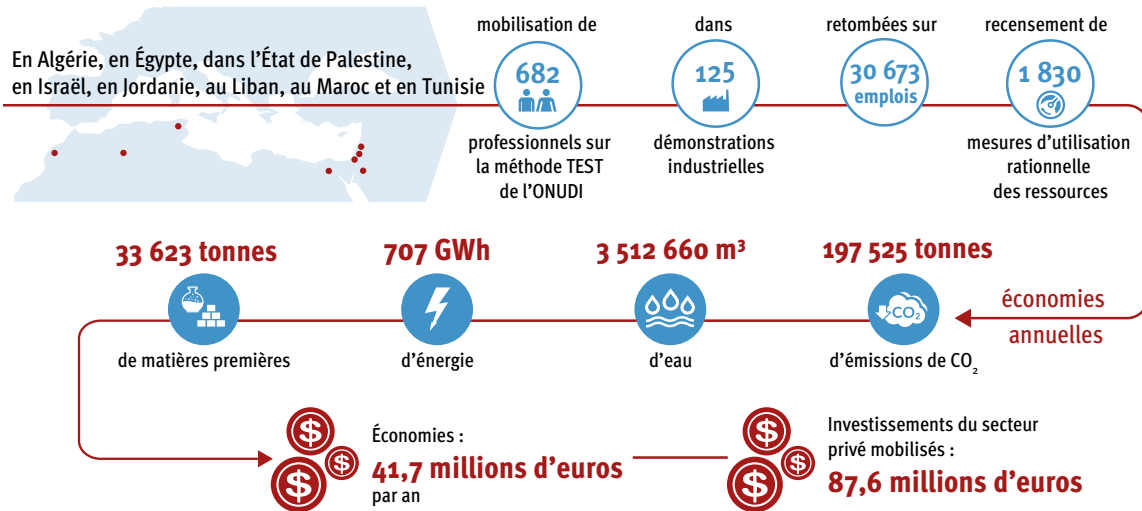
pour identifier et déployer de nouvelles technologies et de nouveaux systèmes de gestion permettant d'économiser les ressources.

### Réduire l'utilisation des ressources lors de l'urbanisation rapide de la région sud-méditerranéenne

La croissance économique de la région sud-méditerranéenne s'accompagne d'une urbanisation rapide qui crée des difficultés telles que la rareté de l'eau, l'augmentation des coûts énergétiques et la production croissante de déchets. L'ONUDI aide cette région à découpler le développement économique et la création d'emplois de la dégradation de l'environnement.

Le programme SwitchMed sur quatre ans, financé par l'Union européenne, dirigé par l'ONUDI et exécuté en collaboration avec la Division de l'économie du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Plan d'action pour la Méditerranée du PNUE et son centre d'activités régionales pour la consommation et la production durables, a pris fin en 2019. Il a aidé 125 entreprises dans huit pays (Algérie, Égypte, État de Palestine, Israël, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie) à identifier et à déployer des technologies rentables et respectueuses de l'environnement. Les résultats obtenus ont suscité des financements verts nationaux en Algérie, en Israël, en Jordanie et au Liban.





Le programme SwitchMed a également ouvert des perspectives aux femmes dans cette région, où la proportion de femmes propriétaires d'entreprises n'est que de 13 % et le taux d'activité des femmes de 25 %. La participation des femmes aux ateliers sur les pratiques de transfert d'écotechnologies a atteint jusqu'à 39 %, ce qui constitue une base solide pour les carrières et l'évolution professionnelle.

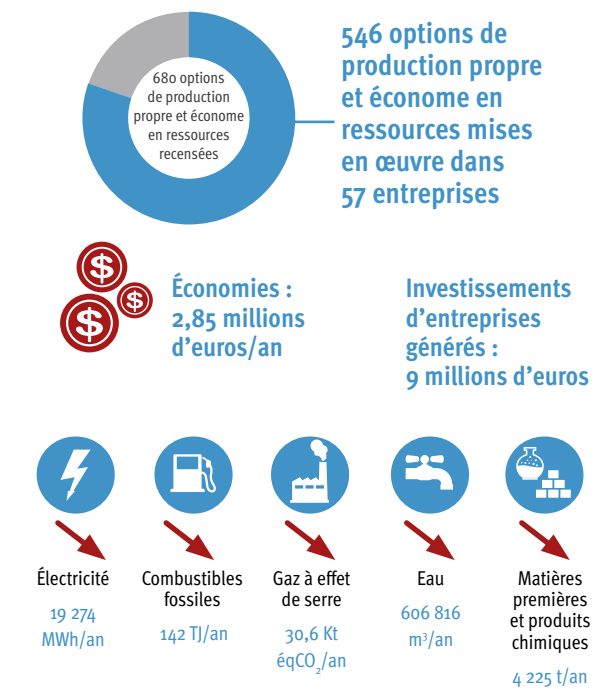
Le programme de suivi SwitchMed II, également financé par l'Union européenne, qui a été lancé en 2019, comprend un volet sur l'économie bleue. Dans ce cadre, en tenant compte des besoins spécifiques de la région, l'ONUDI aide l'Algérie, l'État de Palestine, la Jordanie et le Liban à améliorer l'utilisation rationnelle des ressources manufacturières grâce à des programmes de qualification à l'intention des prestataires de services, un soutien financier national, des programmes universitaires de production propre et économe en ressources et des actions d'information et de communication pour sensibiliser et stimuler la demande de services de production propre et économe en ressources par l'industrie. En Égypte, en Israël, au Maroc et en Tunisie, l'ONUDI élargit son champ d'action pour aider les secteurs de la fabrication de textiles et de plastiques à récupérer les déchets des producteurs et des consommateurs, et à améliorer la capacité locale à maintenir les normes environnementales pendant la production.

Au-delà de la région, le programme EU4Environnement poursuit les programmes de renforcement des capacités de production propre et économe en ressources à l'intention de PME en Arménie, en Azerbaïdjan, au Bélarus, en

Géorgie, en République de Moldova et en Ukraine, où l'ONUDI collabore avec l'OCDE, le PNUE, la Commission économique pour l'Europe et la Banque mondiale.

### Transition vers des parcs éco-industriels pour les industries vertes

La première phase du programme de parcs éco-industriels du Viet Nam, mise en œuvre en partenariat avec le FEM et le Programme des Nations Unies pour le



Résultats obtenus dans le domaine de la production propre et économe en ressources dans le cadre du programme de parcs éco-industriels au Viet Nam

développement (PNUD), s'est achevée en 2019 avec des résultats impressionnants concernant l'électricité, les combustibles fossiles, les émissions de gaz à effet de serre, l'eau, les matières premières et les économies de produits chimiques, tout en générant des investissements de 9 millions d'euros.

Le Programme mondial de parcs éco-industriels, financé par le Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse, s'est poursuivi en Colombie, au Pérou, en Ukraine et au Viet Nam, et s'est étendu à l'Égypte en 2019. Il appuie une production propre et économe en ressources et le transfert d'écotechnologies, la symbiose industrielle au sein des parcs industriels et avec les zones urbaines voisines, ainsi que les actions collectives et les investissements catalysés par la gestion des parcs.

En 2019, l'appui de l'ONUDI financé par l'Union européenne a permis à la Colombie, au Ghana, au Kirghizistan, aux Philippines et à la République-Unie de Tanzanie de lancer leurs plans d'action sur la santé et la pollution, dont la plupart intègrent la production propre et économe en ressources et le transfert d'écotechnologies et la gestion des déchets solides, y compris le volet des déchets plastiques.

### Lutte contre les déchets plastiques marins

Pour contribuer aux débats sur les déchets plastiques marins tenus sous la présidence japonaise du G20 en 2019, l'ONUDI a publié le document intitulé *Addressing the challenge of marine plastic litter using circular economy methods* et lancé un projet financé par le

Gouvernement japonais qui se concentre sur le développement de matériaux biodégradables ou de substitution pour les plastiques à usage unique en Afrique du Sud.

### Réduire les risques liés aux produits chimiques tout en améliorant les performances des entreprises

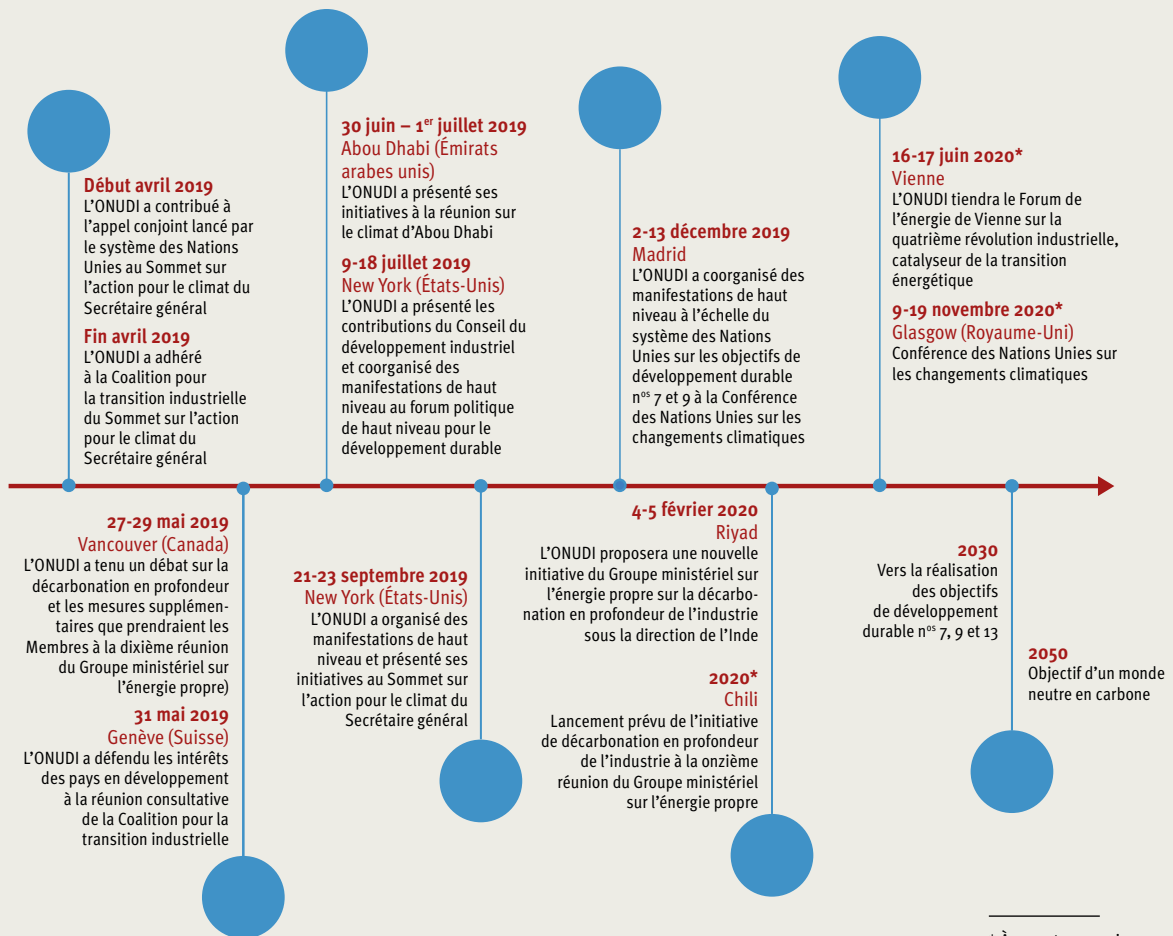
Traditionnellement, les fournisseurs de produits chimiques ont été financièrement récompensés pour vendre autant que possible, ce qui a conduit à une utilisation non rationnelle des produits chimiques et à des risques pour la santé humaine. Le leasing chimique, un modèle lancé par l'ONUDI il y a 15 ans avec un financement de l'Autriche, est une approche alternative qui bouleverse le modèle économique : le profit ne dépend pas de l'augmentation du volume vendu, mais de sa diminution, puisqu'il est lié à la cocréation de solutions innovantes et économes en ressources, développées conjointement, et à un partage équitable des bénéfices. En utilisant des produits de substitution plus sûrs et en adoptant de meilleures méthodes de manipulation et de gestion des produits chimiques, cette approche peut réduire jusqu'à 40 % l'utilisation de produits chimiques, d'énergie, d'eau et de matériaux d'emballage, ainsi que les émissions de CO<sub>2</sub>.

Par exemple, l'ONUDI, en collaboration avec le Centre national colombien pour une production plus propre, a aidé les entreprises textiles à réduire de 63 % leur consommation de produits chimiques dans les processus d'ensimage et de tissage, ce qui leur a permis d'économiser 150 000 dollars par an. Les responsables de la production ont appris à connaître de nouveaux produits chimiques plus efficaces et le leasing chimique. En conséquence, des polymères synthétiques à faible teneur en solides ont remplacé les amidons modifiés, l'alcool polyvinylique, les acrylates, les acides gras et divers additifs qu'ils utilisaient auparavant.

Le programme mondial de leasing chimique de l'ONUDI favorise une large sensibilisation à ce modèle d'entreprise, plaide en faveur de son utilisation, stimule et promeut les projets pilotes et la transposition à plus grande échelle, et facilite la pénétration du marché dans des secteurs spécifiques dans certains pays. Il encourage également les initiatives dirigées par des femmes par le biais de son prix biennal Global Chemical Leasing Award, qui comprend une catégorie réservée aux femmes.







Défendre la décarbonation en profondeur de l'industrie dans les instances mondiales de protection du climat

\* À reporter en raison de la pandémie de Covid-19

## ACCÈS AUX ÉNERGIES PROPRES À DES FINS PRODUCTIVES



PRINCIPAUX PARTENAIRES D'EXÉCUTION DES NATIONS UNIES :



Près de 850 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et trois milliards de personnes, principalement dans certaines régions d'Afrique et dans les pays les moins avancés, n'ont toujours pas accès aux technologies et aux combustibles de cuisson propres. L'ONUDI relève ce défi en renforçant la coordination entre les autorités réglementaires, les investisseurs,

les services publics, les organismes de normalisation et les entreprises, et en favorisant un meilleur fonctionnement des marchés. En particulier, elle fournit des conseils techniques et des services consultatifs aux gouvernements afin qu'ils élaborent des politiques solides et construisent les infrastructures nécessaires, tout en aidant les investisseurs et les entreprises à expérimenter et à développer à plus grande échelle des solutions énergétiques propres et accessibles.

En 2019, l'ONUDI a commencé à aider les pays en développement qui tentaient d'accéder à des financements pour leurs projets d'énergie propre dans le cadre d'un nouvel accord-cadre de préparation avec le Fonds vert pour le climat. Elle a également franchi le cap de la mobilisation de 1,5 milliard de dollars d'investissements du secteur privé pour l'énergie propre

par le biais du Réseau consultatif pour le financement privé. Cohébergé par l'ONUDI et le Partenariat pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, le Réseau offre gratuitement aux entrepreneurs des marchés émergents un accompagnement commercial et une facilitation des investissements.

L'ONUDI, en coopération avec le Réseau international sur la petite hydroélectricité, a également réuni la communauté internationale des organismes de normalisation pour convenir d'un ensemble complet de directives techniques pour le développement des petites centrales hydroélectriques et l'approuver, une première mondiale. La petite hydroélectricité est un moyen rentable de fournir de l'énergie avec un impact environnemental minimal ou nul, en particulier dans les zones rurales. L'ONUDI exécute actuellement des projets de petite hydroélectricité dans 12 pays, et planifie des programmes régionaux cadres en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et en Asie et dans le Pacifique.



Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et du Programme 2030, les émissions directes des transports doivent diminuer de plus de 9 % d'ici à 2030. À cette fin, l'ONUDI s'efforce de contribuer à la mise en place d'infrastructures d'énergie propre dans les villes, où vivent 55 % de la population mondiale, grâce à ses travaux en faveur de l'électrification de la mobilité. Grâce à un financement du FEM, elle a exécuté des programmes de mobilité électrique en Afrique du Sud, en Chine et en Malaisie, en favorisant les cadres de décision et en améliorant le transfert de connaissances et l'innovation.

En 2019, un groupe d'experts a examiné les enseignements tirés dans ces pays, dont les résultats ont été présentés sous forme de recommandations et dans une publication sur les meilleures pratiques pour une diffusion plus large.

Pour aider la Colombie à améliorer l'efficacité du refroidissement et du chauffage dans les bâtiments et les infrastructures urbaines, l'ONUDI a lancé la deuxième phase d'un projet visant à développer des districts énergétiques dans 10 villes au maximum en 2019. Le projet rassemble les parties prenantes pour concevoir et déployer de nouvelles technologies et aide le Gouvernement à améliorer et à mettre en œuvre sa politique nationale et infranationale et ses cadres réglementaires.

Un projet pilote en Afrique du Sud, financé par l'Union européenne et exécuté en coopération avec le Partenariat pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et le Gouvernement sud-africain, a aidé deux municipalités à remplacer leurs infrastructures vieillissantes par des pompes et des systèmes de gestion de l'eau efficaces sur le plan énergétique. Ces municipalités ont ainsi pu réduire les coûts, distribuer l'eau plus efficacement et renforcer la surveillance du système. Les recommandations découlant de ce projet ont été présentées au Gouvernement sud-africain et seront initialement appliquées à l'échelle nationale, avec l'objectif de les étendre à un niveau régional.

Dans le cadre du programme de l'ONUDI sur la bioénergie, trois associations industrielles et centres de connaissances nationaux ont été créés en Afrique du Sud, au Cambodge et en République démocratique populaire lao pour promouvoir le secteur de la bioénergie. À la suite de cette initiative, plusieurs pays ont adopté des directives nationales et des normes technologiques pour capter le précieux biogaz et l'engrais produits par les déchets organiques.

L'ONUDI aide le Brésil à tirer parti des possibilités inexploitées offertes par la production de biogaz, tout en préservant l'environnement. Le projet financé par le FEM, qui est mis en œuvre avec le Ministère des sciences, de la technologie, des innovations et des communications, le Ministère de l'environnement, le Ministère de l'agriculture, le Ministère des mines et de l'énergie du Brésil, CIBiogas et Itaipu Binacional, a mobilisé

52 millions de dollars de cofinancement public et privé. En développant la chaîne de valeur du biogaz et en soutenant la conversion des déchets organiques en énergie et en carburant pour le transport, il contribue à réduire la dépendance aux combustibles fossiles et les émissions de gaz à effet de serre. Le projet appuie également des programmes de financement innovants et des outils d'évaluation pour améliorer l'environnement économique. Cette entreprise multipartite contribue également au développement de l'agro-industrie puisque, par exemple, une usine de biogaz dans la ville de Castro, au sud du pays, a la capacité de produire 1 MWh d'énergie et satisfait aux besoins d'une usine locale de transformation de la viande.

### Accélérer l'utilisation des technologies propres

Dans les pays en développement, les PME et les jeunes pousses peuvent jouer un rôle important en catalysant les technologies propres innovantes. Le Programme mondial d'innovation par les technologies propres de l'ONUDI aide à créer des écosystèmes d'innovation et d'entrepreneuriat, aidant ainsi les PME à développer et à commercialiser leurs idées.

Le Programme mondial d'innovation par les technologies propres conseille les Gouvernements arménien, indien, malaisien, marocain, pakistanais, sud-africain, thaïlandais, turc et ukrainien dans les domaines à fort impact en examinant régulièrement les politiques, les réglementations et les lignes directrices existantes. L'un des outils utilisés est l'index mondial d'innovation par les technologies propres (Global Cleantech Innovation Index), qui répertorie les capacités et le potentiel des pays. En 2019, les profils nationaux des huit pays partenaires ont permis d'identifier les lacunes et les domaines à renforcer.

Trois entreprises de technologies propres soutenues par le Programme mondial d'innovation par les technologies propres ont été sélectionnées dans le cadre des 100 solutions de l'initiative Mission Innovation pour leur contribution potentiellement élevée à la prévention des émissions de CO<sub>2</sub>, et présentées lors de la quatrième réunion ministérielle de l'initiative Mission Innovation à Vancouver (Canada). La Semaine des technologies propres de Vienne et le Forum du Programme mondial d'innovation par les technologies propres ont réuni des entrepreneurs, des décideurs politiques et des investisseurs d'Afrique du Sud, d'Autriche, de l'État de Palestine, du Kazakhstan, de

## PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

L'ONUDI aide les petits États insulaires en développement (PEID) à surmonter leurs faiblesses, telles que l'éloignement des grands marchés, une dépendance excessive vis-à-vis du commerce international et la fragilité de leur environnement, en mobilisant des connaissances, des compétences, des technologies et des financements. La nouvelle stratégie à l'égard des PEID pour 2019-2025 vise à rationaliser l'appui de l'ONUDI aux États Membres qui sont des PEID et à mettre en œuvre les engagements pris par l'Organisation dans le cadre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa). Dans le prolongement immédiat de l'adoption de la stratégie à l'égard des PEID par la Conférence générale, l'ONUDI a commencé à formuler un projet visant à soutenir la mise en œuvre de cette stratégie et de sa feuille de route. Le projet visera à faciliter les partenariats régionaux, les interventions pluridisciplinaires, l'amélioration des

flux de ressources et les approches innovantes de la couverture des PEID dans le contexte de l'évolution des Nations Unies vers des bureaux multipays.

En marge de l'examen à mi-parcours des Orientations de Samoa qui s'est tenu pendant la semaine de réunions de haut niveau en septembre à New York, l'ONUDI a organisé un événement de haut niveau avec l'initiative de l'énergie durable des PEID et le Bureau de la Haute Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement afin d'examiner les progrès réalisés dans la création et le fonctionnement du réseau de centres régionaux pour les énergies renouvelables pour les PEID. Cet exemple de meilleure pratique pour un partenariat authentique et durable des Orientations de Samoa joue un rôle clef dans l'accélération de la transformation énergétique et climatique dans les PEID. Plusieurs chefs de gouvernement ont participé à cette manifestation.

la République de Moldova et d'Ukraine pour partager des solutions et des compétences.

Afin d'accroître son accessibilité, le Programme mondial d'innovation par les technologies propres de l'ONUDI met particulièrement l'accent sur le soutien aux femmes innovatrices et entrepreneurs, en décernant des prix spécifiques et en apportant un appui de suivi aux jeunes pousses dirigées par des femmes dans certains pays. Il collabore également avec des organisations de jeunes pour les intéresser au domaine et améliorer l'employabilité des jeunes.

En 2019, une évaluation décennale du programme a documenté l'accélération de près de 1 000 PME. Le Programme mondial d'innovation par les technologies propres, qui se développe actuellement, aidera l'Afrique du Sud, le Cambodge, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Maroc, le Nigéria, la République de Moldova, la Turquie, l'Ukraine et l'Uruguay. Avec 20 millions de dollars du FEM et 140 millions de dollars de cofinancement des acteurs publics et privés, la version 2.0 du Programme mondial d'innovation par les technologies propres proposera une commercialisation avancée et une facilitation des investissements à certaines entreprises à fort impact.

### Intégrer les données relatives à l'eau, aux terres et à l'énergie pour améliorer la gestion des voies navigables

Pour planifier et développer l'infrastructure des solutions d'énergie propre, les décideurs publics ont besoin de

données sur l'eau, la terre, l'alimentation et le climat. Toutefois, ces données sont souvent collectées et analysées séparément. L'ONUDI a aidé à intégrer ces domaines dans un cadre d'interactions, qui donne une image plus globale et réduit les coûts mondiaux d'environ 40 % par rapport à des études distinctes.

En collaboration avec l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA), le projet « Solutions intégrées pour l'eau, l'énergie et la terre » a utilisé des modèles libres pour évaluer les vulnérabilités dans 275 grands bassins fluviaux à travers le monde. L'ONUDI encourage les solutions et les outils financièrement avantageux pour relever conjointement les défis de l'eau, de la terre et de l'énergie grâce à ce cadre type pour la prévision de scénarios et la cartographie des différentes conditions socioéconomiques et relatives au réchauffement climatique. Grâce à ces connaissances, les politiques, les investissements et le développement socioéconomique sont ciblés pour réduire les vulnérabilités.

Pour tester l'approche à l'échelle régionale, des modèles ont été appliqués au Zambèze et à l'Indus, deux grands bassins transfrontières confrontés à de multiples changements et défis environnementaux. Le bassin de l'Indus est une ressource clef partagée par 215 millions de personnes vivant le long de ses voies navigables en Afghanistan, en Chine, en Inde et au Pakistan. Il est soumis à des pressions grandissantes en raison de la croissance démographique et du développement économique rapides.

Le cours d'eau du Zambèze, où vivent environ 32 millions de personnes, est confronté à la concurrence de l'expansion de l'hydroélectricité et de nouveaux projets d'irrigation. La coopération entre les pays est essentielle pour assurer une approche intégrée et coordonnée du développement et ainsi réduire les conflits sur le partage de l'eau et la gestion des ressources.

Dans le cadre de ce projet, des valeurs de référence ont été définies pour planifier et améliorer la gestion des bassins. Des ateliers ont été organisés pour former les parties prenantes aux outils, et des commentaires ont été reçus sur le modèle et les scénarios produits. Les partenaires du projet s'emploient également à trouver des moyens d'utiliser le modèle dans d'autres applications.

Le renforcement des capacités concernant la recherche sur les interactions et la participation des parties





prenantes sont des éléments clés pour assurer la durabilité de cette approche. Les doctorants des pays riverains des voies navigables ont également reçu des bourses de recherche, et un outil en ligne a été développé, qui permet aux parties prenantes d'explorer les liens, les synergies et les arbitrages. Des dizaines d'articles de recherche ont été publiés et de nombreux ateliers de formation ont été organisés. Des forums ont également permis d'étudier différents scénarios et d'identifier des solutions politiques et des stratégies d'investissement.

## MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS MULTILATÉRAUX SUR L'ENVIRONNEMENT



Dans le cadre de l'action mondiale visant à contenir la dégradation anthropique de l'environnement, les pays ont approuvé des accords multilatéraux sur l'environnement forts et des objectifs connexes. L'ONUDI aide les pays en développement et les économies en transition, où se trouvent la majeure partie de la production industrielle mondiale et la dégradation de l'environnement qui en découle, à mettre en œuvre ces accords et à lutter contre les changements climatiques.

### Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

L'ONUDI est un organisme d'exécution de premier plan du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, établi en vue d'aider les pays en développement à remplir leurs obligations au titre du Protocole de Montréal et les objectifs d'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Dans le cadre du Protocole de Montréal, les pays ont achevé l'élimination des chlorofluorocarbones (CFC) et sont en



Analyse du taux de POP contenus dans un échantillon

train d'éliminer les hydrochlorofluorocarbones (HCFC). Depuis 1992, l'ONUDI a contribué à l'élimination de plus d'un tiers de ces substances dangereuses dans les pays en développement et aide les industries à remplacer les substances utilisées dans les procédés de fabrication et les produits par d'autres n'ayant pas d'incidence sur la couche d'ozone. Elle les aide également, par la formation, à assurer une gestion durable des gaz industriels en valorisant et en réutilisant les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, et à mettre en place les méthodes voulues pour l'installation et la maintenance des appareils de réfrigération et de climatisation.

Entré en vigueur en janvier 2019, l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal appelle à réduire l'utilisation des hydrofluorocarbones (HFC), qui sont principalement utilisés dans les secteurs des mousses, de la réfrigération et de la climatisation. Les HFC ont été conçus et utilisés à l'origine pour remplacer les CFC et les HCFC, mais ce sont de puissants gaz à effet de serre ayant un fort potentiel de réchauffement global. L'Amendement de Kigali vise à empêcher une augmentation de la température mondiale pouvant atteindre 0,4 °C d'ici à la fin du siècle.

L'ONUDI met en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC dans 68 pays, prépare 31 pays à la ratification de l'Amendement de Kigali et renforce les capacités institutionnelles dans 14 pays. En outre, elle exécute quatre projets d'investissement autonomes sur l'élimination des HFC dans les industries, avec pour objectif général de définir les surcoûts associés.

En 2019, 10 044 personnes ont été formées à l'entretien, à la maintenance et à l'installation des systèmes de réfrigération, et les réductions cumulées des émissions de CO<sub>2</sub> résultant des activités du Protocole de Montréal au cours de l'année ont atteint 42,3 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>.

### Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants

La Convention de Stockholm est entrée en vigueur en 2004 et a été ratifiée par 184 pays pour protéger la santé humaine et l'environnement contre les incidences néfastes des polluants organiques persistants (POP). Ces substances chimiques sont utilisées dans les processus industriels depuis des décennies dans tous les domaines, des pesticides aux automobiles. Elles sont très toxiques pour les êtres humains et les espèces sauvages et demeurent longtemps présentes dans l'environnement.

L'ONUDI est un organisme d'exécution de la Convention, qui aide les pays à adopter des cadres juridiques appropriés et encourage les industries à éliminer en toute sécurité ces produits chimiques toxiques et à mettre un terme à leur utilisation tout en leur proposant des solutions de remplacement sûres. À la mi-2019, l'ONUDI avait dirigé l'élimination ou l'arrêt de 11 668 tonnes de polychlorobiphényles (PCB), de pesticides et de dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT).

L'incinération a été le procédé standard de destruction des stocks de déchets de POP, mais l'ONUDI a ouvert le marché à l'utilisation de technologies autres que la combustion, permettant aux entreprises et aux pays de choisir la solution la plus appropriée et la plus pratique en fonction de leur inventaire. Les technologies autres que la combustion sont utilisées pour détruire les PCB, généralement présents dans les huiles de transformateur.

Au niveau des pays, l'ONUDI a aidé 69 pays à formuler ou à mettre à jour leurs plans nationaux de mise en œuvre de la Convention de Stockholm, y compris l'approbation de 231 politiques et réglementations environnementales. L'ONUDI fournit également une assistance aux industries pour réduire à un minimum les rejets de POP produits de façon non intentionnelle. À ce jour, environ 4 700 entreprises ont adopté les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques



Extraction d'or artisanale au Burkina Faso

environnementales pour améliorer l'efficacité des processus, réduisant ainsi ces rejets.

En Côte d'Ivoire, l'ONUDI aide à réduire les émissions de polybromodiphényléthers dans les produits électriques et électroniques, ainsi que dans les véhicules d'occasion des pays plus avancés. En Chine et en Turquie, l'hexabromocyclododécane utilisé dans l'industrie des mousses est progressivement éliminé, l'ONUDI aidant à tester des solutions de substitution appropriées et à développer des partenariats public-privé pour faciliter les investissements en capital du secteur privé dans l'adoption de solutions de remplacement.

L'ONUDI aide le Ghana à développer un cadre d'économie circulaire et des politiques pour le secteur des plastiques qui gèrent les déchets plastiques et réduisent la production de plastiques à usage unique en encourageant le secteur privé à utiliser des matériaux de substitution.

### Convention de Minamata sur le mercure

Le mercure est l'une des substances les plus toxiques au monde, particulièrement dangereuse pour les enfants ainsi que pour les femmes enceintes et allaitantes. L'ONUDI aide les pays en développement à remplir leurs obligations au titre de la Convention de Minamata sur le mercure en encourageant les pratiques d'économie circulaire dans l'utilisation du mercure et la

gestion de ses déchets. En 2019, l'ONUDI a réalisé 25 évaluations initiales en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, une première étape dans l'identification des lacunes et la définition des domaines prioritaires pour les interventions futures.

La Convention prévoit de réduire de moitié l'utilisation du mercure dans la production de monomère de chlorure de vinyle, une substance utilisée pour produire du polychlorure de vinyle (PVC) que l'on trouve dans les objets de la vie quotidienne comme les conduites d'eau, les bouteilles et les vêtements. En Chine, qui représente la moitié de l'utilisation mondiale de mercure pour le monomère de chlorure de vinyle, l'ONUDI travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement pour développer des solutions innovantes qui utilisent moins de mercure tout en éliminant le mercure usagé en toute sécurité, ce qui aura finalement un impact important au niveau mondial.

En parallèle, les politiques ont été actualisées pour intégrer les mesures relatives au mercure dans le cadre réglementaire national. Des catalyseurs à faible teneur en mercure et de nouvelles méthodes pour récupérer 90 % du mercure contenu dans les déchets de catalyseurs ont été testés avec succès dans les quatre plus grandes usines de PVC au charbon. En 2019, cinq entreprises supplémentaires ont été incluses, et 15 conversions sont prévues au total. Les sites contaminés ont également été recensés et un guide technique a été élaboré sur la manière de recycler

et d'éliminer le mercure, renforçant ainsi la durabilité de la gestion actuelle de ce déchet dangereux.

Grâce à ce projet, l'utilisation du mercure dans la production de monomère de chlorure de vinyle a été réduite de moitié, soit une réduction de 360 tonnes de mercure provenant de l'industrie. L'ONUDI vise en outre à développer des technologies sans mercure en réunissant des chercheurs et des représentants de l'industrie. Une formation spécifique à l'intention des femmes a été mise au point pour améliorer les capacités technologiques et leur offrir de nouvelles opportunités.

La Chine produit également environ 60 % du ciment mondial, un autre secteur industriel qui génère de grandes quantités de mercure. L'ONUDI réalise donc des estimations des valeurs de référence des émissions de mercure afin de contribuer au respect des nouvelles limites d'émission et d'accroître la capacité à mieux contrôler et à réduire les émissions de mercure. Les évaluations de faisabilité des nouvelles technologies visant à réduire le mercure dans la production de ciment ouvrent la voie à la diffusion et aux investissements futurs.

L'extraction d'or artisanale utilise du mercure et offre actuellement un moyen de subsistance à 12 à 15 millions de personnes. Dans le cadre d'une intervention régionale au Burkina Faso et au Sénégal, l'ONUDI a dispensé une formation et installé des centres de traitement sans mercure, et a aidé les Gouvernements à renforcer leurs cadres juridiques pour soutenir cette transition. Grâce au financement du FEM, un programme « planetGOLD » s'étend désormais à huit pays.

## RÉDUIRE LA POLLUTION GRÂCE À DES FOURNEAUX PROPRES : AIDER UNE INDUSTRIE NAISSANTE À RÉALISER SON POTENTIEL EN AFRIQUE

Environ trois milliards de personnes dépendent des combustibles à base de bois utilisés dans des fourneaux inefficaces, qui produisent jusqu'à 25 % des émissions totales de carbone noir, exposant ainsi les membres du ménage à une pollution de l'air intérieur qui contribue à plusieurs millions de décès prématurés chaque année. Outre les conséquences sur la santé, les familles qui peinent à satisfaire leurs besoins de base peuvent dépenser jusqu'à un tiers de leur revenu pour acheter le combustible qui leur permettra de cuisiner leurs repas quotidiens.

Le temps considérable passé par les femmes et les enfants au sein du foyer les rend souvent particulièrement sensibles aux effets de l'énergie domestique sur la santé. Lorsque les femmes et les filles sont chargées de ramasser le combustible de cuisson, elles sont également vulnérables à la violence sexiste pendant la collecte et le transport. Les femmes et les enfants passent également jusqu'à 20 heures par semaine à ramasser du bois, et jusqu'à quatre heures par jour à cuisiner, temps qui pourrait être consacré à l'éducation, à gagner de l'argent ou à répondre à d'autres besoins.



Il est donc urgent de fournir des combustibles et des solutions technologiques propres et abordables à grande échelle. Par le passé, les efforts se sont surtout concentrés sur les fourneaux améliorés qui utilisent des combustibles traditionnels, comme la biomasse ligneuse, dont la combustion n'est pas propre. De même, la faiblesse des politiques en faveur d'une cuisson propre et la faible sensibilisation des consommateurs aux avantages des options de cuisson propre ont entravé la mise en place de solides industries endogènes de fourneaux propres.

Face à cette situation, l'ONUDI cherche à modifier l'industrie des fourneaux de cuisine grâce à un projet qui soutient l'utilisation de fourneaux alimentés à l'éthanol dont la combustion est propre. Un projet pilote mené dans 150 ménages de Zanzibar (République-Unie de Tanzanie) en 2015, a connu un tel succès qu'il a été étendu, par le biais d'une entreprise privée, à 1 500 ménages à partir de 2019, permettant à chaque famille d'économiser en moyenne 20 à 25 dollars par mois.

L'ONUDI étend maintenant le projet pilote à 500 000 ménages en République-Unie de Tanzanie. Financé par le FEM, ce projet de cinq ans, qui a débuté en 2018, réunit un large éventail de partenaires pour mettre à jour les réglementations et élaborer de nouvelles politiques, y compris les normes de fabrication des fourneaux. Il contribue également à la mise en place de programmes de financement comprenant un mécanisme social en faveur des cuisinières propres et un mécanisme de garantie du secteur privé qui peuvent ouvrir un nouveau marché pour la production d'éthanol et la fabrication de fourneaux.

Dans le but d'aider 500 000 ménages à adopter des fourneaux alimentés à l'éthanol, le mécanisme social en faveur d'une cuisson propre fournit un cadre propice au marché pour démontrer les économies que les ménages peuvent réaliser en adoptant des combustibles propres, outre les améliorations apportées à leur vie quotidienne en réduisant à un minimum la nécessité de ramasser du bois de feu. Le mécanisme de garantie du secteur privé travaille avec des partenaires financiers et des donateurs pour aider les entreprises privées à accéder au financement, et 4 millions d'euros sont déjà approuvés par l'Union européenne.

En collaboration avec la Tanzania Private Sector Foundation, l'ONUDI a pu réunir un large éventail de parties prenantes, notamment les industries du sucre, du sisal et de la noix de cajou,





dont les flux de déchets peuvent être utilisés pour produire de l'éthanol, en collaboration avec des microdistilleries.

Un distributeur local, choisi à l'issue d'un appel d'offres, a mis en place une usine d'embouteillage d'éthanol et une chaîne de montage de fourneaux, et a également entrepris le recrutement et la formation de nouveaux salariés et d'ouvriers à la chaîne.

Les fourneaux, qui sont actuellement fabriqués à Durban (Afrique du Sud), assemblés à Dar-es-Salaam (République-Unie de Tanzanie), et vendus à des prix subventionnés, seront finalement produits en République-Unie de Tanzanie, ce qui offrira de nouvelles perspectives économiques. En assurant la conversion dans 500 000 ménages dont la demande annuelle est estimée à 90 millions de litres d'éthanol, les producteurs locaux peuvent investir en toute confiance dans leurs usines et conclure des accords avec les distributeurs de combustible, sans avoir à créer eux mêmes le marché.

Les données sanitaires seront collectées par les instituts nationaux, qui surveilleront également les impacts liés à l'environnement, en collaboration avec l'entité partenaire Énergie durable pour tous. Cette expérience alimentera directement le programme mondial à impact pour une cuisson propre, dans le cadre duquel cette approche sera étendue à 20 pays à fort impact



en Afrique ainsi qu'en Asie et dans le Pacifique, afin de toucher 10 millions de ménages et près de 40 millions de personnes n'ayant pas accès à des combustibles de cuisson propres.

L'approche multidimensionnelle du programme est un excellent exemple de la manière d'appuyer les objectifs de la troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA III), de l'Accord de Paris, du Programme d'action de Genève pour lutter contre la pollution de l'air et du Programme 2030. Ces programmes contribuent à la réalisation d'une industrie à faible intensité de carbone, inclusive et durable, en ouvrant de nouvelles perspectives aux petites entreprises et en soutenant les économies des pays à faible revenu.

En brûlant de façon plus propre, ces nouveaux fourneaux créent un foyer et une planète plus sains. Le mécanisme de financement et l'appui à la formation permettent à ce secteur de se développer durablement.







# 6

## PERSPECTIVES RÉGIONALES

L'ONUDI s'acquitte de sa mission dans le monde entier à l'aide d'une palette complète de services, qu'elle adapte aux besoins de ses États Membres. Il peut s'agir de transformation structurelle, de création d'emplois, de gestion de l'environnement ou de mise à niveau d'industries, selon les problèmes du pays ou de la région concernés. L'interconnexion étant essentielle, l'ONUDI encourage et soutient la coopération intra- et interrégionale, en accordant une attention particulière aux pays les moins avancés, qui connaissent certaines des plus grandes difficultés de développement. Elle met également l'accent sur d'autres aspects importants : le renforcement de la compétitivité industrielle et du commerce, le développement du secteur privé et d'autres questions qui touchent particulièrement les pays à revenu intermédiaire et les pays en transition. En étroite collaboration avec les gouvernements, les partenaires de développement, le secteur privé et d'autres institutions, elle fournit une coopération technique, aide à renforcer les capacités et dispense des avis et des analyses.





🚩 45 États Membres de l'ONUDI

🏠 29 PMA 6 PEID 22 PRI

📍 Présence locale de l'ONUDI dans 19 pays, dont des centres régionaux et un bureau régional en Afrique du Sud, en Éthiopie et au Nigéria

📁 11 programmes de pays (2019)

🔗 PCP pour l'Éthiopie et le Sénégal (en cours), ainsi que pour la Côte d'Ivoire, le Rwanda et la Zambie (début de programmation)

📄 Coopération technique (2019) 45,7 millions de dollars

22,40 6,99 12,87 1,16 2,23

■ États Membres ■ UE ■ FEM ■ Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal ■ Autres

🌐 Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable actuels (total) 29  
Nouveaux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable signés en 2019 : République démocratique du Congo (2020-2024), Mali (2020-2024), Sierra Leone (2020-2024)

## AFRIQUE

Les performances économiques du continent continuent de s'améliorer, l'Afrique de l'Est, qui a connu des taux de croissance économique de 5 % à 8 % en 2019, restant la région la plus dynamique. En Afrique de l'Ouest, la croissance continue de se redresser après la forte contraction survenue en 2015 et 2016. Le Nigéria, première économie africaine et premier exportateur de pétrole, s'est remis progressivement de la récession de 2016, aidé par le rebond des prix du pétrole. La croissance en Afrique centrale se redresse également, mais reste inférieure à la moyenne de l'Afrique dans son ensemble. Celle de l'Afrique australe, modérée, est inférieure à celle des autres régions, en raison de la stagnation économique en Afrique du Sud et de la faiblesse des prix des matières premières. Pour entretenir cette dynamique et maintenir un niveau minimum de 7 % de croissance dans la région, il faut entreprendre de nouvelles politiques et des changements structurels afin de créer des économies plus diversifiées qui permettent d'accroître la productivité et d'offrir des emplois et des compétences à une population en croissance rapide, en particulier aux citoyens pauvres, aux femmes et aux jeunes, souvent marginalisés.

## L'ONUDI à pied d'œuvre en Afrique

Ces problèmes sont traités dans le cadre de la troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA III). L'ONUDI, qui fournit une assistance technique dans le cadre de programmes de pays et de PCP et collabore étroitement avec les communautés économiques régionales pour formuler et exécuter des stratégies visant à mettre en place des parcs industriels, des zones économiques spéciales et des capacités commerciales, est le principal organisme de mise en œuvre.

En supprimant les droits de douane, la nouvelle zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), devenue opérationnelle en 2019, vise à créer un marché continental qui permettra aux entreprises de bénéficier d'économies d'échelle. Le commerce intra-africain devrait augmenter de 15 % à 25 %, stimulant ainsi l'emploi et la croissance du PIB. Dans une déclaration commune prononcée lors d'un événement organisé par la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de l'ONU et l'ONUDI à l'occasion du trentième anniversaire de la « Journée de l'industrialisation de l'Afrique » en 2019, les dirigeants



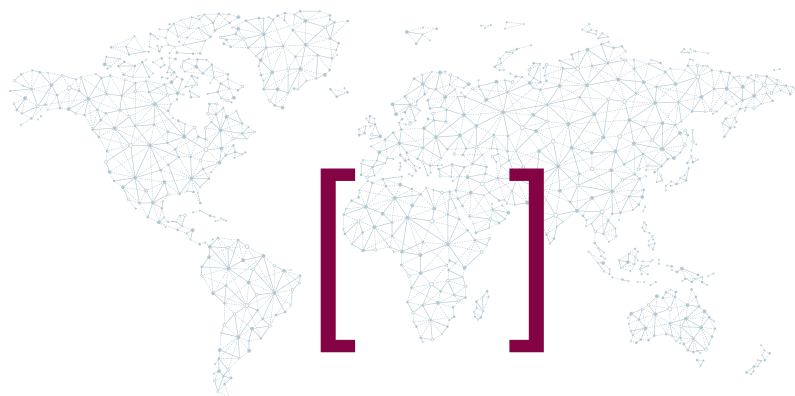
de ces organisations ont appelé à la suppression des rigidités qui pèsent sur l'offre et des goulets d'étranglement infrastructurels de manière à réduire les coûts de production et les frais d'exploitation d'un pays à l'autre. Lors de la septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7), tenue à Yokohama (Japon), le Directeur général LI Yong a également fait la promotion de la ZLECAf et de la nécessité d'une transformation structurelle et d'une diversification économique sur le continent.

En Éthiopie, pays qui s'efforce de faire passer son économie du stade agricole au stade industriel, le PCP a contribué à la création de quatre parcs agro-industriels intégrés pilotes qui devraient attirer les investissements nationaux et étrangers. Au Sénégal, le PCP est venu soutenir la création du premier parc industriel intégré grâce à l'établissement d'un plan directeur, d'un modèle d'activité et d'un ensemble de mesures incitatives et à la mise au point des derniers aspects juridiques, réglementaires et institutionnels liés à la gestion et à l'administration du parc. Plus de 1 000 emplois ont été créés à ce jour. L'ONUDI a également mobilisé des partenaires pour lancer des études complètes de faisabilité en vue de la création de trois agropoles régionales dans le nord, le centre et le sud du Sénégal, qui peuvent attirer des investissements supplémentaires en générant des revenus et en créant des emplois.

De nouveaux PCP en Côte d'Ivoire, au Rwanda et en Zambie sont actuellement en cours d'élaboration.

En 2019, l'ONUDI a entrepris deux nouveaux programmes de pays au Ghana et à Madagascar, afin d'y stimuler le développement industriel, le commerce et la compétitivité des exportations. Celui du Ghana met ses activités de coopération technique en adéquation avec la stratégie nationale de développement en vue d'une industrialisation accrue qui englobe les programmes « Le Ghana au-delà de l'aide » et « Un district, une usine ». À Madagascar, la stratégie du programme de pays consiste à renforcer les institutions et l'administration pour qu'elles soutiennent la concurrence, innovent et investissent. Une zone agro-industrielle et agroalimentaire est en cours de création, des parcs industriels sont prévus, et des projets d'énergie renouvelable et de protection de l'environnement sont mis sur pied.

Conformément à la réforme du système des Nations Unies pour le développement, tous les programmes de pays et PCP sont désormais en cohérence avec le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable afin d'aider les pays à répondre à leurs priorités nationales.





🚩 20 États Membres de l'ONUDI

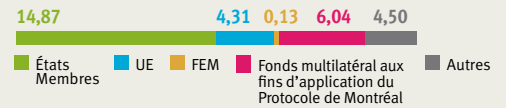
🏠 4 PMA 1 PEID 10 PRI

📍 Présence locale de l'ONUDI dans 8 pays, dont un ITPO et un centre régional en **Égypte**

📁 1 programme de pays (2019)

🔗 Des PCP pour l'**Égypte** (début de programmation) et le **Maroc**

📄 Coopération technique (2019) **29,8 millions de dollars**



🌐 Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable actuels (total) **8**

## PAYS ARABES

La région des pays arabes présente une grande diversité sur le plan économique, du fait qu'elle accueille certains des pays les plus riches et les plus compétitifs au monde, principalement dans la sous-région du Conseil de coopération du Golfe, ainsi que des pays touchés par des migrations, des conflits et des crises humanitaires. Cependant, les disparités sociales et économiques contribuent à sa fragilité et pèsent sur sa compétitivité industrielle, quel que soit le lieu. La région connaît aussi de fortes disparités en ce qui concerne le chômage des jeunes, qui varie entre moins 1 % et 37 %, selon les conditions sociales et économiques des pays. Il sera essentiel d'exploiter le potentiel productif de toute cette jeunesse pour assurer la prospérité dans la région.

### L'ONUDI à pied d'œuvre dans les pays arabes

L'ONUDI a élaboré une stratégie régionale pour les pays arabes afin d'y accroître la compétitivité industrielle et l'emploi. Elle se concentre sur le développement et l'expansion des MPME, source potentielle d'emploi pour des groupes auparavant exclus comme les jeunes et les femmes, sur les agro-industries et les énergies renouvelables ainsi que sur l'efficacité énergétique.

En collaboration avec l'ensemble du système des Nations Unies, l'ONUDI a fourni des données sur les cibles associées aux objectifs de développement durable et contribué au *Rapport arabe sur le développement durable 2019*, principalement au titre de l'objectif 9, en ce qui concerne l'investissement industriel dans les infrastructures et l'innovation. En Somalie, elle met en œuvre le « Programme conjoint des Nations Unies sur l'emploi des jeunes » afin de permettre à des jeunes et à des femmes sous-qualifiés et sous-employés d'acquérir de meilleures compétences professionnelles techniques. Elle apporte des contributions substantielles aux groupes de travail prioritaires des Nations Unies sur les changements climatiques et sur la relance de l'économie pour tous en Iraq.

Deux PCP destinés à mobiliser des partenaires et des ressources sont en cours dans la région. Au Maroc, l'ONUDI négocie avec des donateurs internationaux et bilatéraux pour compléter les ressources fournies par les pouvoirs publics et coordonne son action avec la BAFD pour aider les zones industrielles. En Égypte, l'ONUDI a étudié, en étroite collaboration avec les autorités et d'autres organismes des Nations Unies, les principaux moyens de définir les composantes du PCP. L'organe national de coordination du PCP, présidé par le Chef de Cabinet du Premier Ministre et comprenant des

représentants de haut niveau de tous les ministères et autorités concernés, a participé aux discussions.

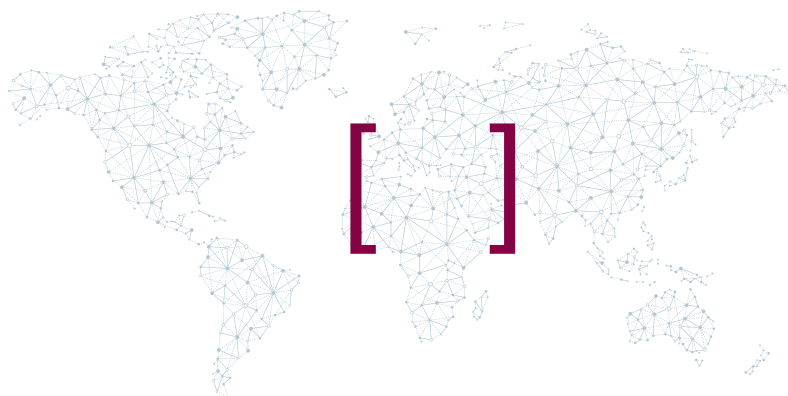
En outre, l'ONUDI exécute actuellement un programme de pays au Liban, qui vise à renforcer l'autonomisation des femmes sur le plan économique et à accroître la compétitivité des producteurs d'huile d'olive et de savon. Ce programme, qui a été prorogé jusqu'en 2020, comprend 12 projets d'assistance technique en cours et sept projets régionaux pour un montant de 14 millions de dollars.

Un programme de pays concernant le Koweït est en cours d'élaboration, l'objectif principal étant la formulation de la stratégie industrielle nationale à l'horizon 2035. Cette initiative s'inscrit dans la nouvelle vision du pays (New Kuwait Vision), qui vise à assurer la croissance et la diversification économiques, à transformer les ressources nationales en richesses durables et à créer des emplois adaptés pour les jeunes Koweïtiens. Un document d'orientation et un plan d'action sont en cours d'élaboration en partenariat avec des acteurs des secteurs privé et public.

### Création de nouvelles industries et de nouveaux emplois grâce au regroupement d'entreprises

Les pays du sud du bassin de la Méditerranée dépendent des micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) pour créer les emplois dont ils ont grand besoin. Financé par l'Union européenne et le Gouvernement italien, un projet de l'ONUDI d'une durée de cinq ans et demi, qui visait à améliorer la compétitivité de cette région et à y instaurer une croissance durable, s'est récemment achevé.

Des industries de la création se sont regroupées, grâce à quoi elles ont pu mettre en commun leurs ressources et créer conjointement des marques. L'ONUDI a conseillé les pouvoirs publics sur la politique à suivre et a formé 382 PME regroupées en 13 pôles comprenant des concepteurs, des artisans et des étudiants en beaux-arts. L'Égypte et la Tunisie ont ainsi pu mettre sur pied de nouvelles politiques pour soutenir les industries de la création et des groupes d'artisans. Deux nouveaux programmes d'enseignement ont été élaborés : un master en design et innovation à l'Université Constantine 1 (Algérie), et un master en céramique à l'Institut supérieur des beaux-arts de Nabeul (Tunisie). La moitié des étudiants avaient moins de 35 ans, et le pourcentage de femmes dans le projet est passé de 25 % à 40 %, ce qui a permis à des groupes qui en étaient auparavant exclus d'accéder au marché de l'emploi. La formation a été intégrée dans la chaîne de production des PME, ce qui a permis de créer plus de 300 nouveaux produits par an et 65 nouvelles marques et stratégies d'image. Le chiffre d'affaires a augmenté de plus d'un million d'euros, les pôles renforçant la collaboration entre les PME dans une perspective à long terme.







🚩 32 États Membres de l'ONUDI

🏠 11 PMA 11 PEID 27 PRI

📍 Présence locale de l'ONUDI dans 14 pays, dont des ITPO, un centre régional et des bureaux régionaux en **Chine**, en **Inde** et en **Thaïlande**

📁 10 programmes de pays (2019)

🔗 PCP pour le **Cambodge**

📄 Coopération technique (2019) **37,6 millions de dollars**

14,03 5,91 13,24 3,64 0,80

■ États Membres ■ UE ■ FEM ■ Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal ■ Autres

🌐 Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable actuels (total) **18**  
Nouveaux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable signés en 2019 : **Bhoutan** (2019-2023) et **Philippines** (2019-2023)

## ASIE ET PACIFIQUE

La région Asie et Pacifique a connu une croissance économique régulière de 5 % en moyenne au cours des cinq dernières années, en partie grâce à la solidité des pays à revenu intermédiaire (PRI), qui représentent 77 % de la population de la région et plus de 50 % de son PIB. Cependant, la prospérité à long terme est mise à mal par l'urbanisation rapide, les changements climatiques, l'épuisement des ressources naturelles et le manque de sources d'énergie durable et de compétitivité. Quatre pays de la région, à savoir l'Afghanistan, le Bhoutan, le Népal et la République démocratique populaire lao, sont également des pays en développement enclavés, ce qui les empêche de tirer pleinement parti des échanges internationaux et des chaînes de valeur mondiales.

### L'ONUDI à pied d'œuvre en Asie et dans le Pacifique

La stratégie régionale de l'ONUDI en Asie et dans le Pacifique pour 2019-2021 privilégie les partenariats visant à améliorer la qualité des emplois offerts et l'économie verte, à relever les défis liés à l'eau, à l'énergie et au climat, à améliorer les infrastructures en milieu urbain et à accroître la consommation et la production durables.

L'ONUDI vient en aide à la région grâce à de nombreux projets régionaux et à 150 projets exécutés dans 21 pays. En 2019, elle a signé de nouveaux accords en vue de programmes de pays avec l'Inde, le Pakistan et les Philippines, ce qui porte à 10 le nombre de tels programmes en cours dans la région.

En mettant à profit des événements tels que le trente-cinquième Sommet des pays de l'ASEAN, l'ONUDI a encouragé le commerce et l'investissement dans l'économie circulaire et le modèle de développement durable des villes industrielles. Grâce à un partenariat noué avec le corridor économique oriental de Thaïlande, de nouveaux réseaux régionaux d'acteurs publics et privés ont pu contribuer à la stratégie 4.0 de 20 ans mise au point par ce pays pour accroître l'innovation et transformer sa production industrielle. À la suite de la dernière conférence « Bridge for Cities » organisée par l'ONUDI, 15 maires de villes ont manifesté leur intention de travailler avec l'ONUDI pour promouvoir des « villes intelligentes », des pôles d'innovation urbaine et des économies circulaires en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

Dans toute la région, des représentants de l'ONUDI dirigent ou codirigent neuf groupes thématiques des Nations Unies qui soutiennent l'approche coordonnée



adoptée par ces dernières pour relever les principaux défis. Ainsi, l'ONUDI préside le Groupe Planète en Thaïlande et le Groupe de travail sur les plastiques dans le cadre du Groupe sur les changements climatiques et l'environnement au Viet Nam.

En Chine, l'ONUDI est à la tête des travaux du système des Nations Unies visant à améliorer la capacité industrielle dans deux comtés pauvres, Chengbu dans la province du Hunan et Quannan dans la province du Jiangxi, afin d'aider le pays à respecter l'échéance de 2020 fixée pour l'éradication de la pauvreté. Elle y a introduit de nouvelles techniques de transformation du bambou et pratiques de production laitière et de sécurité sanitaire des aliments. Elle a également aidé des minorités locales du peuple miao, plus particulièrement les femmes, à améliorer leurs produits artisanaux traditionnels et a facilité leur accès au marché grâce au développement du commerce électronique.

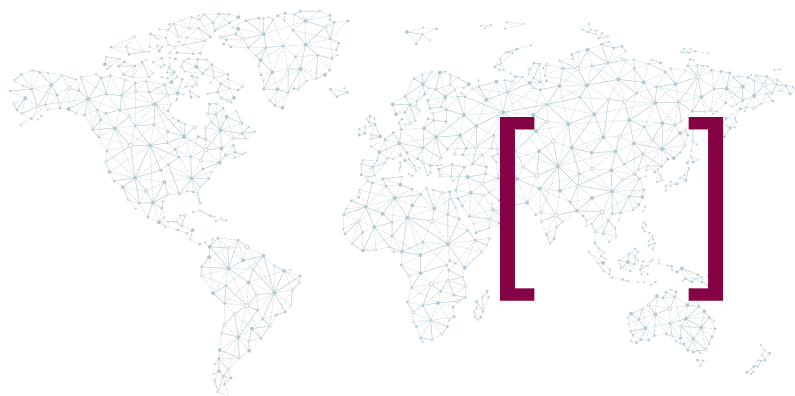
L'ONUDI a exécuté un programme de pays au Cambodge qui est le premier de la région à s'être transformé en un PCP complet. De nouveaux outils de suivi de l'impact ayant été mis au point, elle a formé l'administration centrale au suivi des activités de développement menées par les administrations locales, le secteur privé et des partenaires internationaux du développement. Elle a également aidé le Gouvernement cambodgien à préparer et à présenter son examen national volontaire lors de la session de 2019 du forum politique de haut niveau qui s'est déroulée à New York.

## Réduire les coûts énergétiques et créer de nouvelles industries de transformation

Les pays et territoires insulaires du Pacifique sont touchés par les mêmes problèmes dus aux changements climatiques, à la pénurie de ressources naturelles et à la dépendance aux importations de combustibles fossiles, qui engendrent des coûts énergétiques élevés. Le Centre du Pacifique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, établi aux Tonga en 2017, contribue à améliorer l'accès à des services énergétiques modernes, fiables et abordables, adaptés à l'environnement et aux facteurs sociaux locaux. Intégré à un réseau mondial de centres régionaux, il favorise l'échange de connaissances sur les outils et les méthodologies permettant de promouvoir les économies d'échelle et l'avènement de marchés intégrés et inclusifs.

Actuellement dans la première phase des opérations, l'ONUDI aide le Centre à mettre en place dans la région du Pacifique des solutions de mobilité en ligne qui offrent la possibilité de transformer la vie des îles en réduisant les importations de combustibles fossiles, les frais de transport, la pollution atmosphérique et sonore et les émissions de gaz à effet de serre.

Dans le cadre du Programme mondial d'innovation par les technologies propres financé par le FEM, elle associe les parties prenantes à l'élaboration d'une politique régionale de mobilité en ligne qui développera la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et le stockage de l'électricité. Une formation aide les entrepreneurs, les fabricants et les groupes mal desservis à tirer parti de ces marchés et de ces emplois en plein essor.





🚩 40 États Membres de l'ONUDI

🏠 19 PRI

📍 Présence locale de l'ONUDI dans 9 pays, dont des ITPO, des bureaux de liaison et son siège en **Autriche**

📁 2 programmes de pays (2019)

🔗 PCP pour le **Kirghizistan** (en cours d'élaboration)

📄 Coopération technique (2019) **5,5 millions de dollars**

1,50 1,75 0,07 2,03 0,10

■ États Membres ■ UE ■ FEM ■ Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal ■ Autres

🌐 Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable actuels (total) **15**

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

La majorité des États Membres de cette région sont des pays à revenu élevé et intermédiaire évoluant dans des contextes géographiques, économiques, sociaux et démographiques variés. Les changements climatiques, les technologies de transformation et la numérisation, les migrations et le vieillissement des populations sont des défis cruciaux à relever pour certains, tandis que d'autres sont aux prises avec les problèmes de la fuite des cerveaux, de l'obsolescence et du manque de compétitivité des techniques de production, du dépeuplement des zones rurales et de la pénurie de travailleurs qualifiés.

### L'ONUDI à pied d'œuvre en Europe et en Asie centrale

Les travaux de l'ONUDI dans la région visent à assurer un équilibre entre le progrès économique et social découlant des transformations industrielles et la durabilité environnementale, tout en tirant parti des nouvelles possibilités associées à la quatrième révolution industrielle.

Pour répondre aux mutations du contexte de la coopération au service du développement dans la région et promouvoir le modèle des partenariats multipartites, l'ONUDI continue de resserrer ses liens avec de nouveaux donateurs dans la région. Les projets qu'elle mène dans

la région ont essentiellement pour thèmes la technologie et l'innovation, une production plus économe en ressources et à faible émission de carbone, l'accès à une énergie propre, le respect de l'environnement et l'économie circulaire, l'agrobusiness et la mise en place de groupements et de chaînes de valeur.

L'ONUDI travaille également en synergie avec l'ensemble du système des Nations Unies pour aider 11 pays de la région à lancer un nouveau cycle de plans-cadres de coopération. Au niveau national, elle a aidé le Kirghizistan à élaborer sa stratégie nationale de développement industriel durable pour 2019-2023 et son plan d'action complémentaire, que le Gouvernement a adopté en 2019. Cette stratégie sert d'orientation pour l'élaboration du PCP dans le pays.

L'ONUDI met en œuvre des programmes de pays au Monténégro et en République de Moldova, ce dernier ayant été lancé lors d'une réunion de haut niveau tenue à Chisinau, en mai 2019. La première année, les donateurs ont conçu et approuvé un projet sur les innovations en matière de technologies propres et sur un programme d'entrepreneuriat pour les PME. Celui pour le Monténégro est entré dans sa deuxième année de mise en œuvre marquée par une intensification des activités de collecte de fonds. Un projet de programme de pays pour l'Albanie axé sur la transformation industrielle dans des secteurs prioritaires a été finalisé et devrait être signé en 2020.

### Priorité à l'industrie verte

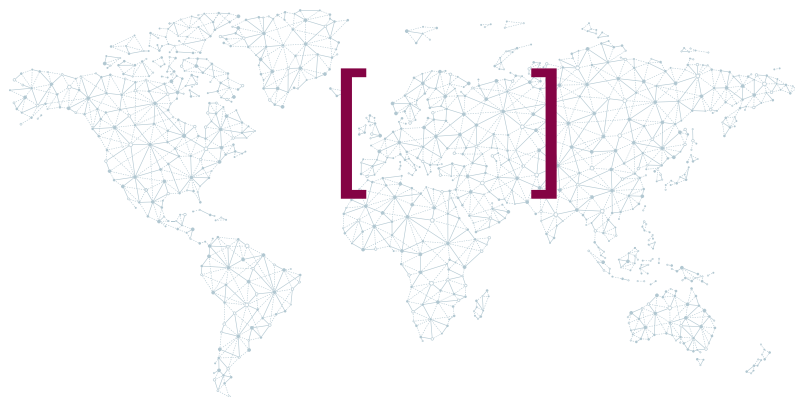
L'une des principales lignes d'action de l'Organisation dans la région est d'aider les industries à améliorer leur résilience face aux changements climatiques, et notamment à appliquer les principes de l'économie circulaire et de l'industrie verte, et surtout les nouvelles pratiques de production et de consommation qui tiennent compte des effets produits à l'échelle du système. Sur cette base, l'ONUDI coopère de plus en plus étroitement avec les gouvernements et les institutions pour élaborer les politiques et les stratégies voulues afin de mettre en place un cadre écologiquement viable qui s'inscrive dans la durée.

Financé par l'Union européenne et mis en œuvre par cinq organisations, le projet EU4Environment a été lancé en 2019 en Arménie, en Azerbaïdjan, au Bélarus, en Géorgie, en République de Moldova et en Ukraine. Forte des réalisations de son programme précédent, au cours duquel 350 PME participantes ont démontré l'efficacité de la production propre et économe en ressources qu'elle préconise, l'ONUDI continue à soutenir le renforcement des capacités nationales pour permettre aux PME d'adopter des pratiques de production plus écologiques tout en appliquant les principes de l'économie circulaire.

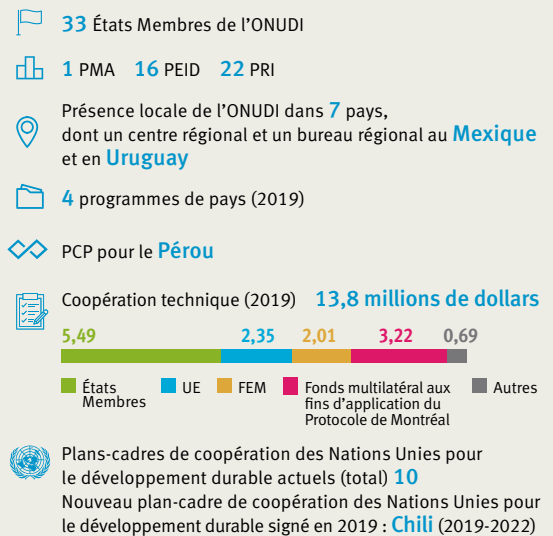
### Promotion de l'autonomisation économique des femmes

Avec l'aide financière de la Fédération de Russie, l'ONUDI met en œuvre depuis 2018 un projet visant à promouvoir l'autonomisation des femmes dans la vie économique de la région et au-delà, essentiellement grâce à l'échange des connaissances, à la création de partenariats et au renforcement des capacités. Elle a facilité l'implantation d'un solide réseau interrégional de parties prenantes représentant les gouvernements, le secteur privé et les organisations de la société civile. Dans le cadre de ce projet, elle s'est engagée aux côtés d'éminents défenseurs de l'autonomisation économique des femmes du monde entier lors de la vingt-troisième édition du Forum économique international de Saint-Petersbourg et de l'édition 2019 du Sommet mondial sur l'industrie manufacturière et l'industrialisation.

En 2019, l'ONUDI a commencé à mettre au point un cours de formation en ligne pour aider les femmes entrepreneurs à améliorer leurs connaissances et leurs compétences dans le domaine des technologies numériques modernes, pour qu'elles puissent bénéficier directement des débouchés offerts par le marché.







## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

L'incidence de la pauvreté et du chômage a diminué dans la région, mais d'importants problèmes subsistent. La région est la plus inégalitaire du monde, et l'État plurinational de Bolivie, le Chili, l'Équateur, le Pérou et la République bolivarienne du Venezuela connaissent l'incertitude politique et des troubles sociaux. Ces facteurs, combinés à de faibles performances en matière de productivité, pourraient avoir des effets négatifs sur la stabilité sociale ainsi que sur la croissance du PIB à l'avenir.

### L'ONUDI à pied d'œuvre en Amérique latine et dans les Caraïbes

L'ONUDI s'emploie à accroître la compétitivité économique et à préserver l'environnement. En renforçant et en diversifiant les chaînes de valeur régionales et en mettant en place des mécanismes de coopération régionale, elle contribue aux mesures prises par la région pour réduire les inégalités et promouvoir le travail décent et l'innovation.

En 2019, l'ONUDI et le Système d'intégration de l'Amérique centrale ont inauguré le Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en El Salvador. Ce centre fait partie d'un grand réseau qui

visé à accélérer la transformation énergétique et climatique en créant des économies d'échelle, en instituant un développement équitable et en faisant en sorte que tous les pays bénéficient des retombées. En outre, l'ONUDI offre la possibilité d'échanger des informations à l'échelle régionale par l'intermédiaire de la banque du savoir industriel, plateforme permettant à tout un ensemble d'acteurs de diffuser et de partager efficacement les connaissances. Cet espace opérationnel commun a favorisé la création de réseaux et d'alliances stratégiques en vue d'une participation à des initiatives conformes à l'objectif de développement durable n° 9 et au Programme 2030.

Au niveau national, l'ONUDI soutient la création de zones et de parcs industriels dans plusieurs pays, en stimulant la capacité et la productivité industrielles et en créant des emplois. Le PCP mené au Pérou aide le Ministère de la production à élaborer sa Stratégie nationale pour le développement des parcs industriels et met en œuvre un projet financé par le FEM qui tend à instituer des zones industrielles durables dans le pays. Un projet mené à Cuba propose une formation approfondie qui vise à renforcer la capacité d'élaborer des stratégies de croissance industrielle, d'appliquer de nouvelles pratiques et d'en contrôler l'efficacité.



Pour renforcer les capacités du Ministère de l'économie de El Salvador à mettre en œuvre la politique nationale de promotion, de diversification et de transformation de la production, l'ONUDI aide à élaborer des stratégies et à créer un centre de l'innovation et du développement technologique. Sont aussi mis en place des systèmes destinés à réduire la pollution et à consolider les marchés dans l'État plurinational de Bolivie et à accroître le potentiel d'exportation de la République bolivarienne du Venezuela grâce à l'intégration de sept chaînes de valeur agricoles : maïs blanc et jaune, haricot commun et autres haricots, riz, canne à sucre, soja, café et cacao.

### Amélioration de la productivité et de la compétitivité de la chaîne de valeur des crevettes grâce à la coopération régionale

La pénéculture représente une importante source de revenus pour la Colombie, Cuba, l'Équateur, le Mexique, le Nicaragua et la République dominicaine. Pour en exploiter pleinement le potentiel, l'ONUDI s'est employée à améliorer la productivité, la compétitivité et le respect des normes internationales applicables en matière de qualité et d'environnement.

Le projet de cinq ans mené à cette fin s'est achevé avec succès en 2019. L'ONUDI a rassemblé divers acteurs intervenant dans les chaînes de valeur de l'aquaculture pour qu'ils puissent échanger des données d'expérience sur les meilleurs moyens de mettre en place une structure et une stratégie d'entreprise, les techniques d'élevage, les infrastructures de qualité, l'utilisation rationnelle des systèmes et des ressources et les méthodes de production propre. Ces informations ont été intégrées dans des outils employés dans divers domaines : commercialisation,

cadres réglementaires, technologie, financement et utilisation rationnelle des ressources. Le projet a bénéficié aux petits pénéculteurs, aux entreprises d'élevage de crevettes, aux fournisseurs d'intrants et d'aliments pour animaux, aux entreprises de transformation, aux transporteurs et aux négociants. Il a favorisé les effets de synergie et les partenariats entre les institutions publiques, privées, de recherche et de développement et a resserré les liens des entreprises locales avec les marchés nationaux, régionaux et mondiaux.

Grâce à ce projet, à Cuba, la production totale de crevettes s'est accrue de 76 %, la consommation d'eau a diminué de 30 % et les salaires des ouvriers et des techniciens des entreprises participantes ont augmenté jusqu'à 90 %. En République dominicaine, la production postlarvaire de crevettes devrait quadrupler. En Colombie, 14 petites et moyennes fermes d'élevage en bassins ont été réactivées et la production de crevettes a bondi, passant de 100 à 450 kilogrammes par hectare. Au Nicaragua, l'ONUDI et ses partenaires de développement ont mis en place une infrastructure de qualité, formé le personnel aux bonnes pratiques de laboratoire et validé des protocoles pour identifier les virus s'attaquant aux crevettes. En Équateur, la production a augmenté de 5 % et des systèmes photovoltaïques ont été installés pour réduire les coûts énergétiques. Au Mexique, la consommation d'eau a été réduite de 40 %, la productivité a doublé et l'emploi des femmes dans les entreprises participantes a augmenté de 70 %. À l'issue de la première phase du projet qui a été financée par le Fonds d'affectation spéciale pour l'Amérique latine et les Caraïbes et le Fonds de l'OPEP pour le développement international, une deuxième débutera en 2020 grâce à des contributions financières du Fonds d'affectation spéciale, de la Chine et du Mexique.



## LES PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE

De taille, revenu et population hétérogènes, les pays à revenu intermédiaire concentrent 5 milliards d'habitants, dont 73 % des pauvres de la planète. Ils représentent également un tiers du PIB mondial et sont donc d'importants moteurs de la croissance. Au total, 100 États Membres de l'ONUDI se trouvent dans cette catégorie.

Le premier cadre stratégique de l'ONUDI pour l'établissement de partenariats avec les pays à revenu intermédiaire, qui a été adopté en 2019, repose essentiellement sur trois grands piliers : la quatrième révolution industrielle, l'économie circulaire et l'avenir des compétences industrielles.

L'ONUDI mettra en œuvre cette stratégie en étendant les possibilités de financement et en renforçant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. De nouvelles sources de financement seront étudiées, qui englobent les approches multipartites, les entreprises privées, les donateurs tant traditionnels que nouveaux, et l'autofinancement appliqué à une plus grande échelle dans les PRI. Pour amplifier la coopération et aider les États Membres à tirer parti des expériences réussies, l'ONUDI promouvra les solutions du Sud et les meilleures pratiques en matière de transfert de technologie et favorisera l'apprentissage croisé et la coopération technique.





7

## PRIORITÉS TRANSVERSALES

L'approche du développement que promeut l'ONUDI et les services fondés sur la recherche qu'elle fournit recourent ses priorités stratégiques, à savoir la création d'une prospérité partagée, la promotion de la compétitivité économique, la protection de l'environnement et le renforcement des connaissances et des institutions. Deux questions sont particulièrement importantes et communes à l'ensemble des activités qu'elle mène dans tous les domaines : pour renforcer l'impact sur la durée, les partenariats avec les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les institutions de financement du développement sont essentiels, car ils facilitent l'innovation, la collecte de ressources et l'échange de savoir-faire. Par ailleurs, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes est un domaine qui concerne tous les aspects de l'Organisation et s'avère capital pour promouvoir l'inclusion. L'ONUDI déploie une stratégie de prise en compte systématique des questions de genre dans ses programmes, projets et politiques.



## ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISATION DES FEMMES

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont au cœur du mandat de l'Organisation. Celle-ci est résolue à battre en brèche la discrimination dont sont victimes les femmes et les filles, à s'attaquer aux inégalités entre les sexes dans l'industrie et à exploiter pleinement le potentiel des femmes en tant que dirigeantes et actrices du changement économique, de sorte à transformer les économies et à faire émerger une croissance inclusive.

En 2019, l'ONUDI a mis à jour sa politique pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes afin de renforcer son dispositif relatif à la problématique femmes-hommes et son dispositif de d'application du principe de responsabilité. Le genre a été l'un des principaux thèmes de la Conférence générale, durant laquelle les participants ont examiné les problèmes et les possibilités relatifs à la progression de l'égalité des sexes grâce à la quatrième révolution industrielle. Les États Membres ont adopté une résolution à ce sujet, et la Stratégie concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour 2020-2023 a été lancée au cours d'une manifestation parallèle.

L'ONUDI travaille en étroite collaboration avec ses partenaires du système des Nations Unies sur les questions de genre. Les lignes directrices de 2019 pour la création d'un environnement porteur dans le système des Nations Unies contiennent certaines bonnes pratiques qu'elle pourrait adopter, telles que l'application du congé parental également aux consultants locaux, l'organisation d'ateliers de sensibilisation au harcèlement pour tous les employés et le prix de la mobilisation en faveur de l'égalité des sexes. En 2019, l'ONUDI a aussi coordonné pour le centre de Vienne l'initiative « Champions internationaux de l'égalité des sexes », qui réunit les responsables d'entités soucieuses d'assurer la parité dans les débats d'experts et de promouvoir l'égalité des genres. Le nouveau programme mondial sur l'autonomisation économique des femmes dans l'industrie verte consiste, en collaboration avec ONU-Femmes, à conseiller des décideurs et des spécialistes sur l'élaboration et l'application de cadres d'action qui intègrent des politiques industrielles vertes prenant en compte les questions de genre.



L'ONUDI continue d'utiliser le marqueur genre pour mesurer sa contribution à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et pour contrôler les ressources financières qui sont affectées aux questions de genre. Tout au long de l'année 2019, le personnel du siège et sur le terrain a suivi une formation pour apprendre à attribuer le marqueur et à effectuer des analyses, notamment en se servant de l'outil relatif aux questions de genre d'EQulP, boîte à outils d'élaboration des politiques industrielles fondée sur des données probantes que finance l'Allemagne. L'ONUDI a également intensifié ses travaux de recherche et de statistique au moyen de publications telles que *Inclusive and Sustainable Industrial Development: The Gender Dimension* (Développement industriel inclusif et durable : la problématique femmes-hommes) ; *Gender and Standards* (Problématique femmes-hommes et normes) et *Gender Equality in the Sustainable Energy Transition* (L'égalité des sexes dans le cadre de la transition vers une énergie durable).

L'ONUDI prône l'égalité des sexes lors de manifestations nationales, régionales et internationales visant à sensibiliser et à rassembler les partenaires. En 2019, elle a notamment contribué à la vingt-troisième édition du « Forum économique international



## FAVORISER UNE INDUSTRIALISATION DURABLE EN AFRIQUE

Consciente de l'importance de l'industrialisation pour le développement futur de l'Afrique, l'Assemblée générale a déclaré 2016-2025 la troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA III) ; l'ONUDI est chargée d'en développer, d'en rendre opérationnelle et d'en diriger la mise en œuvre. Elle cherche à atteindre cet objectif en favorisant l'établissement de partenariats solides avec d'autres entités des Nations Unies et des partenariats public-privé, en mobilisant des ressources et en fournissant une assistance technique en Afrique.

En 2019, la nouvelle initiative des défenseurs de la cause de la DDIA III, soutenue par sept chefs d'État et de gouvernement africains, a permis de continuer à promouvoir la DDIA III pendant la semaine de réunions de haut niveau de l'Assemblée générale, en septembre, et lors de la Conférence générale de l'ONUDI, l'objectif étant de tirer parti de la participation de personnalités politiques de haut niveau et de promouvoir et accroître la visibilité de cette cause.

En collaboration avec les points focaux de la DDIA III, qui représentent 28 institutions, dont la Commission de l'Union africaine, les communautés économiques régionales, les organismes des Nations Unies, des institutions de financement du développement et des associations professionnelles, l'ONUDI s'est attelée à l'élaboration d'une feuille de route commune visant à mieux coordonner la mise en œuvre et la mobilisation des fonds destinés aux programmes et projets.

Un aperçu complet des programmes et projets actuels de soutien à l'industrialisation de l'Afrique par les organisations internationales et les donateurs, en cours d'élaboration, permettra d'identifier les lacunes et les activités supplémentaires nécessaires. Les différents acteurs pourront utiliser ces données



à des fins d'analyse et de planification grâce à une nouvelle base de données et à un système informatique associé.

L'ONUDI s'est employée à mieux faire connaître la DDIA III et à mobiliser les soutiens en sa faveur en coorganisant des événements mondiaux lors de l'Assemblée générale et de la septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7), tenue à Yokohama (Japon). Elle a également collaboré avec l'Union africaine à l'organisation de la « Semaine de l'industrialisation de l'Afrique », ainsi qu'avec des parties prenantes pour commémorer la « Journée de l'industrialisation de l'Afrique » sur le thème « Positionner l'industrie africaine pour alimenter le marché de la ZLECAf ».

Les mémorandums d'accord que l'ONUDI a conclus avec la Commission de l'Union africaine, la BAfD et Afreximbank permettent de tirer parti des synergies dégagées grâce à la planification et aux contributions conjointes. Cela a facilité l'accès au financement et au commerce et a bénéficié aux projets nationaux et régionaux de l'ONUDI visant à développer l'agro-industrie et l'économie circulaire et à créer des parcs éco-industriels.

de Saint-Pétersbourg », à la soixante-troisième session de la « Commission de la condition de la femme », aux « Journées européennes du développement » et au Forum de discussion de Vienne consacré en 2019 à l'élimination des violences faites aux femmes.

Afin d'accroître à l'échelle régionale la sensibilisation et les capacités à intégrer les analyses de genre dans

les programmes de développement, l'ONUDI et le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Bahreïn ont formé des fonctionnaires, des associations et des organisations régionales du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord aux liens qui existent entre les inégalités liées au genre et le développement industriel.

## PARTENARIATS ET COOPÉRATION SUD-SUD

La coopération avec les institutions financières permet de multiplier les ressources et facilite le transfert de flux plus importants d'investissements publics et privés, ce qui a pour effet d'en renforcer l'impact sur le développement. Cela étant, l'ONUDI a continué à étendre et à consolider ses partenariats, notamment avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque européenne d'investissement, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et Afreximbank. Au niveau opérationnel, elle a signé un accord permettant un partenariat tripartite avec le Gouvernement éthiopien et la BAfD. Cela lui permettra d'aider à la mise en œuvre des projets de parcs agro-industriels intégrés financés par la BAfD.

Son septième cycle de reconstitution étant bien engagé depuis juillet 2018, le FEM a financé plus de 55 projets de l'ONUDI en 2019 et contribuera à hauteur de plus de 50 millions de dollars par an à l'exécution de ses projets au cours de l'exercice biennal 2020-2021. En tant que partenaire d'exécution du Fonds vert pour le climat pour l'appui à la planification et aux activités préparatoires depuis décembre 2018, l'ONUDI prête assistance à plus d'une dizaine de pays pour qu'ils puissent faire face aux changements climatiques, en limitant ou en réduisant les émissions de GES et en aidant les sociétés vulnérables à s'adapter à leurs effets.

L'ONUDI travaille en partenariat avec le secteur privé dans le cadre de projets, de PCP et de plateformes multipartites, comme le Réseau consultatif pour le financement privé et de la Facilité de développement de l'apprentissage et des connaissances (Learning and

Knowledge Development Facility). En 2019, le programme « SwitchMed II » a suscité la création de huit nouveaux partenariats avec des associations industrielles et de sept partenariats avec le secteur textile pour faire progresser les pratiques de l'économie circulaire.

L'ONUDI a concrétisé sa collaboration avec le Pacte mondial des Nations Unies dans des domaines d'intérêt mutuel, notamment en coorganisant le « Forum du secteur privé » en septembre, qui a rassemblé plus de 350 participants de haut niveau, dont des PDG et des chefs d'État et de gouvernement, pour qu'ils s'engagent en faveur de la viabilité de l'environnement mondial. Elle a également cosigné la campagne du Pacte mondial des Nations Unies intitulée « L'ambition des entreprises en faveur de 1,5 °C, notre seul avenir », qui appelle ces dernières à fixer des objectifs pour limiter l'augmentation de la température mondiale.

Conformément au document final de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (BAPA+40), l'ONUDI a promulgué sa politique de coopération industrielle Sud-Sud et la coopération triangulaire afin de davantage favoriser le travail en réseau, les partenariats, l'échange des connaissances et le renforcement des capacités grâce à un vaste ensemble de projets et d'activités. Elle participe aussi activement à l'initiative « Une Ceinture et une Route », afin d'exploiter le potentiel de la coopération Sud-Sud au service du développement industriel. Un projet pilote doté d'un budget de 2 millions de dollars a été approuvé par le Fonds d'assistance à la coopération Sud-Sud de la Chine. L'événement phare de l'ONUDI « BRIDGE for Cities 4.0 » en septembre a été consacré à la connexion des villes dans le cadre de la quatrième révolution industrielle.





8

## GESTION DES SERVICES DE L'ONUDI

La fourniture aux États Membres de services de coopération technique, de conseil stratégique et autres requiert, pour qu'ils soient de qualité, l'existence d'une large palette de services efficaces de gestion et d'administration, notamment dans les domaines suivants : gestion des ressources humaines et financières, évaluation et contrôle, achats, conseil juridique, gestion des bâtiments et appui technologique. Pour apporter la meilleure aide possible, et ce, rapidement et efficacement, l'ONUDI entreprend régulièrement des examens en vue de nouvelles améliorations. La demande toujours élevée de ces services témoigne de la qualité, de l'efficacité et de l'efficacéité de la gamme étendue des activités d'administration et de gestion qui étayent son travail.

---

Le Centre international de Vienne, ou « UNO City » comme on l'appelle localement, a célébré son quarantième anniversaire en 2019.

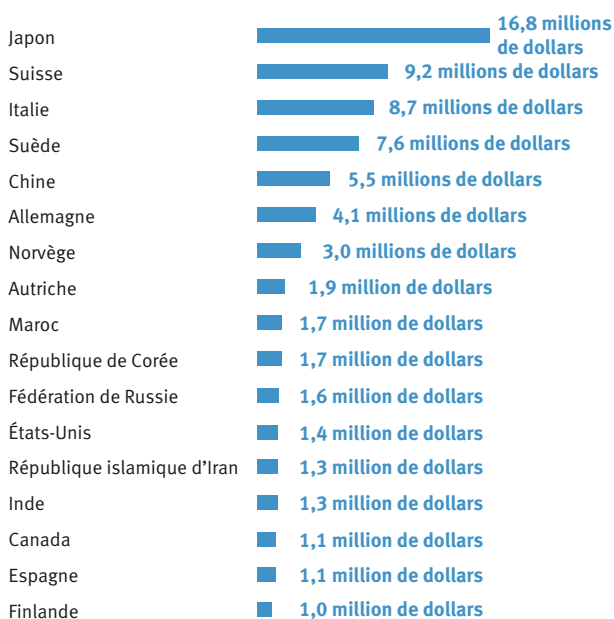


## FINANCEMENT ET CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

### Financement des activités de coopération technique

L'augmentation de la demande des services de l'ONUDI a continué à être assortie d'un soutien des États Membres et des partenaires financiers. Cela s'est traduit par la création d'un portefeuille sans précédent de projets et de programmes à mettre en œuvre, d'un montant de 586,6 millions de dollars en 2019, ce qui a permis à l'Organisation d'augmenter encore ses contributions en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable. Dans le même temps, elle fournit de plus en plus de services de coopération technique dont le montant a atteint 190,3 millions de dollars, montant qui reste bien supérieur à la moyenne de 183,9 millions de dollars observée durant la période quinquennale précédente (2014-2018).

En raison d'une baisse cyclique du financement obtenu du FEM, qui a coïncidé avec une diminution des nouvelles approbations de la part du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, le volume global des contributions volontaires allouées



Donateurs publics dont les contributions sont supérieures à un million de dollars, hors dépenses d'appui aux programmes

à la mise en œuvre s'est établi à 154,7 millions de dollars. Le niveau des fonds mobilisés est toutefois resté élevé, atteignant 198,5 millions de dollars.

Les ressources allouées par les gouvernements et des institutions, dont l'Union européenne, ont presque atteint le niveau record de l'année précédente, soit 105,6 millions de dollars – 70,7 millions ayant été versés par des États Membres de l'ONUDI, dont l'importance en tant que premiers contributeurs aux activités de coopération technique de cette dernière est ainsi soulignée. Les contributions de l'Union européenne sont restées importantes (25,2 millions de dollars), et la tendance générale à une augmentation de son aide, associée à une diversification thématique et géographique, s'est maintenue.

Dix-sept donateurs publics ont versé des contributions supérieures à un million de dollars (hors dépenses d'appui aux programmes).

Sur le plan thématique, comme les années précédentes, les partenaires financiers ont privilégié, en lui allouant la majeure partie des ressources (73,9 millions de dollars), la protection de l'environnement à laquelle le FEM a de nouveau largement contribué (26 millions de dollars), contre 42,4 millions de dollars à la création d'une prospérité partagée et 29,2 millions et 9,2 millions de dollars, respectivement, au renforcement de la compétitivité économique et aux services transversaux.

Sur le plan géographique, des contributions volontaires de partenaires financiers s'élevant à 45,7 millions de dollars ont été allouées à des programmes et projets en Afrique, contre 37,6 millions de dollars à l'Asie et au Pacifique, 29,8 millions de dollars aux pays arabes, 22,4 millions de dollars aux initiatives mondiales et interrégionales, 13,8 millions de dollars à l'Amérique latine et aux Caraïbes, et 5,5 millions de dollars à l'Europe et à l'Asie centrale.

### Contributions des fonds mondiaux : Fonds pour l'environnement mondial, Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal et Fonds vert pour le climat

Malgré une baisse cyclique des contributions volontaires obtenues du FEM en 2019, qui s'est traduite par des approbations d'un montant net de 28,2 millions de dollars, les cinquante-sixième et cinquante-septième réunions du Conseil du FEM tenues en 2019 ont à nouveau débouché sur la constitution d'une solide

réserve de propositions stratégiques de l'ONUDI en faveur de 15 pays bénéficiaires. Le Programme mondial d'innovation par les technologies propres, par exemple, mettra au point des écosystèmes fonctionnels pour l'entrepreneuriat dans le domaine des technologies propres, en ciblant plus de 1 000 entreprises.

L'ONUDI a enrichi sa palette de propositions de préparation au titre du Fonds vert pour le climat afin d'aider 10 pays bénéficiaires. Face à la demande croissante relative aux changements climatiques, elle a également déposé une proposition d'agrément auprès du Fonds pour l'adaptation.

En sa qualité d'organisme d'exécution de premier plan du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, l'ONUDI met actuellement en œuvre dans 75 pays des projets visant à éliminer progressivement les hydrochlorofluorocarbones et à réduire progressivement les hydrofluorocarbones. Rien qu'en 2019, ses activités ont permis d'éviter l'émission potentielle de plus de 42,3 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>. Grâce à des ressources de 16,1 millions de dollars versées en 2019 par le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, la réserve de propositions approuvées par ce dernier pour 2019 a atteint un montant de 23,7 millions de dollars. De surcroît, un financement du FEM permettra à l'ONUDI de soutenir les parties non visées à l'article 5 du Protocole de Montréal.

L'ONUDI a poursuivi sa coopération avec le programme de Kigali pour une climatisation responsable et l'initiative Énergie durable pour tous en vue de créer un lien entre les démarches en faveur de l'économie circulaire et les initiatives visant à assurer une utilisation rationnelle de l'énergie pour des solutions de climatisation durables.

### Ressources des Nations Unies, des fonds d'affectation spéciale multipartenaires et des fonds d'affectation spéciale gérés par l'ONUDI

Grâce au renforcement de la coopération entre l'ONUDI et d'autres entités des Nations Unies, les contributions de ces dernières aux activités mises en œuvre par l'Organisation ont de nouveau augmenté pour atteindre un montant de 5,8 millions de dollars. Compte tenu des engagements pris par les États Membres de l'ONU au titre du pacte de financement de doubler les niveaux de ressources drainées par les fonds de financement

## L'ONUDI À BRUXELLES

Le Bureau de l'ONUDI à Bruxelles fournit des services consultatifs stratégiques et promeut les politiques à adopter pour affirmer l'ambition et les objectifs de l'ONUDI dans les institutions de l'Union européenne – Conseil européen, Commission européenne, Parlement européen et Banque européenne d'investissement (BEI) – et auprès du secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, des grands groupes de réflexion européens et de l'Organisation internationale de la Francophonie, en Belgique et au Luxembourg.

En 2019, l'ONUDI a participé à des dialogues politiques clefs à l'échelle internationale, notamment aux « Journées européennes de l'industrie », au premier « Forum international ONUDI-Union africaine sur l'infrastructure qualité », aux « Journées européennes du développement », à la « Semaine européenne de l'énergie durable » et à la « Conférence mondiale sur la science, la technologie et l'innovation ». Elle s'est également associée à des organismes du secteur privé lors du Sommet européen des affaires à Bruxelles et des « Rencontres d'Affaires Francophones » à Paris.

Le Bureau de l'ONUDI à Bruxelles entretient des liens étroits avec la Commission européenne, fort d'une relation de 40 ans qui se traduit par un volume élevé d'activités diversifiées de coopération technique, réparties entre les nombreux partenaires de l'Union européenne dans l'ensemble des régions et secteurs. Les retombées de cette relation ont été présentées dans l'édition 2019 de la future publication biennale intitulée *UNIDO and the EU: State of the International Partnership 2020* qui recense en détail les initiatives et les projets menés conjointement.

commun interinstitutions relatifs au développement et les fonds thématiques propres à chaque organisme, ces instruments devraient gagner en utilité.

Les contributions aux fonds d'affectation spéciale thématiques de l'ONUDI sont restées généralement modestes malgré leur grande importance pour les activités de coopération technique que mène celle-ci.

Le Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats, conçu pour être un instrument combinant les ressources



du secteur privé et des institutions de financement du développement, en particulier dans le cadre des PCP, a bénéficié du soutien continu du Gouvernement chinois à hauteur de 2 250 000 dollars. Le Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités commerciales, soutenu par des contributions du Gouvernement allemand d'un montant de 300 000 euros, a permis à l'Organisation de tirer parti d'importants programmes financés par l'Union européenne en Afrique de l'Ouest. Les Gouvernements chinois et mexicain ont contribué au Fonds d'affectation spéciale pour l'Amérique latine et les Caraïbes à hauteur de 500 000 dollars et de 118 441 euros, respectivement.

## GESTION DES EFFECTIFS

En 2019, près de 160 postes destinés à des fonctionnaires ou à du personnel n'ayant pas le statut de fonctionnaire qui avaient fait l'objet d'un avis de vacance ont été pourvus, compte étant dûment tenu des compétences, de l'équilibre entre les sexes et de la répartition géographique, et le processus de nomination et de promotion a été considérablement simplifié.

L'ONUDI a signé avec des établissements universitaires nationaux sept nouveaux accords de partenariat concernant le programme de stages et quatre accords relatifs au Programme partenaires-experts. Au cours de l'année, elle a accueilli 193 stagiaires, 6 experts partenaires et 14 administrateurs auxiliaires.

Les capacités ainsi que les compétences professionnelles et personnelles du personnel ont été renforcées grâce à des offres de formation et d'apprentissage, notamment des webinaires, et au programme de mentorat de l'ONUDI, auquel ont participé 30 paires de mentors et d'apprentis enthousiastes.

Les efforts visant à créer un environnement de travail favorable se sont poursuivis grâce à l'amélioration et au renforcement des politiques de ressources humaines axées sur les valeurs fondamentales et les compétences clés de l'ONUDI, sur l'interdiction, la prévention et la résolution des cas de harcèlement, y compris de harcèlement sexuel, ainsi que sur l'égalité et la parité des sexes. L'ONUDI a également apporté son soutien au personnel sélectionné pour le Centre d'évaluation des coordonnateurs(trices) résident(e)s des Nations Unies.

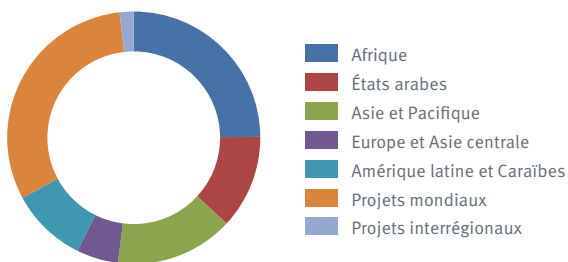
## CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ET APPROBATION DES PROGRAMMES

Le contrôle de la qualité est une fonction objective continue qui repose sur des données factuelles. Il soutient l'opérationnalisation et le suivi du cadre d'assurance qualité (AQ) de l'ONUDI, récemment entré en vigueur en vue de l'installation d'un système intégré de gestion de la qualité et des résultats. Ce cadre harmonise la perception et l'application des exigences en matière de gestion axée sur les résultats et de gestion de la qualité de tous les produits, services et processus de l'ONUDI.



Les services de contrôle de la qualité fournissent des outils et des avis pour garantir le respect des exigences de qualité énoncées dans le cadre, comme les grands principes de la gestion axée sur les résultats et les critères de qualité. Ils recueillent et analysent systématiquement les données sur la qualité des initiatives de coopération technique de l'ONUDI avant que celles-ci n'intègrent l'ensemble des projets approuvés. Ainsi, ils influencent la prise de décisions stratégiques et contribuent au cadre intégré de résultats et de performance de l'Organisation.

Par voie de corrélation, la Division du contrôle de la qualité fournit aussi des services de secrétariat au Conseil exécutif de l'ONUDI aux fins de l'approbation des initiatives de coopération technique. En 2019, 225 demandes ont fait l'objet d'un examen interne et ont été toutes approuvées. Le Conseil exécutif a approuvé 157 nouveaux programmes et projets, dont 66 % étaient soumis à des conditions visant à garantir le respect des exigences de qualité et de gestion axée sur les résultats.



Répartition régionale des programmes et projets récemment approuvés

## ÉVALUATION ET CONTRÔLE INTERNE

En mars 2019, la version révisée de la Charte du Bureau de l'évaluation et du contrôle interne a été publiée, donnant ainsi effet à la décision du Conseil du développement industriel de créer un bureau efficace et indépendant couvrant les fonctions distinctes, mais complémentaires, d'évaluation indépendante et d'audit interne et d'enquêtes.

La fonction d'évaluation indépendante permet de fournir des données sur les résultats et les pratiques qui étayent la prise de décisions relatives aux programmes et aux stratégies à adopter. En 2019, la *Synthèse des évaluations indépendantes menées par l'ONUDI entre 2015 et 2018*, l'*Évaluation des retombées des*

*programmes de l'ONUDI concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie et l'Évaluation indépendante du réseau de bureaux extérieurs de l'ONUDI* ont été publiées. En outre, il a été procédé à environ 25 évaluations de projets et la première évaluation finale d'un PCP pilote, celui pour l'Éthiopie, a commencé.

Les services d'audit interne, quant à eux, ont apporté de grandes améliorations en 2019, en harmonisant leurs procédures, leur méthodologie de gestion des risques et leurs plans de travail avec le cadre de programmation à moyen terme. Ils ont reçu un label de qualité externe des Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne, ayant obtenu la note la plus élevée possible, à savoir « généralement conformes ». Des rapports d'audit sur la gestion de la continuité des opérations et les bureaux de pays en Côte d'Ivoire et en Jordanie ont été publiés. Une mission consacrée à la synthèse de 168 recommandations d'audit interne en suspens a débouché sur l'élaboration de huit plans d'action en matière de gestion.

Le Comité consultatif pour les questions d'audit a renforcé la gouvernance et le contrôle de l'ONUDI et a donné des avis sur l'application des recommandations du commissaire aux comptes et du Corps commun d'inspection (CCI), ainsi que sur les procédures de contrôle interne et la gestion des risques. Une révision de son mandat visant à en élargir la portée aux trois fonctions d'audit, d'enquête et d'évaluation, comme l'a recommandé un récent examen du CCI, est en cours.

## SERVICES JURIDIQUES

Le Bureau des affaires juridiques a pour mission d'aider l'Organisation à atteindre ses objectifs en veillant à ce que toutes les activités et tous les programmes soient menés conformément aux composantes externes et internes du cadre juridique de cette dernière. Il fournit des avis à tous les grands programmes et à tous les organes de l'ONUDI, défend ses intérêts en cas de contentieux et protège activement son statut juridique et ses privilèges et immunités. En 2019, il a encore répondu à de nombreuses demandes d'assistance et de conseil, et examiné les versions préliminaires d'instruments et d'autres documents juridiques. En particulier, il a contribué à la conclusion d'accords et d'arrangements à l'appui de la prestation de services au titre des fonctions de coopération technique, de mobilisation et autres de l'Organisation, dont la liste figure à l'appendice G du

présent rapport. En outre, il a apporté une assistance juridique efficace lors de la trente-cinquième session du Comité des programmes et des budgets, de la quarante-septième session du Conseil du développement industriel et de la dix-huitième session de la Conférence générale, ainsi qu'au Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit.

## SERVICES INFORMATIQUES

La Division des services informatiques est responsable du cycle de vie complet des services informatiques de l'ONUDI. Elle lui fournit des services sûrs, fiables, efficaces et efficaces, en adoptant les meilleures pratiques.

Tout au long de 2019, les services informatiques ont apporté de nombreuses améliorations et innovations à l'échelle du système (nouveau matériel pour les centres de données, ordinateurs de bureau, nouveau système de courrier électronique, outils de collaboration et de messagerie et nouvelles fonctionnalités sur le site Web de l'ONUDI, etc.). Le progiciel de gestion intégré (PGI) s'est développé grâce à de nouvelles applications mobiles, de nouveaux tableaux de bord, la numérisation et l'automatisation des contrats, des factures et de la clôture des subventions, et au soutien apporté à des initiatives clés telles que le recouvrement intégral des coûts et l'optimisation des ressources de coopération technique.

Le Conseil exécutif de l'ONUDI a provisoirement approuvé la stratégie de l'ONUDI relative aux technologies de l'information et des communications (TIC) pour 2019-2021, rédigée par le groupe de travail sur les TIC avec l'aide d'experts du Centre international de calcul des Nations Unies et après consultation des parties prenantes.

L'ONUDI et l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) ont accueilli à Vienne la réunion du groupe d'intérêt spécial des Nations Unies sur les PGI, qui a attiré plus de 150 spécialistes des organismes des Nations Unies et de l'industrie. L'ONUDI a également contribué aux Journées 2019 de sensibilisation à la cybersécurité des organisations sises à Vienne, qui ont attiré plus de 500 participants.

Les missions permanentes ont reçu des informations sur l'Initiative en faveur de la transparence lancée par l'ONUDI, notamment sur la plateforme de données ouvertes et l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), et ont été invitées à un premier atelier interactif sur la transparence.

## ACHATS

Avec plus de 8 500 commandes, le volume global des achats s'est élevé à plus de 147 millions de dollars. Pour améliorer encore l'efficacité et la cohérence, l'ONUDI a publié un *Manuel des achats* qui décrit les étapes successives des activités d'achat décentralisées. Divers contrats à long terme ont été établis pour les biens et services régulièrement requis (formation et ateliers, genre et développement industriel, essais et analyses de matériaux et services de conseil en ingénierie et en architecture). Conformément à la nouvelle édition du *Manuel des achats*, on s'est employé à donner effet aux arrangements relatifs à l'exécution des projets. Au titre de la Réforme du système des Nations Unies pour le développement, l'ONUDI a participé activement au Groupe des innovations institutionnelles et au Groupe de travail sur les achats responsables du Comité de haut niveau sur la gestion.

## GESTION DES BÂTIMENTS

La Division des bâtiments est chargée de veiller à ce que l'ensemble des installations et services techniques du Centre international de Vienne (CIV) fonctionnent bien, de manière fiable et en toute sécurité. Elle réfléchit à des moyens innovants d'améliorer la rentabilité et de créer un environnement de travail accueillant et sain pour tous les employés et visiteurs.

En 2019, la rotonde du CIV a été convertie en un espace numérique doté de trois écrans en grand format. Le système de distribution à basse tension obsolète des bâtiments B et E ainsi que les transformateurs des bâtiments D et E ont été remplacés par des systèmes plus récents et plus économes en énergie. Le système d'enregistrement des temps de travail et de la présence du personnel de l'ONUDI a été renouvelé en coopération avec le Service de la technologie de l'information. Des techniques modernes de visioconférence ont été installées dans une salle de réunion rénovée de l'ONUDI de sorte à faciliter les réunions à distance directement depuis le Siège.

Fidèle à sa réputation de complexe des Nations Unies climatiquement neutre, l'Organisation a reçu le certificat de neutralité climatique de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour la quatrième année consécutive. À la suite d'une analyse de viabilité recensant en détail les normes de gestion environnementale, le bâtiment M a obtenu l'écolabel autrichien de « centre de conférence vert ».

ANNEXE.

Cadre intégré  
de résultats et  
de performance



---

Le nouveau cadre intégré de résultats et de performance de l'ONUDI a été adopté en 2019. Fondé sur un modèle novateur de changement de comportement axé sur les acteurs, il complète le cadre de programmation à moyen terme 2018-2021 en introduisant des domaines de résultat et des indicateurs. Le présent Rapport annuel utilise pour la première fois ce nouveau cadre de résultats pour présenter un ensemble complet et structuré de données quantitatives et qualitatives illustrant la contribution de l'Organisation aux résultats, aux retombées en matière de développement industriel inclusif et durable et à la réalisation des objectifs de développement durable.

Cette approche repose sur l'idée selon laquelle la contribution de l'ONUDI aux changements en profondeur suscités par un développement industriel inclusif et durable et par la réalisation des objectifs de développement durable peut être illustrée de façon fiable par les résultats essentiels qui entraînent une évolution des comportements, des pratiques et des mesures adoptés par les principales parties prenantes. Elle correspond au mode de fonctionnement de l'ONUDI, qui repose sur un appui concret à des individus, des entreprises, des institutions et des gouvernements.

La présente section récapitule les conclusions tirées de la première opération de collecte de données effectuée à partir du nouveau cadre. En tant que telle, cette opération représente une première étape. L'évolution des systèmes, des procédures, voire de la culture institutionnelle nécessitée par le nouveau cadre intégré de résultats et de performance ne se fera que progressivement. En outre, l'adaptation du nouveau cadre intégré de résultats et de performance au portefeuille de projets en cours pose des

difficultés liées à la disponibilité des données. Cette situation s'améliorera petit à petit, à mesure que la version actualisée du cadre intégré de résultats et de performance sera appliquée aux nouvelles initiatives de l'Organisation.

Par conséquent, la présentation du cadre intégré de résultats et de performance dans le présent rapport souffre inévitablement, par endroits, du manque de représentativité des données et de l'absence d'états de référence et de cibles. L'ONUDI compte sur la patience des États Membres, qui accompagnent, depuis l'adoption du cadre de programmation à moyen terme actuel, la transition de l'Organisation vers une gestion davantage axée sur les résultats. L'attente d'une amélioration de la communication des résultats de l'ONUDI, que partagent les États Membres, les parties prenantes et le Secrétariat, va trouver dans le présent Rapport annuel, pour la première fois, une satisfaction concrète. À l'aide du présent cadre intégré de résultats et de performance, l'ONUDI est en mesure de rendre compte des résultats obtenus au niveau des pays dans le cadre de sa coopération technique, et de son action normative, consultative et de mobilisation.

Ces résultats sont présentés sous forme d'une combinaison de données et de descriptifs permettant de mieux comprendre la profondeur des changements provoqués par l'ONUDI. L'objectif ultime reste de multiplier et de pérenniser les résultats et les retombées de l'action de l'Organisation sur le terrain. Le lancement de ce nouveau cadre intégré de résultats et de performance traduit par conséquent l'engagement renouvelé d'une ONUDI redynamisée et forte à faire advenir un développement industriel inclusif et durable.

Et faisant ainsi progresser la réalisation des...



# OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Contribuant à...

<p><b>Renforcement de la compétitivité économique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Valeur ajoutée</li> <li>+ Productivité</li> <li>+ Exportations</li> </ul>	<p><b>Création d'une prospérité partagée</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Emploi</li> <li>+ Inclusion des PME dans les chaînes de valeur</li> <li>+ Accès aux produits</li> </ul>	<p><b>Protection de l'environnement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Émissions</li> <li>+ Efficacité</li> <li>+ Nouveaux produits verts</li> </ul>
--	---	--

CE SUR QUOI NOUS AVONS UNE INFLUENCE INDIRECTE

Ensemble, nous faisons évoluer les comportements en matière de...



## Renforcement des connaissances et des institutions

<p><b>Pratiques commerciales</b> Pratiques, produits, jeunes entreprises</p>	<p><b>Technologie</b> Développement, adoption</p>
<p><b>Investissements</b> Propositions, financement, mobilisation</p>	<p><b>Politiques et normes</b> Élaboration, adoption</p>
<p><b>Transposition à une plus grande échelle</b> Reproduction, généralisation</p>	<p><b>Gouvernance</b> Renforcement des institutions, coordination</p>

CE SUR QUOI NOUS AVONS UNE INFLUENCE DIRECTE

Pour qu'ils acquièrent...

Connaissances

Capacités et compétences

Nous soutenons...

<p><b>Individus</b> Entreprises Institutions</p>	<p><b>Gouvernements</b> Acteurs mondiaux</p>	
--	--	--

CE QUI EST SOUS NOTRE CONTRÔLE

Nous utilisons les ressources de manière rationnelle et élaborons des programmes en vue de l'intégration et de la transposition à une plus grande échelle de leurs résultats

## NIVEAU 1. CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL MONDIAL

### Priorité stratégique : Renforcement de la compétitivité économique

#### INDICATEUR ODD 9.2.1 : Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du produit intérieur brut

La croissance de l'industrie manufacturière ne cesse de décliner dans l'ensemble des régions et des groupes de pays du monde, ce qui cause de sérieuses difficultés pour la croissance globale de l'économie, l'emploi, le niveau de vie et les marchés de matières premières.

Malgré ce ralentissement, la part de la valeur ajoutée manufacturière (VAM) dans le produit intérieur brut (PIB) a augmenté à l'échelle mondiale, passant de 16,0 % en 2010 à 16,6 % en 2019. Dans les pays les moins avancés (PMA), elle s'est accrue de 2,9 % par an entre 2016 et 2019, mais elle reste trop faible pour leur permettre d'atteindre la cible associée aux objectifs de développement durable de 9,2 % à l'horizon 2030.

Les écarts de productivité de l'industrie manufacturière restent importants. C'est le cas au niveau mondial : la VAM par habitant dans les PMA ne s'élevait en 2019 qu'à 132 dollars, contre 5 469 dollars dans les pays industrialisés. C'est même le cas entre les PMA : la croissance a été tirée par ceux de l'Asie et du Pacifique, la part de la VAM dans le PIB de ceux de l'Afrique restant largement inchangée.

#### INDICATEUR ODD 9.b.1 : Proportion dans la valeur ajoutée totale de la valeur ajoutée des secteurs de moyenne et haute technologie

La modernisation technologique contribue à l'augmentation de la compétitivité industrielle et à la réduction de la dégradation de l'environnement. Les nouvelles technologies permettent la création de nouveaux biens et donnent naissance à de nouveaux secteurs industriels, qui constituent une source importante de revenus et d'emplois.

L'industrie manufacturière mondiale produit des biens plus sophistiqués, qui résultent d'un plus grand savoir et nécessitent des techniques de production plus évoluées et plus complexes. La part des biens issus des moyennes et hautes technologies dans la VAM mondiale a atteint près de 46 % en 2017. La production de biens manufacturés de haute technologie est dominée par les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord,

d'une part, et d'Asie de l'Est et du Sud-Est, d'autre part, représentant respectivement 48 % et 46 % en 2017. À l'inverse, l'Afrique subsaharienne continue de dépendre essentiellement d'une industrie manufacturière à faible intensité technologique.

### Priorité stratégique : Création d'une prospérité partagée

#### INDICATEUR ODD 9.2.2 : Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total

À l'échelle mondiale, la part, dans l'emploi total, de l'emploi dans l'industrie manufacturière a diminué, passant de 15,0 % en 2000 à 13,9 % en 2019, les pays réaffectant progressivement les facteurs de production de l'agriculture et d'une industrie manufacturière à faible valeur ajoutée vers une industrie à forte valeur ajoutée et les services. Toutefois, dans les PMA, cette part s'est accrue, passant de 5,9 % en 2000 à 7,5 % en 2019. En 2019, la Chine a affiché la part la plus élevée de l'emploi dans l'industrie manufacturière, à 34,2 %, contre 19,2 % dans les pays industrialisés.

Les nouvelles technologies peuvent créer une fracture entre les travailleurs, selon que leurs secteurs sont plus ou moins adaptés à l'automatisation. Toutefois, les pertes d'emplois résultant de l'automatisation peuvent être limitées par l'augmentation de la demande de produits ou de l'investissement étranger direct.

#### INDICATEUR ODD 9.3.1 : Proportion des petites entreprises dans la valeur ajoutée totale de l'industrie

#### INDICATEUR ODD 9.3.2 : Proportion des petites entreprises industrielles ayant contracté un prêt ou une ligne de crédit

Les petites entreprises industrielles étant la principale source d'emplois des pays en développement et des pays émergents, elles sont essentielles pour créer des revenus et éliminer la pauvreté.

L'accès au crédit encourage l'entrepreneuriat et l'innovation, qui permettent d'exploiter les débouchés commerciaux. Il contribue ainsi à accroître la compétitivité des petites entreprises et leur permet de s'intégrer aux chaînes de valeur locales et mondiales.



Dans les pays en développement, 33,6 % des petites entreprises industrielles bénéficient de prêts ou de lignes de crédit, mais ce taux varie considérablement d'une région à l'autre. Ainsi, il est de 21,7 % en Afrique subsaharienne, tandis qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, près de la moitié des petites entreprises industrielles ont accès à ces services financiers.

## Priorité stratégique : Protection de l'environnement

### INDICATEUR ODD 9.4.1 : Émissions de CO<sub>2</sub> par unité de valeur ajoutée

Après trois années de stabilité, les émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) causées par la combustion de combustibles a recommencé à augmenter en 2017, pour atteindre 32,9 milliards de tonnes. Elles ont augmenté encore plus rapidement en 2018, les progrès en matière de productivité énergétique ayant été largement contrecarrés par une forte croissance économique et le ralentissement de la pénétration des énergies renouvelables. Comme

les années précédentes, cette augmentation était majoritairement due aux émissions produites en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient.

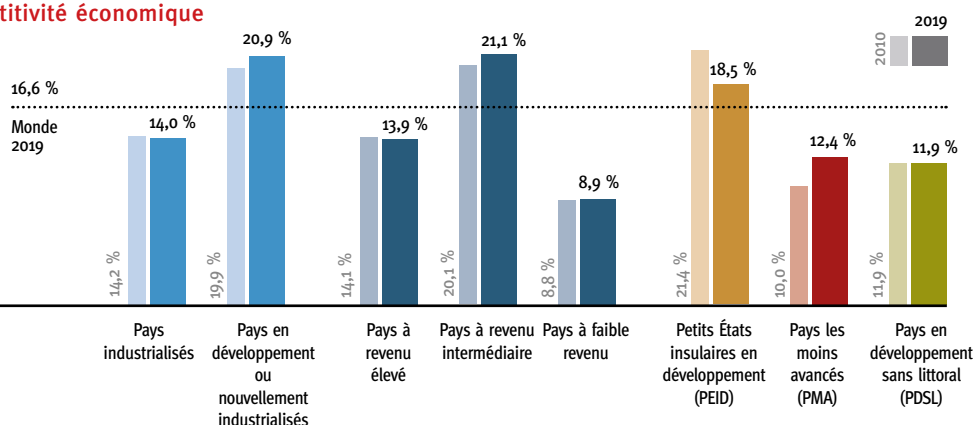
L'intensité des émissions de CO<sub>2</sub> au niveau mondial a diminué de plus de 20 % entre 2000 et 2016, signe d'un découplage général entre ces émissions et la croissance du PIB. La même tendance a été observée pour l'industrie manufacturière, dont l'intensité des émissions au niveau mondial a chuté, pour atteindre un taux de croissance annuel moyen de plus de 3 % entre 2010 et 2017.

En adoptant progressivement des modes de production moins gourmands en énergie ainsi que des combustibles et des technologies plus propres, les pays industrialisés ont atteint, en 2017, leur niveau le plus bas d'intensité d'émission de carbone dans l'industrie manufacturière, soit 0,22 kg de CO<sub>2</sub> par dollar. De même, les pays en développement et les pays nouvellement industrialisés ont réussi à réduire l'intensité d'émission de carbone de 5,0 % par an entre 2010 et 2017, pour atteindre un taux de 0,73 kg de CO<sub>2</sub> par dollar.

## Priorité stratégique : Renforcement de la compétitivité économique

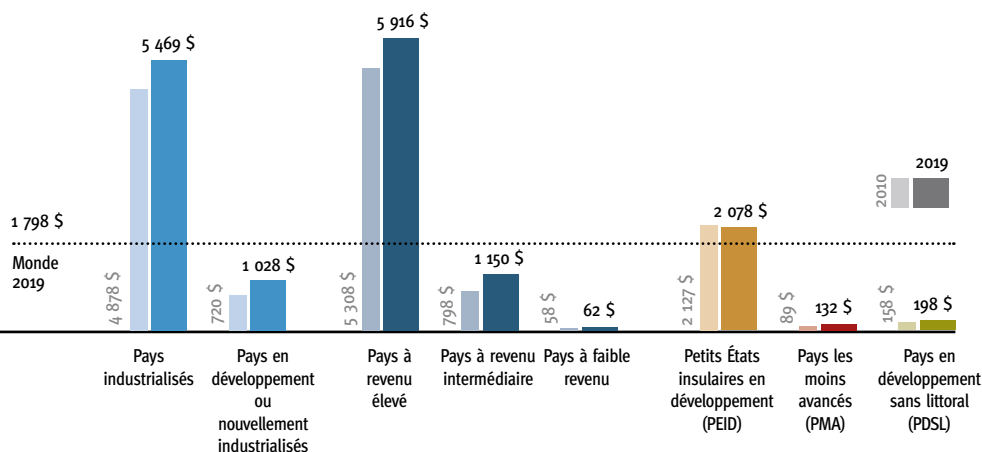
### Indicateur 1.1/ indicateur ODD 9.2.1 : Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du PIB (%) 2010/2019

Source : Base de données de l'ONUDI sur la VAM 2020



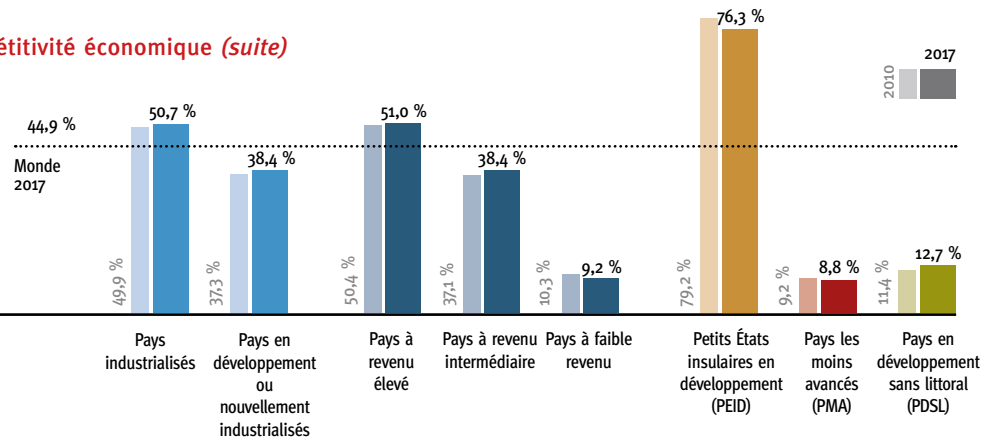
### Indicateur 1.1/ indicateur ODD 9.2.1 : Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, par habitant (dollars É.-U. constants de 2015) 2010/2019

Source : Base de données de l'ONUDI sur la VAM 2020



**Priorité stratégique :  
Renforcement de la compétitivité économique (suite)**

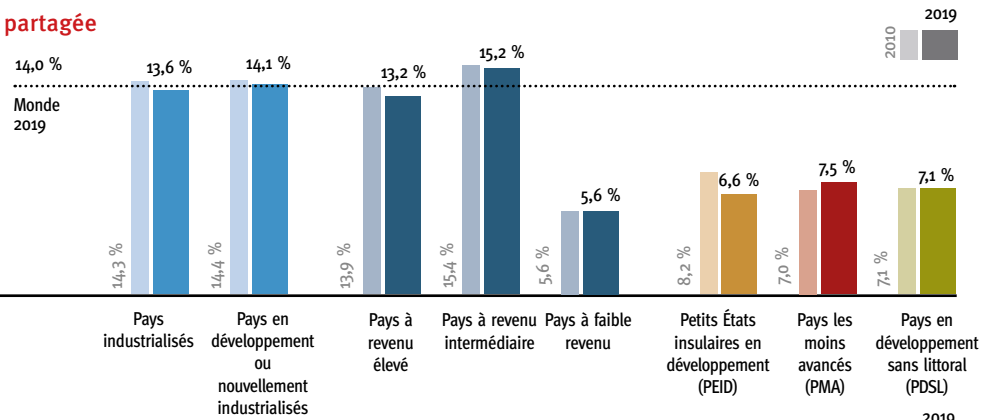
**Indicateur 1.2/  
indicateur ODD 9.b.1 :**  
Proportion dans la valeur ajoutée totale de la valeur ajoutée des secteurs de moyenne et haute technologie (%) 2010/2017



Source : Base de données de l'ONUDI sur la performance compétitive de l'industrie 2019

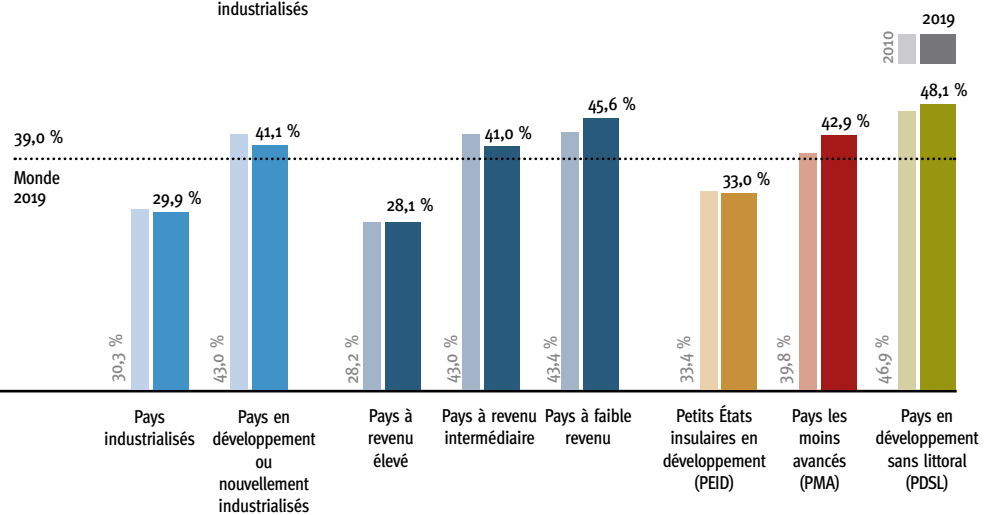
**Priorité stratégique :  
Création d'une prospérité partagée**

**Indicateur 1.2/  
indicateur ODD 9.2.2 :**  
Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total (%) 2010/2019



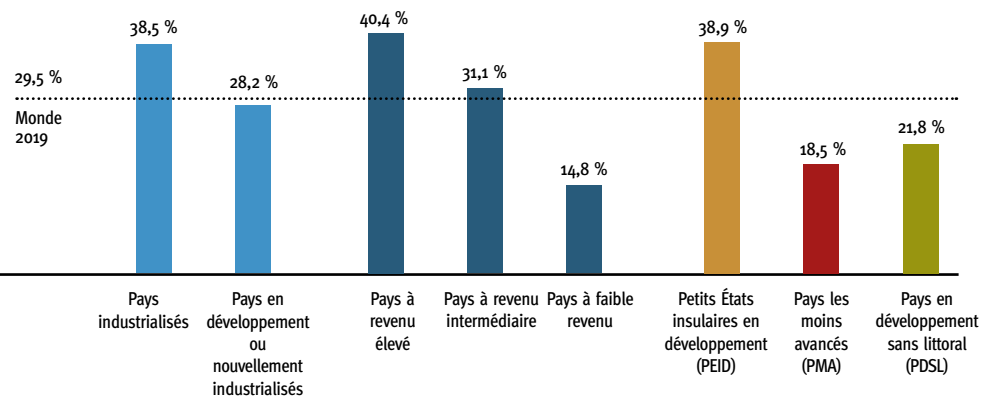
Source : Estimations modélisées de l'OIT (novembre 2019)

**Indicateur 1.3/  
indicateur ODD 9.2.2 :**  
Proportion de femmes dans l'emploi total de l'industrie manufacturière (%) 2010/2019



Source : Estimations modélisées de l'OIT (novembre 2019)

**Indicateur 1.5/  
indicateur ODD 9.3.2 :**  
Proportion des petites entreprises industrielles ayant contracté un prêt ou une ligne de crédit (%) 2019

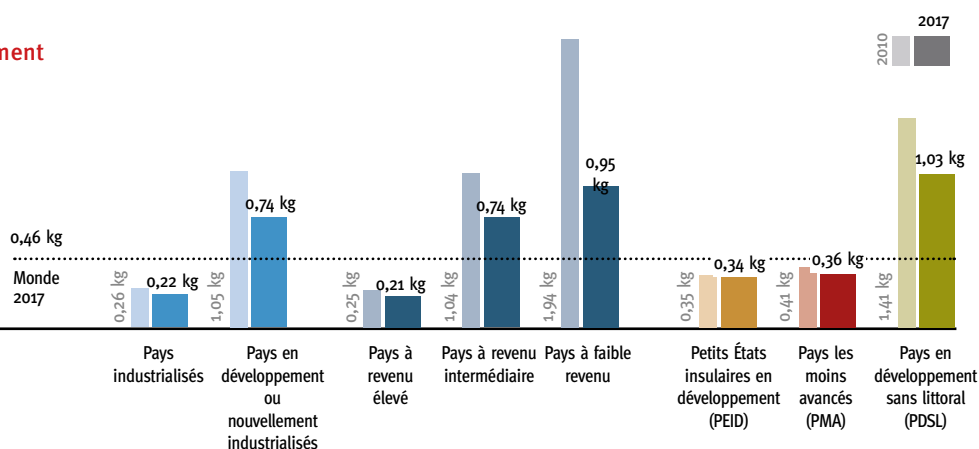


Source : Enterprise Surveys 2019 de la Banque mondiale

**Priorité stratégique :**  
**Protection de l'environnement**

**Indicateur 1.6/  
indicateur ODD 9.4.1 :**  
Émissions de CO<sub>2</sub> par  
l'industrie manufacturière par  
unité de valeur ajoutée  
(kg éqCO<sub>2</sub> par dollar É.-U.  
constant de 2015)  
2010/2017

Source : Base de données de l'ONU  
sur la VAM 2020. Rapport de l'AIE  
« CO<sub>2</sub> Emissions from Fuel  
Combustion » (novembre 2019)



## NIVEAU 2. RÉSULTATS DES PAYS ET RÉSULTATS MONDIAUX OBTENUS AVEC LE SOUTIEN DE L'ONU

Le niveau 2 rend compte des résultats des activités menées par l'ONU au titre des programmes et de leurs retombées en matière de développement industriel inclusif et durable, tant au niveau national qu'au niveau mondial. Ces activités englobent les quatre fonctions essentielles de l'Organisation : coopération technique ; activités normatives et services d'analyse et de conseil stratégique ; activités de mise en conformité avec des critères de qualité et d'autres règles ; et mobilisation pour le transfert de connaissances, les partenariats et la création de réseaux. L'intégration de ces fonctions permet d'aider les États Membres, par un appui intégré, à parvenir à un développement industriel inclusif et durable. À ce niveau, la responsabilité de l'obtention des résultats escomptés est partagée entre l'ONU, les États Membres qu'elle soutient et l'ensemble des partenaires de développement participants. Le niveau 2 présente par conséquent des preuves crédibles de la contribution de l'ONU aux changements en profondeur induits par un développement industriel inclusif et durable.

La représentativité des données à ce niveau sera progressivement améliorée. Les informations et les données figurant dans la présente section apportent une preuve évidente de la valeur ajoutée par l'ONU.

### Résultats

Les données confirment la solide vocation de l'ONU pour le renforcement des capacités, 34 574 personnes ayant reçu une formation de l'Organisation en 2019, toutes sphères de connaissances confondues (**KASA.2**).

En outre, plus de 35 000 personnes ont été sensibilisées à des questions liées au développement industriel inclusif et durable ou ont acquis des connaissances à ce sujet (**KASA.1**).

Plus de **34 000 personnes** ont reçu une formation et acquis des compétences dans les sphères de connaissances de l'ONU en 2019 (estimation partielle).



Les activités de renforcement des capacités favorisent souvent l'innovation et une évolution des pratiques commerciales : les données disponibles montrent ainsi, pour 2019, que ces activités ont contribué à d'importants changements en matière de gestion dans environ 2 000 entreprises (**BUS.1**), au lancement de 114 nouveaux produits (**BUS.2**) et à la création de 81 jeunes pousses (**BUS.3**). Ces données ne se rapportant qu'à certains programmes de l'ONU, elles sont partielles mais encourageantes. Toujours sur le plan de l'innovation, elles montrent que l'ONU a facilité l'adoption de 78 nouvelles technologies (**TEC.1**) dans 23 pays (**TEC.2**) en 2019.

Des données ne représentant qu'une fraction du portefeuille de projets de l'ONU montrent que les interventions de l'Organisation ont été à l'origine de changements importants en matière de gouvernance : plus de 140 institutions ont ainsi été créées ou renforcées (**GOV.1**), et près de 5 000 parties prenantes ont désormais adopté des modèles de collaboration améliorés, tels que les réseaux ou les groupements d'entreprises (**GOV.2**).



Les travaux consultatifs menés par l'ONUDI se sont traduits, dans les pays qui en ont bénéficié en 2019, par des changements sensibles en matière d'élaboration de politiques : 49 politiques publiques nouvelles ou révisées (**POL.1**), 120 normes (**POL.2**) et 45 lignes directrices (**POL.3**) ont ainsi été adoptées à la suite de certaines interventions de l'ONUDI.

La mobilisation d'investissements est un domaine de résultat important pour l'ONUDI : les données issues des trois premiers PCP pilotes (pour l'Éthiopie, le Pérou et le Sénégal) montrent ainsi que près de 2 milliards de dollars ont été mobilisés depuis 2015 (**INV.3**). En 2019, des investissements d'un montant de plus de 250 millions de dollars ont été mobilisés pour les projets menés dans le domaine de l'énergie dans le cadre du Réseau consultatif

Mobilisation de plus de **1,9 milliard de dollars** d'investissements publics ou privés pour la réalisation des objectifs des PCP pour l'Éthiopie, le Sénégal et le Pérou depuis 2015. Mobilisation de plus de **250 millions de dollars** d'investissements pour les projets menés dans le domaine de l'énergie dans le cadre du Réseau consultatif pour le financement privé et du FEM en 2019.



pour le financement privé et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Les estimations partielles indiquent également que le soutien apporté par l'ONUDI en 2019 a donné lieu à près de 300 propositions d'investissements (**INV.1**), qui se sont traduites par le financement de 238 entreprises ou projets (**INV.2**).

## Retombées en matière de développement industriel inclusif et durable

Les chiffres ci-dessus montrent la contribution de l'ONUDI à un développement industriel inclusif et durable. Ils illustrent également de manière éclatante les retombées positives de son action sur l'environnement : ainsi, en 2019, plus de 49 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> (**ENV.1**) et plus de 90 000 tonnes de polluants (**ENV.2**) n'ont pas été rejetées ou ont été éliminées. Les bénéfices économiques induits par les résultats susmentionnés, quoique peu étayés à ce stade,

montrent que les interventions de l'ONUDI ont clairement ouvert la voie à un développement industriel inclusif et durable et à la réalisation des objectifs de développement durable : les données partielles provenant de seulement deux départements montrent ainsi que 4 461 entreprises ont rendu compte de bénéfices économiques (**ECO.1**), plus de 1 000 d'entre elles signalant une augmentation de leurs exportations (**ECO.3**). Ces chiffres partiels donnent une idée des retombées possibles de l'ensemble du portefeuille de projets.

Émissions de CO<sub>2</sub> réduites ou évitées à hauteur de **49 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>**, dont **42 millions de tonnes** grâce aux activités menées au titre du Protocole de Montréal, **5,8 millions de tonnes** grâce aux projets menés dans le domaine de l'énergie (estimation partielle) et plus de **850 000 tonnes** grâce aux activités favorisant une utilisation rationnelle des ressources dans l'industrie.



Réduction des rejets de polluants organiques persistants (POP) et de mercure de plus de **90 000 tonnes**, et des rejets de POP produits de façon non intentionnelle de plus de **390 000 milligrammes**.



L'aide à la création d'emplois constitue une part importante de la contribution de l'ONUDI à l'inclusion sociale et à la réalisation des objectifs de développement durable. S'il est difficile d'obtenir des données ainsi que des estimations précises dans ce domaine, c'est aussi à cause des obstacles financiers à la conduite d'études d'impact systématiques. Les données relatives à des projets relevant d'un département indiquent que 3 436 emplois ont été créés en 2019 (**SOC.1**). En outre, les données partielles provenant de deux départements montrent que 4 666 PME ont été intégrées dans des chaînes de valeur mondiales l'année dernière (**SOC.2**).

## NIVEAU 3. OFFRE DE PROGRAMMES ET EFFICACITÉ DE LA GESTION DES PROGRAMMES

Le niveau 3 rend compte des produits caractéristiques des interventions de l'ONUDI au titre des programmes. Il s'agit de produits et de changements directs relevant de la sphère de contrôle de l'Organisation, qui contribuent aux résultats du niveau supérieur du niveau 2. Ce niveau analyse également l'efficacité de la gestion du portefeuille de projets et des programmes de l'ONUDI.

### Indicateurs de produit

La mesure des données relatives aux produits des programmes de l'ONUDI n'étant toujours pas systématique, une agrégation complète n'a pas été possible pour 2019. Les données partielles disponibles, qui représentent environ deux tiers du portefeuille de projets de l'ONUDI, permettent néanmoins de conforter l'Organisation dans son rôle de puissant organisme de coopération technique.

L'indicateur **TCO.1** montre qu'au moins 1 500 activités de renforcement des capacités ont été organisées en 2019, et l'indicateur **TCO.2**, que les produits relatifs au transfert de technologie se sont élevés à près de 14 millions de dollars de biens fournis. Plus de 120 outils et lignes directrices ont été fournis (**TCO.3**) et 267 plans d'activité ont été élaborés (**TCO.4**), ce qui montre la nature profondément technique des interventions de l'ONUDI. L'Organisation a continué à fournir des services consultatifs – 26 documents d'orientation sur l'industrie ont été élaborés (**PAO.1**) – et à produire des biens utiles à la collectivité concernant le développement industriel inclusif et durable – 68 analyses et études statistiques ont été publiées (**PAO.2**).

Le rôle de promotion des partenariats et de mobilisation de l'ONUDI s'est traduit par plus de 363 manifestations mobilisatrices – ateliers, réunions de groupes d'experts et forums mondiaux (**CPO.1**) – organisées en 2019, et par les mécanismes de coordination et réseaux dans lesquels l'ONUDI joue un rôle important – 16 sous l'égide de l'ONU (**CPO.2**) et 12 avec d'autres organisations (**CPO.3**). La participation de l'ONUDI aux activités du système des Nations Unies se confirme en outre dans 43 interventions conjointes menées avec d'autres organismes des Nations Unies (**CPO.4**). Enfin, l'ONUDI montre sa capacité essentielle de mobilisation du secteur privé, puisqu'elle a mis en œuvre

plus de 100 programmes ou projets en partenariat avec des entreprises et des institutions financières (**CPO.5**).

### Indicateurs relatifs à la gestion du portefeuille

L'ONUDI s'est employée activement à élaborer des programmes en 2019 : ainsi, 150 projets et sept programmes de pays ont été approuvés avant leur mise en œuvre (**POR.1**), en plus des nouveaux projets élaborés au titre du Protocole de Montréal. Le Conseil exécutif de l'ONUDI a également approuvé les phases de programmation de nouveaux PCP, qui sont désormais au nombre de 10 et à différents stades de leur élaboration. Conformément au nouveau cadre d'assurance de la qualité (DGB.2019/11), la qualité des nouvelles propositions de projets fait l'objet d'un contrôle approfondi, et des tendances rassurantes se dégagent pour presque tous les critères (**POR.2**). Ainsi, des critères tels que l'utilité et la conception technique des interventions ont obtenu des scores supérieurs à 95 %, les progrès les plus nets ayant été enregistrés dans les domaines de la gestion axée sur les résultats (+ 37 % en 2016) et de la viabilité (+ 40 %), ce qui reflète les efforts faits par l'Organisation dans le sens d'une gestion davantage axée sur les résultats.

À la fin de 2019, l'ONUDI avait dans son portefeuille environ 1 000 projets en cours de mise en œuvre, dont la moitié portaient sur l'énergie et l'environnement (**POR.3**), pour une valeur totale de plus de 190 millions de dollars. Outre ses programmes mondiaux, l'ONUDI a poursuivi de manière particulièrement active ses programmes en Afrique ainsi qu'en Asie et dans le Pacifique, ce qui correspond, entre autres, aux priorités de la DDIA III.

L'ONUDI contrôle la qualité de ses interventions dès leur achèvement, bien qu'elle sache que certains résultats ne se feront sentir que dans les années qui suivent (**POR.4**). Les données relatives aux programmes montrent que, dans l'ensemble, la qualité de l'exécution des projets du portefeuille reste élevée. Les principaux points à améliorer sont la probabilité de viabilité, l'efficacité, et le suivi et l'évaluation. Des mesures ont été mises en place à cette fin.

L'indicateur **POR.5** indique qu'une grande importance est accordée à la problématique femmes-hommes dans les programmes de l'Organisation, la quasi-totalité des projets approuvés satisfaisant aux critères minimum du marqueur d'égalité des sexes et environ 25 % d'entre eux

prévoyant des activités dans ce domaine et ayant donné des résultats en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes.

L'indicateur **POR.6** montre des progrès dans les activités menées par l'ONUDI en faveur de la transparence, selon les

critères de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), et l'indicateur **POR.7** montre une forte détermination à coopérer sur le terrain avec le système des Nations Unies pour le développement, l'ONUDI participant à 81 des 131 équipes de pays des Nations Unies.

### Niveau 3. Offre de programmes et efficacité de la gestion des programmes

INDICATEUR		2019
<b>Indicateurs de produit</b>		
TCO.1.	Nombre d'activités de renforcement des capacités proposées	Formations, ateliers, séminaires et activités semblables proposées par l'ONUDI aux fins du renforcement des capacités 1 500*
TCO.2.	Valeur des biens fournis	Valeur en dollars É.-U. des biens (matériel ou technologies, par exemple) achetés au cours de l'exécution des projets/programmes de l'ONUDI à l'intention de leurs bénéficiaires 13 948 967*
TCO.3.	Nombre d'outils et de lignes directrices élaborés	Lignes directrices, supports pédagogiques, listes récapitulatives, outils, logiciels, programmes de formation, plateformes, bases de données et matériel semblable élaborés 121*
TCO.4.	Nombre de plans d'activité élaborés	Nouveaux plans d'activité élaborés par ou pour les bénéficiaires des projets dans le cadre des interventions de l'ONUDI 267*
PAO.1.	Nombre de stratégies industrielles et de documents d'orientation sur l'industrie établis	Documents d'orientation et stratégies sur l'industrie établis par ou avec l'ONUDI en vue de leur présentation à des décideurs 26*
PAO.2.	Nombre d'analyses et études statistiques publiées	Documents publiés pour faire progresser les connaissances sur le développement industriel (articles, travaux de recherche, études statistiques, documents d'orientation ou notes statistiques, rapports analytiques et publications phares) 68*
NOO.1.	Nombre d'activités normatives auxquelles l'ONUDI a participé	Activités normatives menées au niveau national, régional ou international auxquelles l'ONUDI a participé et contribué 13*
CPO.1.	Nombre de forums mondiaux, d'ateliers, de réunions de groupes d'experts et de manifestations parallèles organisés	Manifestations organisées (réunions de groupes d'experts, séminaires, manifestations parallèles, forums mondiaux, conférences et sommets) 363*
CPO.2.	Nombre de mécanismes interinstitutions des Nations Unies auxquels l'ONUDI a participé	Organes interinstitutions et mécanismes de coordination des Nations Unies auxquels l'ONUDI a participé activement 16*
CPO.3.	Nombre de réseaux et de plateformes de dimension internationale dont l'ONUDI assure les fonctions de secrétariat (Centre-Réseau des technologies climatiques, Réseau consultatif pour le financement privé, Réseau mondial de production propre et économe en ressources, etc.)	Réseaux et plateformes de dimension mondiale auxquels l'ONUDI a participé et dont elle assure les fonctions de secrétariat 12*
CPO.4.	Nombre d'interventions ou de programmes conjoints menés avec des entités des Nations Unies	Activités programmées (élaborées ou mises en œuvre) conjointement par l'ONUDI et d'autres entités des Nations Unies 43
CPO.5.	Nombre d'interventions (projets/programmes) menées en partenariat avec des organismes n'appartenant pas au système des Nations Unies	Projets et programmes mis en œuvre en partenariat avec des entreprises et des institutions financières 104

\*Chiffres partiels représentant environ deux tiers du portefeuille de l'ONUDI en 2019.

#### Indicateurs relatifs à la gestion du portefeuille

POR.1 : Nombre de projets, de programmes de pays et de PCP approuvés par le Conseil exécutif (ventilés par région)		Nombre total de projets et de cadres de programmes de pays approuvés par le Conseil exécutif, par région, à l'exclusion des projets relevant du Protocole de Montréal
a. Nombre de descriptifs de projets approuvés par le Conseil exécutif	Afrique	38
	Amérique latine et Caraïbes	46
	Asie et Pacifique	23
	Europe et Asie centrale	8
	Monde	15
	Niveau interrégional	2
	Pays arabes	18
	<b>Total</b>	<b>150</b>

INDICATEUR		2019					
b. Nombre de programmes de pays approuvés par le Conseil exécutif	Afrique	3					
	Amérique latine et Caraïbes	0					
	Asie et Pacifique	3					
	Europe et Asie centrale	0					
	Monde	0					
	Niveau interrégional	0					
	Pays arabes	1					
	<b>Total</b>	<b>7</b>					
<b>POR.2. Pourcentage de programmes/projets dont la qualité de la conception a été jugée satisfaisante au stade initial</b>	<b>Pourcentage de projets dont la conception a été jugée, lors de leur évaluation, satisfaisante ou modérément satisfaisante à l'aune de chacun des critères de qualité fixés</b>						
a. Conception globale	83 %						
b. Utilité	99 %						
c. Conception technique	98 %						
d. Efficacité et gestion axée sur les résultats	68 %						
e. Possibilités de transposition à une plus grande échelle	n.d.						
f. Probabilité de viabilité	91 %						
g. Efficience	96 %						
h. Modalités d'exécution	96 %						
i. Égalité des sexes et autonomisation des femmes	64 %*						
<i>*Données partielles, le nouveau marqueur d'égalité des sexes ayant été introduit en avril 2019.</i>							
<b>POR.3. Nombre et volume des projets, programmes de pays et PCP en cours (par domaine d'activité prioritaire ; par région)</b>	<b>Nombre total et volume des projets en cours, et nombre de cadres de programmes de pays et de programmes de partenariat pays en cours</b>						
		Création d'une prospérité partagée	Renforcement de la compétitivité économique	Protection de l'environnement	Questions transversales	Autres	Total
a. Nombre de projets de coopération technique, par thème et par région (nombre d'identifiants uniques SAP de 2019 contribuant au volume de dépenses de 2019)	Afrique	72	56	143	23	1	295
	Amérique latine et Caraïbes	6	16	76	6		104
	Asie et Pacifique	22	40	109	17	1	189
	Europe et Asie centrale	6	15	58	9	1	89
	Monde	12	34	46	39	25	156
	Niveau interrégional	5	7	9	3	1	25
	Pays arabes	53	14	84	7	0	158
	<b>Total</b>	<b>176</b>	<b>182</b>	<b>525</b>	<b>104</b>	<b>29</b>	<b>1 016</b>
b. Volume des projets de coopération technique, par thème et par région (montant des dépenses de 2019 en dollars É.-U. (valeurs ajustées, arrondies à la centaine la plus proche)	Afrique	15 608 500	7 858 700	19 187 300	1 187 500	-6 200	43 835 900
	Amérique latine et Caraïbes	492 000	2 454 100	13 015 300	680 900	0	16 642 200
	Asie et Pacifique	2 637 300	4 677 100	47 475 100	804 300	63 600	55 657 300
	Europe et Asie centrale	113 600	2 078 600	12 298 500	204 700	78 100	14 773 500
	Monde	718 600	8 392 400	11 467 800	3 145 800	1 063 400	24 788 000
	Niveau interrégional	1 230 500	681 000	3 964 100	245 600	-500	6 120 700
	Pays arabes	13 132 200	4 858 100	9 981 500	951 600	0	28 923 500
	<b>Total</b>	<b>33 932 800</b>	<b>31 000 000</b>	<b>117 389 500</b>	<b>7 220 500</b>	<b>1 198 300</b>	<b>190 741 200</b>

Source pour POR.3.a et POR.3.b : Données SAP du 3 février 2020 (valeurs corrigées/ajustées).



## Niveau 3. Offre de programmes et efficacité de la gestion des programmes (suite)

INDICATEUR		2019				
c. Nombre de programmes de pays en cours, par région	Afrique	11				
	Amérique latine et Caraïbes	4				
	Asie et Pacifique	10				
	Europe et Asie centrale	2				
	Pays arabes	1				
	<b>Total</b>	<b>28</b>				
d. Nombre de programmes de partenariat pays en cours, par région	Afrique	5				
	Amérique latine et Caraïbes	1				
	Asie et Pacifique	1				
	Europe et Asie centrale	1				
	Pays arabes	2				
	<b>Total</b>	<b>10</b>				
P.O.R.4. Pourcentage de programmes/projets dont la qualité a été jugée satisfaisante à leur achèvement		Pourcentage de projets jugés très satisfaisants, satisfaisants ou modérément satisfaisants à l'aune de chacun des critères de qualité définis dans la synthèse des évaluations indépendantes menées par l'ONUDI entre 2015 et 2018 (version la plus récente)				
a. Utilité	100 %					
b. Efficacité	98 %					
c. Transposition à une plus grande échelle	n.d.					
d. Efficience	77 %					
e. Probabilité de viabilité	82 %					
f. Gestion des programmes/projets	91 %					
g. Conception du suivi et de l'évaluation	95 %					
h. Exécution du suivi et de l'évaluation	84 %					
P.O.R.5. Pourcentage de programmes/projets de l'ONUDI, par catégorie définie dans le marqueur d'égalité des sexes	2B	2A	1	0	Non évalué	
a. Projets approuvés par le Bureau de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en 2019	1,47*	17,65*	74,26*	5,88*	0,74*	
b. Projets en cours en 2019 (portefeuille entier)	1,37	24,36	64,65	3,39	6,23	
c. Projets en cours conçus en prenant en compte la problématique femmes-hommes : budget	1,11	25,84	68,34	3,31	1,41	
d. Projets satisfaisant aux 17 critères définis dans le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes (version 2.0) : objectifs atteints ou dépassés [résultats de 2018 (les plus récents)]	76,47 %					
*Données partielles, le nouveau marqueur d'égalité des sexes ayant été introduit en avril 2019.						
P.O.R.6. Transparence (selon les critères de l'IITA)		Score de l'ONUDI pour chaque critère de l'IITA et dans l'ensemble				
a. Actualisation	88 %					
b. Exhaustivité	0 %					
c. Anticipation	70 %					
Score	53 %					
P.O.R.7. Nombre d'équipes de pays des Nations Unies auxquelles l'ONUDI participe		81				

## NIVEAU 4. RESSOURCES ET EFFICIENCE DE L'ORGANISATION

Le niveau 4 rend compte de la performance de l'Organisation dans l'exécution de ses opérations et de ses services internes. En 2019, l'ONUDI a continué d'améliorer l'efficacité et l'efficacités de ses opérations internes pour maximiser les retombées de ses interventions.

Le montant des ressources financières ordinaires approuvé pour 2019 s'est élevé à 88,3 millions de dollars (FIN.1). Un nouveau mécanisme de recouvrement intégral des coûts mis à l'essai en 2019 a donné des résultats prometteurs. Une fois adopté en 2020 pour certains donateurs, il devrait permettre d'augmenter les recettes de fonctionnement issues des ressources extrabudgétaires (FIN.3).

Des contributions volontaires d'un montant de 154,7 millions de dollars ont été approuvées (FIN.2) en 2019, qui se sont ajoutées à celles qui existaient déjà. Les fluctuations survenues au cours des dernières années traduisent en grande partie les changements intervenus dans les cycles de programmation et de financement de l'ONUDI et de certains de ses donateurs. Les dépenses de coopération technique (EXP.2) ont atteint un montant de 190 millions de dollars, suivant la courbe ascendante des années précédentes malgré le manque de ressources. De nouveaux gains d'efficacité et d'efficacités dans la mise en œuvre des programmes sont attendus de la remise à plat des procédures et du renforcement de la gestion axée sur les résultats.

L'ONUDI s'est engagée à satisfaire, à l'horizon 2023, aux critères de représentation équitable des femmes et des hommes définis dans le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et

l'avancement des femmes (version 2.0). Les indicateurs relatifs aux ressources humaines (HR.1) montrent que des progrès sont faits sur ce plan, conformément à la nouvelle politique (2019) et à la nouvelle stratégie (2020-2023) concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Des efforts sont encore nécessaires pour combler les inégalités entre les sexes, en particulier parmi les hauts fonctionnaires, compte tenu également du renouvellement limité du personnel essentiel. En revanche, l'équilibre entre les sexes a été atteint dans la catégorie des agents des services généraux, et la représentation des femmes dans la catégorie des administrateurs auxiliaires a largement atteint 80 % en 2019. La diversité géographique du personnel essentiel s'est accrue, passant de 50 % en 2018 à 58,2 %, cette proportion atteignant 79,4 % pour l'ensemble des effectifs.

L'efficacité de la gestion des opérations reste élevée. Deux tiers des marchés passés dans le cadre d'une procédure centralisée sont menés à bien dans les 110 jours (OPM.1). La mise en œuvre de 78 % des projets de coopération technique commence dans les six mois suivant la date de conclusion de l'accord relatif à un fonds d'affectation spéciale (OPM.2), ce qui dépasse de 8 points l'objectif fixé. À compter de 2020, des données seront recueillies pour le nouvel indicateur relatif à l'efficacité des services informatiques (OPM.3 : efficacité opérationnelle des services informatiques). Pour 2019, le précédent indicateur reste valable, la qualité du logiciel de gestion intégré (PGI), établie sur la base de sondages effectués auprès des clients, atteignant l'objectif fixé de 70 %.

## Niveau 4. Ressources et efficacité de l'Organisation

INDICATEUR		2019
<b>Efficacité des services internes</b>		
OPM.1. Délais d'approvisionnement	Pourcentage de marchés passés dans le cadre d'une procédure centralisée de mise en concurrence qui sont menés à bien dans les 110 jours suivant l'approbation de la demande d'achat	65 %
OPM.2. Démarrage des projets de coopération technique	Pourcentage de projets de coopération technique qui démarrent (dépenses engagées à hauteur d'au moins 5 % du budget du projet) dans les six mois suivant la date de conclusion de l'accord relatif à un fonds d'affectation spéciale. Objectif : 70 %	78 %
<b>Contributions et ressources</b>		
FIN.1. Ressources financières ordinaires	Ressources financières ordinaires de l'ONUDI – budgets ordinaire et opérationnel globaux, recettes accessoires et contributions volontaires au Compte spécial des contributions volontaires pour les activités de base – approuvées par la Conférence générale	Millions d'euros
1) Montant total du budget global approuvé, dont :	Budget ordinaire	70,4
	Budget opérationnel	17,8
	Compte spécial des contributions volontaires pour les activités de base	—
	Total (recettes approuvées)	88,3
2) Montant total des recettes imputées sur le budget approuvé, dont :	Contributions	68,4
	Recettes imputées sur le budget opérationnel	18,9
	Recettes accessoires imputées sur les budgets ordinaire et opérationnel	0,2
	Contributions volontaires imputées sur le Compte spécial des contributions volontaires pour les activités de base	0,1
Total (recettes effectives)		87,5
FIN.2. Contributions volontaires	Contributions volontaires mobilisées, sur la base du montant des accords relatifs à un fonds d'affectation spéciale signés, et comptabilisées comme recettes	
1) Montant net approuvé (en millions de dollars É.-U.)		154,7
2) Pourcentage de hausse/baisse par rapport à l'année précédente		-24 %
FIN.3. Dépenses d'appui aux programmes recouvrées	Dépenses d'appui aux programmes engagées par l'ONUDI pour financer l'élaboration et la mise en œuvre des programmes/projets financés par des ressources extrabudgétaires, qui sont recouvrées	
1) Montant des dépenses d'appui aux programmes comptabilisées comme recettes dans le budget opérationnel (en millions d'euros)		17,9
2) Pourcentage moyen des dépenses recouvrées dans les dépenses d'appui aux programmes, les coûts des services techniques et opérationnels et les coûts directs des services		10,9 %
EXP.1. Exécution du budget des ressources financières ordinaires	Montant total des dépenses imputées sur les ressources financières ordinaires approuvées (en millions d'euros)	84,1
<b>EXP.2. Dépenses de coopération technique</b>		
1) Dépenses imputées sur les contributions volontaires dans une année donnée (en millions de dollars É.-U.)		190,3
2) Pourcentage de hausse/baisse par rapport à l'année précédente		0,3 %
HR.1. Effectifs de l'ONUDI : composition et diversité	Les effectifs de l'ONUDI sont composés du personnel essentiel – fonctionnaires titulaires d'engagements de durée déterminée ordinaires relevant de la série 100 du Règlement du personnel – et du personnel non essentiel – personnel temporaire titulaire de contrats de service individuels, stagiaires, partenaires-experts, ambassadeurs de bonne volonté, fonctionnaires de la série 200 (L) et personnel engagé pour une période de courte durée (mensuelle)	
<b>Composition des effectifs de l'ONUDI</b>		
a. Répartition du personnel essentiel par catégorie (P, D, NO, G)	Total	594
	Hommes/femmes	346/248
Administrateurs (P-2 et fonctionnaires de rang supérieur)	Total	208
	Hommes/femmes	136/72
Administrateurs recrutés sur le plan national (NO)	Total	50
	Hommes/femmes	34/16
Agents des services généraux (G)	Total	336
	Hommes/femmes	176/160

INDICATEUR		2019	
Composition des effectifs de l'ONUDI <i>(suite)</i>			
b. Répartition du personnel essentiel par bureau/lieu d'affectation	Siège	Total	444
		Hommes/femmes	258/186
	Bureaux hors Siège	Total	130
		Hommes/femmes	78/52
	Bureaux de liaison	Total	6
		Hommes/femmes	4/2
	Bureaux de promotion des investissements et de la technologie	Total	14
		Hommes/femmes	6/8
c. Taux de personnel essentiel	<i>Pourcentage de personnel essentiel dans l'effectif total de l'ONUDI</i>		27,8
d. Comparaison des catégories de personnel essentiel	Ratio G/P		1,62
	Ratio P/D		8
	Ratio P <sub>1</sub> +P <sub>2</sub> /P <sub>3</sub> +P <sub>4</sub> +P <sub>5</sub>		0.027
e. Taux de personnel non essentiel	<i>Pourcentage de personnel non essentiel dans l'effectif total de l'ONUDI</i>		72,2 %
f. Répartition de l'effectif total par bureau/lieu d'affectation	Siège	Total	824
		Hommes/femmes	410/414
	Bureaux hors Siège	Total	1227
		Hommes/femmes	457/770
	Bureaux de liaison	Total	19
		Hommes/femmes	11/8
	Bureaux de promotion des investissements et de la technologie	Total	69
		Hommes/femmes	35/34
Diversité géographique du personnel de l'ONUDI			
a. Taux de diversité géographique du personnel essentiel	<i>Pourcentage d'États Membres dont les ressortissants sont des membres du personnel essentiel en activité</i>		58,2 %
b. Taux de diversité géographique de l'ensemble du personnel de l'ONUDI	<i>Pourcentage d'États Membres dont les ressortissants sont des membres du personnel de l'ONUDI en activité</i>		79,4 %

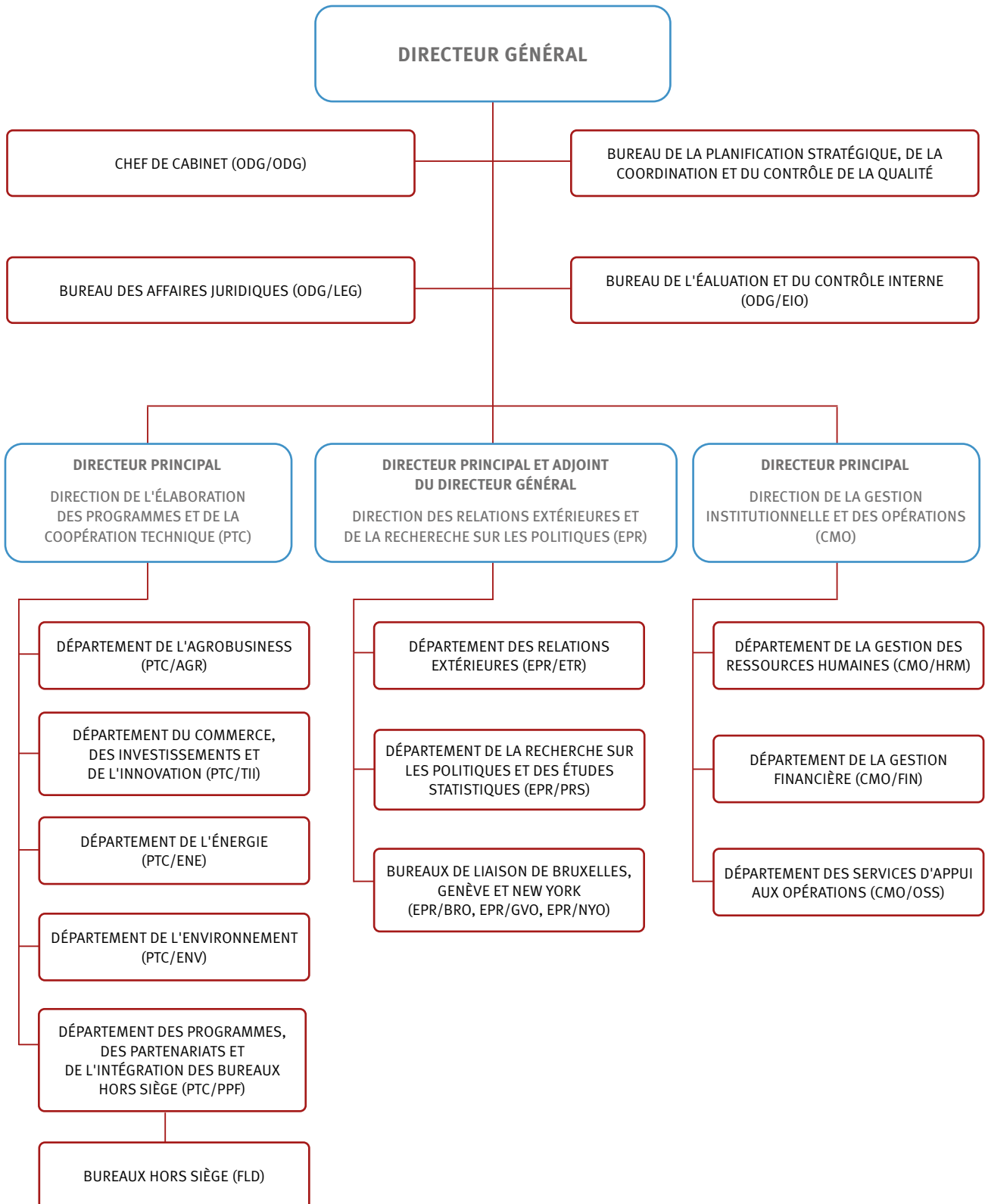


## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BAfD	Banque africaine de développement
BEI	Banque européenne d'investissement
ITC	Centre du commerce international
CCI	Corps commun d'inspection
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CFC	chlorofluorocarbones
CIV	Centre international de Vienne
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DDIA III	troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique
DDT	dichlorodiphényltrichloroéthane
EIFCCOS	Ethio-International Footwear Cluster Cooperative Society
EquIP	amélioration de la qualité des politiques industrielles (projet)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
G20	Groupe des Vingt
GES	gaz à effet de serre
HCFC	hydrochlorofluorocarbones
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IIASA	Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués
IITA	Initiative internationale pour la transparence de l'aide
ITPO	Bureau de promotion des investissements et de la technologie
KOICA	Agence coréenne de coopération internationale
MPME	micro-, petites et moyennes entreprises
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	objectif(s) de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONU	Organisation des Nations Unies
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTICE	Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
PCB	polychlorobiphényles
PCP	Programme de partenariat pays
PDG	président-directeur général
PDSL	pays en développement sans littoral
PEID	petits États insulaires en développement
PET	polyéthylène téréphtalate
PGI	progiciel de gestion intégré
PIB	produit intérieur brut
PMA	pays les moins avancés
PME	petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
POP	polluants organiques persistants
PRI	pays à revenu intermédiaire

<b>PVC</b>	polychlorure de vinyle
<b>RDCBSM</b>	Research and Development Centre for Bicycle and Sewing Machine
<b>SIIP</b>	plateforme pour un investissement à impact social et environnemental axé sur les objectifs de développement durable
<b>SMART-Fish</b>	programme d'accès durable au marché par le commerce responsable du poisson
<b>STePP</b>	plateforme de promotion des technologies durables
<b>TEST</b>	Programme relatif au transfert d'écotechnologies
<b>TIC</b>	technologies de l'information et des communications
<b>TICAD</b>	Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UIT</b>	Union internationale des télécommunications
<b>UNITAR</b>	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
<b>VAM</b>	valeur ajoutée manufacturière
<b>WEIF</b>	World Entrepreneurs Investment Forum
<b>ZLECAF</b>	Zone de libre-échange continentale africaine

## ORGANIGRAMME DE L'ONU



1850

1900

1950

2000



Facebook  
UNIDO.HQ



Twitter  
UNIDO



Instagram  
@unido\_newsroom



Youtube  
UNIDO



LinkedIn  
@UNIDO



Flickr  
UNIDO



WeChat  
UNIDO\_



« L'ONUDI joue un rôle important de promotion du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Je salue votre détermination à exploiter les possibilités des nouvelles technologies. Dans le cadre de vos partenariats avec les pouvoirs publics et le secteur privé, vous stimulez la création d'emplois, le transfert de technologie et les investissements. Par votre action, vous luttez aussi contre la crise climatique, en facilitant la transition vers une économie circulaire, une croissance à faible émission de carbone, des infrastructures non polluantes et la réduction des émissions de l'industrie. Merci pour votre attachement à un développement industriel inclusif et durable. »

[António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion de la dix-huitième session de la Conférence générale de l'ONUDI](#)

« Le réseau mondial de centres régionaux pour les énergies renouvelables est un bon exemple de partenariat véritable et durable axé sur la mise en œuvre des Orientations de Samoa. Il témoigne de la place que les petits États insulaires en développement veulent prendre et de l'action ambitieuse qu'ils veulent mener dans le cadre de la transformation mondiale à opérer dans le domaine du climat et de l'énergie. »

[Tuilaepa Aiono Sailele Malielegaoi, Premier Ministre du Samoa](#)

« La coopération UE-ONUDI est très importante, eu égard à notre profond attachement au multilatéralisme, et l'ONUDI est une organisation internationale qui nous aide à multiplier les efforts dans ce sens. Ensemble, nous travaillons dans de nombreux domaines pour traiter des questions prioritaires et essentielles, comme la création d'emplois, les énergies renouvelables, les changements climatiques et l'autonomisation des femmes. Le développement industriel est aussi important pour s'attaquer aux causes profondes des migrations. »

[Stephan Klement, Représentant permanent de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne, à l'occasion du quarantième anniversaire de la coopération UE-ONU \(novembre 2019\)](#)



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL